

(λ)

(N° 232.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MAI 1922.

BUDGET DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL POUR L'EXERCICE 1922 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

Le rapport que nous avons l'honneur de vous présenter au nom de la Commission permanente et de la Section centrale, est divisé en deux parties.

La première se rattache à la politique générale du Département de l'Industrie et du Travail, spécialement en matière de législation sociale ? Quels sont les résultats obtenus au courant de l'année 1921 ? Quelles sont les intentions du Gouvernement pour l'avenir en matière d'assurances sociales, lutte contre le chômage, enseignement professionnel, protection du travail, etc. ?

Ce sont là des questions qui préoccupent tous les membres de la Chambre, et notre rapport serait incomplet s'il ne donnait pas des explications et des renseignements à ce sujet.

La seconde partie de notre rapport se rattache plus directement au budget qui nous est soumis.

Nous faisons cependant une subdivision. Les premières observations sont d'ordre plutôt général, dans ce sens qu'un bon nombre pourraient être

(1) Budget, n° 24^{IX}.

Amendements, n° 45.

(2) Composition de la Commission spéciale :

1) Les membres de la Commission permanente du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Assurances et de la Prévoyance sociales : MM. Pirmez, président, Branquart, de Liedekerke, Delvigne, Eekelers, Falony, Mabille, Neven, Pater, Pécher, Siffer, Troolet, Van Caenegem, Van Schuylenbergh, Visart de Bocarmé et Wauters.

2) Six membres nommés par les Sections : MM. Donnay, Robyn, Schaetzen, Heyman, Van Wallegghem et Debunne.

présentées à l'examen de tous les budgets et que nous avons conséquemment entendues présenter dans plusieurs commissions permanentes et dans le plus grand nombre de sections.

Les secondes observations visent les articles mêmes du budget.

Elles sont inspirées par un double souci : premièrement le désir de répondre aux vœux exprimés à maintes reprises par le Gouvernement et qui consiste à examiner de très près les dépenses proposées, dans le but de n'approuver que celles reconnues absolument justifiées et indispensables.

Secondement : d'éclairer la Chambre au sujet de la signification exacte des dépenses demandées au pays ; en d'autres termes d'obtenir un peu plus de lumière là où une rédaction trop succincte et parfois complexe laisserait trop d'imprécision et d'obscurité.

PREMIÈRE PARTIE.

Législation sociale.

MUTUALITÉ.

Aperçu général.

Les traces de la crise par laquelle la mutualité a passé au cours des années de guerre s'effacent de plus en plus. Les dirigeants de sociétés mutualistes ont compris que celles-ci demandaient plus que jamais toute leur sollicitude et ils n'ont négligé aucun effort pour faire renaître chaque jour plus forte la forme mutualiste de notre organisation sociale. C'est pourquoi notre mutualité, ainsi qu'il a déjà été signalé l'an dernier abandonnant peu à peu ses bases purement empiriques, s'oriente dans une direction nouvelle.

Précédemment, c'était dans bien des cas un fractionnement de petites associations, incapables de produire de sérieux résultats ; aujourd'hui, un mouvement de rénovation se dessine en transformant les anciens groupements, en fusionnant les petites sociétés et en établissant des centrales là précisément où le fractionnement ne peut aboutir qu'à la stagnation ou même à la faillite des sociétés.

Pour réaliser ce plan d'action, les associations qui ne comptaient qu'un petit nombre de membres doivent maintenant fusionner ; mais cette fusion n'est possible qu'en procédant à la dissolution et à la liquidation conformément aux prescriptions de la loi.

C'est pour cette raison qu'à l'heure actuelle il faut enregistrer un nombre assez considérable de sociétés qui mettent fin à leur existence juridique pour reparaitre dans des conditions meilleures d'avenir et plus stables.

Sur les données consignées dans le tableau ci-après, il faut compter que les 40 p. c. des sociétés en cause ont eu en vue de fusionner.

DISSOLUTIONS :

PROVINCES	1919			1920			1921			Fédérat.
	Maladie	Retraite	Spéc.	Maladie	Retraite	Spéc.	Maladie	Retraite	Spéc.	
Anvers. . . .	4	3	—	5	—	—	15	—	—	—
Brabant . . .	9	5	1	12	1	—	11	2	—	3
Flandre Occidentale	1	2	—	12	1	—	9	1	1	—
Flandre Orientale .	9	1	—	14	3	—	5	3	—	—
Hainaut. . . .	14	5	1	19	—	—	25	—	—	2
Liège	15	2	—	25	1	1	38	1	—	—
Limbourg . . .	2	—	—	4	1	—	3	—	—	—
Luxembourg . .	1	1	—	2	—	—	2	—	—	—
Namur	2	—	—	5	—	—	4	—	—	—
Le Royaume . .	57	19	2	98	7	1	112	7	1	5

A côté de ce mouvement de reconstitution mutualiste, beaucoup de nouvelles associations de secours mutuels ont sollicité la reconnaissance légale ou une homologation de modifications statutaires que nécessitent les exigences actuelles de l'assurance maladie.

Les tableaux ci-après donnent une vue d'ensemble sur la situation de notre mutualité depuis 1919. 1189 affaires ont été examinées et ont donné lieu soit à la reconnaissance légale soit à une homologation de modifications statutaires. Elles se répartissent comme suit :

A. — RECONNAISSANCE LÉGALE

PROVINCES.	Sociétés à buts multiples.			Sociétés de retraite.			Sociétés spéciales.			Fédérations.			Totaux par province.			
	1919	1920	1921	1919	1920	1921	1919	1920	1921	1919	1920	1921	1919	1920	1921	Généraux
Anvers	14	20	15	8	36	7	»	2	2	»	5	2	22	72	26	120
Brabant	27	24	20	14	5	2	2	2	2	3	»	3	46	31	27	104
Flandre occidentale	23	23	9	»	1	»	»	»	»	»	1	»	23	25	9	57
— orientale.	9	19	21	5	3	2	»	»	»	»	1	1	14	23	24	61
Hainaut	9	16	7	2	3	1	»	3	»	»	»	»	11	22	9	42
Liège	13	22	11	5	3	5	»	»	1	»	»	1	18	25	17	60
Limbourg	29	15	13	»	1	»	1	1	»	1	»	»	31	17	14	62
Luxembourg	1	1	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	2	2	»	4
Namur	15	23	6	»	1	1	»	»	»	»	2	»	15	26	7	48
Le Royaume.	140	172	102	35	54	18	3	8	6	4	9	7	182	243	133	558
Totaux généraux.	414			107			17			20						

B. — Homologation de modification statutaire.

PROVINCES	1919	1920	1921
Anvers	1	6	106
Brabant	11	38	68
Flandre Occidentale	5	9	22
Flandre Orientale	3	19	86
Hainaut	12	26	39
Liège	8	36	61
Limbourg	21	14	10
Luxembourg	6	4	7
Namur	2	6	14
Le Royaume	69	158	413

Pour toutes les années antérieures, la situation de notre mutualité s'établit comme suit au 31 décembre 1921 :

PROVINCES	Société d'ass. maladie.	Société de retraite.	Société spéciales.	TOTAUX
Anvers	383	527	66	976
Brabant	687	761	96	1,544
Flandre Occidentale	439	436	47	922
Flandre Orientale	543	893	79	1,515
Hainaut	792	917	51	1,760
Liège	679	670	33	1,382
Limbourg	488	281	13	482
Luxembourg	115	423	6	544
Namur	459	466	9	934
Le Royaume	4,285	5,374	400	10,059

L'augmentation des unités seulement sur le total de l'année précédente provient de ce qu'il a fallu défalquer le nombre de sociétés dissoutes à ce jour (voir tableau ci-dessus) et d'autre part, de ce que les chiffres de 1921 ne sont pas définitifs, un certain nombre d'associations étant encore appelées à bénéficier de la reconnaissance légale à la date du 31 décembre dernier.

De son côté, le Gouvernement encourage le développement mutualiste par voie de subsides d'installation judicieusement octroyés et proportionnés à l'importance, à l'activité proposée et aux garanties de stabilité offertes par les nouvelles sociétés.

MUTUALITÉ PRIMAIRE — INVALIDITÉ — SERVICE MÉDICO-PHARMACEUTIQUE.

Les institutions mutualistes reconnues ont continué à étendre et perfectionner leurs services. Les sociétés mutualistes du type *Caisse Maternelle*, notamment, se sont multipliées et les associations ayant pour objet la lutte contre la tuberculose ont fait preuve d'une activité de plus en plus marquée.

L'effectif des caisses d'*invalidité* s'est accru dans de notables proportions. Ces organismes n'ont pas craint d'imposer à leurs adhérents des cotisations élevées en vue de l'assurance d'indemnités sérieuses en cas de maladie prolongée ou d'invalidité.

Le total des primes attribuées aux caisses mutualistes d'invalidité reconnues, en raison des versements effectués par leurs affiliés en 1920, s'élève à *1,262,000 francs*, somme qui dépasse considérablement le crédit *non limitatif* prévu pour cet objet. Ce crédit, porté à *450,000 francs* depuis 1914, n'a été dépassé — et bien faiblement — qu'en 1919.

L'année 1920 est caractérisée par un essor remarquable de l'assurance contre l'invalidité prématurée.

Le tableau ci-dessous met en lumière, d'une façon saisissante, les progrès réalisés par cette assurance.

Primes allouées par le Gouvernement aux caisses d'invalidité reconnues en raison des versements de leurs affiliés pendant les années 1905 à 1920 :

1905	29,366.89
1906	39,072.52
1907	69,739.85
1908	97,386.59
1909	135,388.47
1910	197,890.20
1911	272,426.49
1912	331,548.14
1913	430,638.03
1914	404,502.22
1915	252,074.20
1916	278,197.83
1917	303,060.46
1918	334,006.23
1919	488,749.75
1920	1,262,000 »

SERVICE MÉDICAL ET PHARMACEUTIQUE.

Malgré les obstacles auxquels se heurte l'organisation du service médico-pharmaceutique des mutualités, dans certaines régions, le nombre de personnes participant à ce service s'accroît régulièrement.

Les résultats obtenus, une année, à peine, après l'instauration du service sont des plus encourageants.

Le tableau ci-dessous démontre, à l'évidence, que l'assurance des soins médico-pharmaceutiques répond à une véritable nécessité sociale.

Effectif des sociétés mutualistes reconnues qui, à la date du 31 décembre 1920, avaient organisé le service médico-pharmaceutique familial, conformément aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 20 février 1920.

PROVINCES	Chefs de famille.	Epouses.	Enfants.	Ascendants.	Célibataires	Totaux.
Anvers	58,929	55,127	92,727	4,004	22,049	232,836
Brabant	51,039	47,591	55,142	2,862	18,428	175,062
Flandre Occidentale	18,033	16,662	34,725	1,782	9,063	80,265
Flandre Orientale	54,936	49,460	81,605	5,318	31,215	222,534
Hainaut	98,732	90,516	119,642	10,431	35,824	355,145
Liège	69,697	61,426	73,994	9,221	47,993	262,331
Limbourg	7,281	6,292	19,411	1,390	1,878	36,252
Luxembourg	508	423	868	123	115	2,039
Namur	21,189	18,623	26,660	4,026	7,602	78,100
Totaux	380,344	346,120	504,774	39,159	174,167	1,444,564

D'autre part, le perfectionnement du service est parallèle à l'augmentation du nombre des bénéficiaires. Alors que, lors de la mise en vigueur du Règlement provisoire du 20 février 1920, les avantages accordés aux affiliés étaient, généralement, limités à l'octroi des soins médicaux ordinaires et à la fourniture des médicaments galléniques, il est constaté que les sociétés se chargent de procurer les soins chirurgicaux, ainsi que les spécialités pharmaceutiques, deviennent de plus en plus nombreuses.

Des assurances sociales.

(PROJET.)

Projet de loi en vue de l'Assurance obligatoire contre la maladie prolongée et l'Invalidité.

La question a été posée à maintes reprises, où en est le projet de loi sur « les assurances sociales » ?

Vu l'état des Finances de l'État, il ne semble pas possible actuellement de demander au Trésor de supporter la charge qui résulterait pour lui du vote et de la mise en application de l'avant-projet de loi élaboré sur cette matière par la Commission des Assurances sociales. D'après les estimations qui ont été établies, le coût de l'intervention de l'État s'élèverait approximativement à 400,000,000 francs.

N'y a-t-il pas lieu cependant de marcher de l'avant et de réaliser les assurances dont il s'agit, en se passant momentanément de l'intervention pécuniaire de l'État? Sans doute, les avantages qui seraient accordés aux assurés seraient moins importants, puisqu'ils ne seraient constitués que par les cotisations des intéressés et des patrons. Mais il ne faut pas perdre de vue le grand avantage qui résulterait toutefois de la mise en vigueur d'une loi même basée uniquement sur la *double intervention de l'intéressé et du patron*, savoir : l'instauration et l'organisation de l'assurance obligatoire dans le pays, la création et la mise en action des organismes prévus par le projet. Et ainsi automatiquement et sans aucune modification à la loi, les indemnités et avantages, dont bénéficieraient provisoirement les assurés, pourront être augmentés progressivement *au fur et à mesure que les finances publiques permettront* à l'État d'intervenir dans le coût des assurances.

L'abstention de l'État ne serait pas cependant absolue : les subsides prévus actuellement sous le régime de la liberté subsidiée continueraient à être accordés et leur octroi serait étendu à tous les organismes prévus par le projet de loi de la Commission des Assurances.

Pour le moment, il est alloué : 1° un subside de premier établissement aux mutualités et *aux fédérations reconnues* ;

2° des indemnités spéciales, de peu d'importance sans doute, aux sociétés et fédérations qui font parvenir leurs comptes annuels à l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales ;

3° des subventions spéciales aux organismes qui ont établi le service médico-pharmaceutique familial (circulaire ministérielle du 20 février 1920) ;

4° les primes aux caisses d'Invalidité (loi du 5 mai 1912).

Nous pourrions même examiner, d'accord avec le Ministre des Finances, si pendant cette période transitoire, le montant de ces différents subsides ne pourrait pas être augmenté.

Il nous paraît qu'en tout état de cause, 35 à 40,000,000 francs pourraient globalement être affectés à ces différents objets.

Des pensions de vieillesse.

(Nouvelle loi à élaborer.)

Contrairement à l'opinion commune, la loi sur les pensions de vieillesse promulguée le 20 août 1920 n'a pas une durée transitoire *de trois ans*.

Elle n'est pas applicable aux vieillards qui atteindront leur soixante-cinquième année après le 1^{er} décembre 1922.

En vue de donner satisfaction aux desiderata d'un grand nombre de membres de la Chambre des Représentants qui déclaraient ne pas vouloir admettre « comme régime définitif » le système de pension gratuite, M. le Ministre Wauters avait admis, en vue de consacrer la portée transitoire de la loi, un premier amendement Devèze et consorts conçu comme suit : *La présente loi n'aura d'effets que pour trois années* (séance du 2 juillet 1920), lequel amendement a été repris sous une autre forme par M. Wauters

lui-même (séance du 8 juillet 1920), qui a proposé d'intercaler dans l'article 1^{er} du projet de loi « *nés avant le 1^{er} janvier 1858* ».

Dans l'esprit de M. Wanters, la loi devait cependant avoir une durée transitoire de trois ans, puisqu'elle devait s'appliquer aux vieillards nés en 1855-56 et 57 et au cours des années antérieures. Mais il avait perdu de vue que si, sous le régime de l'allocation de 65 francs, la dite allocation n'était accordée qu'à partir de l'année qui suivait celle au cours de laquelle l'intéressé avait accompli sa 65^e année, il ne devait plus en être de même sous le régime de la nouvelle loi : la pension peut, en effet, être accordée à partir du trimestre qui suit celui au cours duquel le requérant a atteint sa 65^e année ; de telle sorte qu'en 1921, l'année de la mise en vigueur de la loi, non seulement les vieillards nés en 1855, mais également ceux nés en 1856, ont pu demander la pension de vieillesse et ceux-ci, en 1857, c'est-à-dire ceux nés avant le 1^{er} janvier 1858, pourront la demander en 1922.

En conséquence, *sans prorogation*, la pension ne pourra pas être accordée en 1923 aux vieillards nés à partir du 1^{er} janvier 1858.

La prorogation de la loi au minimum pour un an devra nécessairement être votée. Car dans l'hypothèse où la loi instaurant le régime définitif serait votée et promulguée avant le 1^{er} janvier 1923, il ne sera pas possible d'élaborer les mesures d'exécution en temps utile pour la mise en vigueur de la dite loi à la date du 1^{er} janvier 1923.

Ce travail sera considérable, surtout s'il s'agit, comme il est à supposer, d'une loi d'assurance obligatoire. Il sera notamment utile de s'inspirer de l'expérience d'un pays voisin où pareil système est en vigueur depuis plusieurs années et de se rendre sur place en vue de se rendre compte avec les autorités de ce pays, des avantages et des défauts des mesures d'exécution qui y sont appliquées. De telle sorte que la mise en vigueur de la loi ne pourra être fixée qu'un an au minimum avec son vote et sa promulgation.

Un avant-projet de loi a été élaboré sur cette matière par la Commission des Assurances sociales. Il a été repris, légèrement modifié par certains de nos collègues et déposé par MM. De Bruycker et consorts dans la session 1920-1921. Par suite de la dissolution des Chambres, cette proposition est devenue caduque. Il serait souhaitable que ce projet puisse être redéposé au plus tôt et faire l'objet d'une discussion au Parlement.

Pensions de Vieillesse.

(Loi du 20 août 1920).

APPLICATION.

La loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse a été mise en vigueur le 1^{er} janvier 1921. Les administrations communales étaient en possession des formules de demande le 15 janvier 1921.

A la date du 1^{er} mai 1922, 212,641 titres de pension relatifs à l'année 1921

avaient été établis et envoyés à leur bénéficiaire par l'entremise des administrations communales.

Ci-dessous la répartition par province :

Anvers	22,157
Brabant	36,940
Flandre occidentale . . .	28,211
Flandre orientale . . .	38,198
Hainaut	36,783
Liège	26,823
Limbourg	7,091
Luxembourg	5,579
Namur	11,033

Le nombre de demandes rejetées et qui nous ont été transmises par les Gouverneurs s'élevaient à la même date à 31,816.

Ci-dessous la répartition par province :

Anvers	2,611
Brabant	4,642
Flandre occidentale . . .	1,799
Flandre orientale . . .	3,333
Hainaut	9,447
Liège	4,604
Limbourg	1,109
Luxembourg	932
Namur	3,297

Si l'on tient compte que sous le régime de l'allocation de 63 francs, 220,000 vieillards approximativement bénéficiaient de cet avantage, on peut en inférer que la presque totalité des intéressés qui ont été admis à la pension pour 1921 ont reçu leur titre et peuvent par conséquent toucher régulièrement les arrérages de leur pension.

Le plus grand nombre des affaires encore en suspens concerne des vieillards qui sont hospitalisés aux frais des pouvoirs publics ou dont le prix de l'entretien est payé soit par eux-mêmes, soit par des tiers. La situation de cette catégorie de requérants est tellement complexe que l'élaboration des règles fixant les mesures d'application de la loi du 20 août 1920 à leur égard, a nécessité des études longues et laborieuses, ce qui a retardé la liquidation de leur pension.

L'Administration centrale a dû nécessairement procéder à l'examen de toutes les demandes de pension : ce travail était indispensable en vue d'unifier la jurisprudence sur la matière. Les décisions qui n'étaient pas conformes aux arrêtés et instructions ont été déferées à la Commission supérieure des pensions de vieillesse. Ce collège, dont la création prévue par l'article 51 de l'arrêté royal du 10 novembre 1920, a fait l'objet de l'arrêté royal du 10 juin 1921, a été installé le 1^{er} juillet 1921. A la date du

31 mars 1922 il a tenu 39 séances et 6,557 décisions lui ont été déférées par l'Office de l'Assistance et de la Prévoyance sociales.

La Commission supérieure a été en outre appelée à donner son avis sur différents cas qui lui ont été soumis par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Travail considérable : il n'est que juste de rendre hommage au dévouement des membres de ce collège.

Nous avons pu obtenir l'assurance que ce collège fera toute diligence pour liquider les pensions des hospitalisés.

Il n'a pas encore été possible au service compétent d'établir la statistique du montant des pensions accordées en 1921. Ce travail s'effectuera dans le courant de cette année en même temps que seront déterminées les parts contributives des provinces et des communes dans le paiement des pensions.

Outre le travail d'élaboration et de mise en exécution des mesures d'application de la loi, de l'examen des demandes et de l'établissement des titres de pension, le service a également procédé à la liquidation des subsides de fonctionnement aux commissions régionales et provinciales des pensions de vieillesse, des indemnités fixes des secrétaires-trésoriers de ces collèges, des indemnités dues aux contrôleurs des contributions pour l'instruction des demandes et d'une partie des indemnités qui reviennent aux receveurs des contributions pour le paiement des pensions.

A ce propos, il est à noter que chaque mois les receveurs des contributions font parvenir au service les quittances payées et que les bordereaux justificatifs sont soumis à une vérification sévère.

Si l'on considère les résultats obtenus, nous devons reconnaître que d'une façon générale, les organismes chargés de l'application de la loi et plus spécialement les fonctionnaires de l'Administration centrale ont fait preuve d'un travail persévérant et d'un dévouement extraordinaire. Sans doute, tout n'est pas parfait, mais il ne faut pas perdre de vue que l'exécution de la loi sur les pensions de vieillesse dépend de la bonne volonté des administrations des 2,600 communes du pays, des 170 contrôleurs des contributions, de 60 commissions régionales, des 9 commissions provinciales et des Administrations provinciales.

En ce qui concerne les administrations communales, il nous a été signalé qu'elles n'ont pas toujours apporté tout le soin désirable dans l'établissement des demandes de pension et plus spécialement ont parfois omis de mentionner dans la colonne *ad hoc* de la demande, tous les renseignements utiles pour l'évaluation des ressources des intéressés.

En ce qui concerne les dépenses faites pour la mise en application de la loi, il y a lieu de remarquer ce qui suit, savoir :

Les crédits mis à la disposition de l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales par la législation (art. 59 du budget pour l'exercice 1921) seront insuffisants pour payer les dépenses d'administration pour l'année 1921. Un crédit complémentaire de 475,000 francs a été demandé. Il y a lieu de tenir compte qu'environ 250,000 demandes ont été introduites et examinées par les fonctionnaires et organismes compétents. Si l'on retranch

des crédits ci-dessus (1,550,000 plus 475,000) une somme de 200,000 francs, — montant de la rémunération due chaque année aux agents chargés du paiement des pensions — il faut conclure, que si le montant total des crédits est dépensé, chaque affaire aura coûté approximativement fr. 6.50. Et dans ce prix, sont compris les frais d'achat de papier et d'impression, le chauffage des locaux du service compétent de l'administration centrale, l'achat de meubles-classeurs, le paiement de la rémunération due aux contrôleurs des contributions, des dépenses et jetons de présence des commissions régionales et provinciales des pensions de vieillesse, et de la commission supérieure des pensions de vieillesse, et la liquidation de la rémunération du personnel attaché temporairement, tant à l'administration centrale que dans les différents gouvernements provinciaux.

I. Retraite.

(Loi du 10 mai 1900.)

APPLICATION.

Sous le régime de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse, les primes d'encouragement et les subventions de 2 francs ne pouvaient être accordées aux affiliés et aux sociétés mutualistes que dans l'année qui suivait celle au cours de laquelle les versements donnant droit aux dits subsides avaient été effectués.

La mise en vigueur des nouvelles dispositions prises par la Caisse de Retraite au sujet de l'époque des versements (antérieurement tous les versements s'effectuaient généralement dans le courant de décembre de l'année, actuellement elles sont engagées à les opérer au cours des mois anniversaire de la naissance de l'affilié) a nécessité une modification à la loi dont il s'agit : il était indispensable pour que les dispositions adoptées par la Caisse de Retraite, donnent leur plein effet que l'inscription au compte des affiliés des primes d'encouragement puisse se faire concurremment avec celle des versements et pour cela le subside doit être accordé non plus dans le cours de l'exercice suivant le versement, mais dans l'année même où ce dernier a été effectué.

Telle est la portée de certaines dispositions *de la loi du 9 avril 1922*.

En 1921, de nombreuses sociétés ont versé non seulement les cotisations recueillies en 1921, mais également celles de l'année 1920. Les tarifs de rente arrêtés par la Caisse de Retraite depuis le 1^{er} janvier 1921 étant plus avantageux pour les intéressés, les sociétés avaient été autorisées par le Département de l'Industrie et du Travail à effectuer en 1921 le versement à la Caisse de Retraite des cotisations de 1920 à condition qu'elles fussent versées avant le 31 décembre 1920 à la Caisse d'Épargne. Faute de disposition législative, nous n'avons pu accorder en 1921 deux primes ni deux subventions (la première pour le versement relatif à 1920, la deuxième pour celui afférent à l'année 1921). Mais la loi du 9 avril 1922 étant intervenue avec effets rétroactifs au 1^{er} janvier 1921, il sera possible de donner satisfaction aux affiliés et aux sociétés et d'allouer à charge du budget de l'exercice 1921

les subsides prévus tant pour les versements de l'année 1920 que pour ceux de l'année 1921. Des tableaux spéciaux ont été envoyés à cette fin aux sociétés et le travail sera terminé dans le courant de cette année.

Le service compétent du Ministère devra donc procéder dans le cours de cette année à l'attribution : 1° des compléments de primes et subventions pour les versements effectués en 1921 pour les années 1920-1921 et 2° ceux effectués en 1922.

Des assurances nous ont été données que ce travail serait terminé avant le 31 décembre 1922.

Pour les versements effectués en 1918 et 1919, les subsides suivants ont été alloués :

	Nombre de sociétés.	Sommes versées.	Primes d'encouragement.	Subvention de 2 francs.
1918	4293	11,877,529.59	3,282,569.20	545,886
1919	5292	19,317,051.40	4,970,382.60	1,587,416

Le travail d'attribution des dits subsides pour les versements opérés en 1920 et 1921 n'est pas encore terminé.

FONDS DE CRISE.

ASSURANCE CONTRE LE CHOMAGE INVOLONTAIRE.

Le Gouvernement a continué, en 1922, la politique adoptée en 1921 pour l'assistance aux chômeurs involontaires :

Pour bénéficier des allocations, il faut être affilié à une caisse de chômage. Ce sont donc ces caisses qui sont chargées de la distribution des allocations.

Dans certains milieux, *on a vivement critiqué le recours à l'intermédiaire des caisses de chômage pour l'assistance aux chômeurs.*

Il faut cependant reconnaître que les associations professionnelles ont le mérite d'avoir les premières songé à s'occuper de l'assurance contre le chômage involontaire. L'étendue et la soudaineté de la crise ne leur ayant pas permis de réaliser complètement leur programme, le Gouvernement aurait eu mauvaise grâce à leur enlever complètement, par la création d'organismes nouveaux et officiels de distribution des secours, le bénéfice des efforts déjà accomplis. Au contraire, en faisant appel aux caisses de chômage existantes, il a préparé le régime de l'assurance-chômage généralisée qui mettra la classe ouvrière à l'abri des conséquences du chômage involontaire, et évitera, à l'avenir, aux finances publiques les appels considérables semblables à ceux que nécessite la crise actuelle.

2° les associations professionnelles sont bien placées pour renforcer le contrôle et le placement des chômeurs que des organismes officiels ;

3° les caisses de chômage ont supporté de lourdes dépenses par suite de la crise, et ce, à décharge de l'État :

a) les caisses non-épuisées ont continué à indemniser leurs membres pendant le nombre de jours prévu par les statuts. — C'est ainsi qu'en 1921 elles

ont accordé des indemnités pour 5,553,893 journées, soit en prenant comme indemnité moyenne fr. 5.00 par jour, environ 10,500,000 francs ;

b) les caisses ont assumé tous les frais d'administration nécessités par les opérations de paiement pour compte du Fonds de Crise. — L'État a pu faire ainsi l'économie d'un personnel nombreux ;

c) en vue de s'assurer un contrôle sérieux de la part des caisses, l'État leur impose l'obligation de lui ristourner 15 p. c. des allocations principales payées à leurs membres ; elles lui ont déjà remboursé, de ce chef, fr. 5,541,936.03.

Les abus.

On a beaucoup parlé des abus auxquels aurait donné lieu le Fonds de Crise. Nous ne saurions contester, et nous ne contestons pas, que des abus ont été réellement constatés. Ce fut inévitable. On trouvera toujours des personnes, aussi parmi les ouvriers, qui pensent à tort qu'il est loisible de puiser impunément dans la caisse de l'État qui, prétendent-ils, est la caisse de personne, alors que c'est la caisse de chacun de nous.

Mais le nombre de ces profiteurs est heureusement loin d'être impressionnant et, à ce sujet, il faut bien le dire devant le pays, on a beaucoup trop exagéré. Il appert clairement et péremptoirement de nos enquêtes, qu'en général les caisses se sont montrées dignes de la confiance placée en elles.

L'énorme mouvement de fonds opérés à l'occasion de la crise (environ 450 millions en 1921) n'a donné lieu qu'à deux constatations de malversation de la part du secrétaire chargé des paiements, pour des sommes peu importantes qui ont été immédiatement remboursées par les associations. — Les justifications des dépenses rentrent régulièrement.

D'autre part, un effort sérieux a été fait de la part des Centrales Nationales pour inculquer aux secrétaires des sections locales une saine compréhension des règlements et la sévérité dans leur application.

Il est donc dangereux de généraliser et de conclure de la trop grande facilité accordée par l'un ou l'autre secrétaire trop complaisant dans l'inscription des chômeurs, à l'établissement d'un système.

Il importe aussi de remarquer que certaines fraudes ont pu se commettre avec la complaisance de patrons trop peu scrupuleux dans la délivrance de certificats ou qui permettent à leurs ouvriers de se rendre au contrôle pendant les heures du travail. Un certain nombre d'entre eux ont été poursuivis correctionnellement.

Certains patrons n'ont pas non plus toujours aidé l'Administration du Fonds de Crise, en faisant connaître leurs offres d'emplois aux Bourses du Travail ou aux services de placement établis dans les Fonds de chômage. Un certain revirement heureux s'est cependant produit à cet égard dans ces derniers temps.

Répression des abus.

Le Conseil d'Administration du Fonds de Crise et le Ministre de l'Industrie et du Travail, n'ont négligé d'ailleurs, aucun effort pour empêcher et réprimer les abus. Citons, notamment :

La suppression : des ouvriers à domicile ; des ouvriers saisonniers ; des chômeurs qui ne justifient pas de l'état de besoin ; l'inscription obligatoire des chômeurs complets dans les Bourses du Travail ; suspension pendant 1, 2 ou 5 mois, des chômeurs qui émargent respectivement, depuis 5, 6 ou 12 mois, au Fonds de Crise.

D'autre part, le Conseil d'Administration s'est toujours montré très prudent dans l'application de l'article 15 de l'A. R. organisant le F. N. C., visant le droit aux allocations des ouvriers grévistes ou lock-outer qui ont régulièrement demandé l'arbitrage ; deux circulaires ont défini : l'une la procédure à observer, l'autre les conflits visés par l'article 15 (Voir Annexe).

Il y a lieu de signaler qu'en 1921 il n'a été dépensé que 783,547.25 francs pour allocations à des ouvriers impliqués dans des grèves sur une dépense totale de 170 millions.

*
* *

Grâce à toutes les mesures prises, les dépenses du Fonds National de Crise ont sensiblement diminué, malgré la situation encore critique de l'industrie.

Le crédit sollicité est parfaitement justifié et l'on peut faire confiance à l'Administration du F. N. C. et au Département de l'Industrie et du Travail pour la judicieuse répartition des allocations.

BOURSES DU TRAVAIL.

Tout Fonds communal ou intercommunal de chômage doit se compléter par un service de placement, afin de pouvoir constater le caractère involontaire du chômage subi par les bénéficiaires des subsides des pouvoirs publics.

Dans les centres peu importants, il suffira d'un simple service accessoire du Fonds de chômage. De nombreuses petites Bourses officielles ont ainsi été supprimées en tant que Bourses et transformées en sections de placement. Il en est résulté une diminution sensible des frais d'administration et leur répartition pour moitié entre les communes et l'Etat, qui jusqu'ici en supportaient, exclusivement, la charge.

Là où l'utilité s'en fait sentir, les Bourses officielles sont maintenues.

Depuis quelque temps, les groupements patronaux s'intéressent à ces institutions et leur envoient leurs demandes de main-d'œuvre.

Toutes les sections de placement et les Bourses d'importance secondaire sont rattachées téléphoniquement aux grandes Bourses du pays et se communiquent entr'elles les demandes et offres d'emploi non solutionnées, de façon à assurer à leur clientèle le plus grand débouché.

L'Etat encourage également les Bourses Libres Paritaires dans la mesure où elle collabore à l'œuvre du placement gratuit.

M. le Ministre Moyersoen indiquait les conditions d'admission dans une circulaire dont voici le texte :

Circulaire aux présidents des Bourses libres du Travail.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous faire connaître ci-dessous les conditions que doivent remplir les Bourses libres du Travail pour obtenir les subventions de l'État.

1° Les dirigeants auront à présenter une requête au Département exposant l'organisation générale de l'institution et sa raison d'être.

2° La Bourse sera gérée par une Commission administrative composée :

a) d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers, désignés respectivement par les chefs d'entreprise qui patronnent l'institution et par les associations ouvrières affiliées à la Bourse ;

b) d'un président et d'un vice-président qui, de par leur situation sociale, ne peuvent être impliqués dans des conflits industriels.

3° Les listes des chefs d'entreprise patronnant l'institution, des associations affiliées et des membres de la Commission, doivent m'être communiquées.

On indiquera pour chaque patron le nombre d'ouvriers occupés, et pour chaque association affiliée le nombre de membres.

4° La statistique des opérations effectuées doit être envoyée mensuellement à mon Département avant le 10 du mois suivant celui auquel elle se rapporte.

Seuls les placements constatés par une attestation patronale pourront être indiqués dans les statistiques et donner lieu à une subvention.

5° La Bourse utilisera pour l'inscription de ses offres et demandes des fiches dont le modèle devra être agréé par mon Département.

6° S'il existe dans la localité une Bourse officielle du Travail, la Bourse libre sera tenue de s'entendre avec elle pour échanger hebdomadairement les offres et demandes d'emplois encore sans suite satisfaisante.

Au cas où l'une des deux Bourses aura réussi à solutionner une affaire qui lui avait été communiquée par l'autre, chacune des institutions pourra inscrire un demi-placement à son actif ; les contestations seront tranchées par moi.

7° La Bourse sera soumise au contrôle des inspecteurs du Gouvernement et devra répondre à toutes les demandes de renseignements qui lui seront adressées.

Agréez, etc.

Le Ministre,

(S.) MOYERSOEN.

Est-il raisonnable que l'État subventionne les bourses du travail libres? Cela est-il défendable tant au point de vue du placement qu'au point de vue budgétaire?

Et en subventionnant les bourses libres, quelles sont les conditions que le Gouvernement peut raisonnablement leur imposer?

Ce sont là des questions controversées que nous n'avons pas voulu laisser sans réponse.

En 1913, il existait 43 bourses du travail dont 34 Affiliées à la Fédération nationale des bourses libres. Un subside de 50,000 francs était porté au budget en leur faveur. Ce crédit n'était même pas dépensé intégralement. La dépense n'a atteint que 31,470 francs en 1913. Ces bourses ont fait ensemble 43,000 placements en 1912.

Le coût du placement venait donc à fr. 0.70.

Les bourses officielles, au nombre de 38 en 1921, ont procédé à 72,497 placements et ont coûté au Trésor 757,884 francs.

Le coût du placement ressort donc à 13 francs.

La dépense qu'elles imposent à l'État est dix-huit fois plus grande que celle faite en 1912 aux bourses libres.

Dans ces conditions, le crédit porté au budget pour subvention aux bourses du travail n'a pas l'efficacité qu'il devrait avoir.

Il faudrait lui réserver un rendement supérieur.

Pas de meilleure règle à ce point de vue que le subside au prorata des placements.

Fin d'exercice, bourses libres et bourses officielles transmettraient au Département le relevé de leurs opérations. En divisant le crédit porté au budget par le nombre des placements statistiqués au Ministère, on aurait la base de subvention.

Chaque bourse, libre ou officielle, recevrait autant de fois cette base qu'elle aurait effectué de placements.

Les bourses libres qui touchent actuellement fr. 2.50 par placement, recevraient un peu plus et les bourses officielles qui reçoivent 13 francs par placement toucheraient un peu moins.

L'égalité serait réalisée entre les deux types d'office de placement gratuit. Cette égalité va de soi et est de droit. Tout placement, en effet, supprime un chômeur et, de ce chef, rend un service à la collectivité. Que ce service soit rendu par une bourse libre ou par une bourse officielle, il reste ontologiquement le même et mérite les mêmes encouragements.

Si le Département du Travail juge excessive la thèse de l'égalité — qui selon nous reste l'expression exacte de la justice — nous lui signalons à titre subsidiaire la proposition faite à l'*Association pour la lutte contre le chômage* par M. Verwilghen, député permanent de la Flandre orientale : « Les bourses libres syndicales, intersyndicales ou paritaires sont subventionnées au prorata de leur activité. Elles reçoivent pour chaque placement effectué une subvention égale aux $\frac{3}{4}$ du coût de revient du placement dans les bourses officielles du ressort. »

Il va de soi que les bourses libres recevant sur la base de l'égalité ou de la quasi-égalité avec les bourses officielles des subventions de l'État doivent accepter et acceptent l'inspection des pouvoirs publics. Il ne serait pas

soutenable de demander à l'Etat une aide financière et de lui refuser le droit de vérifier l'emploi qui est fait de ses deniers ! L'inspection est au surplus un principe de bonne tenue et de loyauté. Elle tient en haleine les dirigeants de la Bourse, elle les oblige à accomplir minutieusement leur devoir, elle leur interdit de confondre pêle-mêle dans les opérations de placement l'affectation définitive d'un chômeur à un emploi stable avec le fait de lui procurer quelques heures de travail dans un hôtel ou un restaurant qui a momentanément besoin d'un personnel supplémentaire.

Il y a là des abus qui doivent être dépistés, il faut ventiler de la statistique les placements éphémères; une inspection sévère s'impose, et chacun l'appelle de tous ses vœux.

Il y a lieu aussi de veiller à la coordination pour la lutte contre le chômage, a pris une résolution à ce sujet, se basant, paraît-il, sur les décisions de la conférence du travail de Washington.

Cette Conférence a fait aux peuples représentés à ses assises la recommandation de créer des bourses du travail et d'établir entre elles : 1° une coordination locale; 2° une coordination nationale; 3° une coordination internationale.

Je ne sais quelle est exactement la part du pratique, du possible et de l'utopique dans ces vastes projets. Mais on en tire ici des conséquences inadmissibles. On voudrait faire de la Bourse officielle l'organe unique de coordination. Chaque bourse libre du ressort aurait à lui transmettre le reliquat d'emplois auxquels elle n'a pas pu donner suite et à lui adresser les chômeurs qu'elle n'a pas réussi à placer. La Bourse officielle chercherait à ajuster les demandes de travail restées sans réponse dans une bourse avec les offres de travail restées également sans réponse dans une autre bourse. La Bourse officielle ferait office de *dearing-house* ou de chambre de compensation entre toutes les bourses locales. Les bourses libres n'admettront pas cette manière de voir.

Elles souscrivent à la coordination, à condition que leur autonomie soit respectée.

Elles veulent bien faire connaître leur reliquat d'emplois vacants et de chômeurs non placés à toutes les autres bourses de la région et même du pays, y compris les bourses officielles, mais encore une fois sous la condition que ces autres bourses se comportent de façon analogue à leur égard.

La coordination n'est pas la subordination.

Il y aurait lieu encore de retirer les circulaires ministérielles et les instructions des Fonds de chômage communaux ou intercommunaux, qui rendent obligatoire l'inscription du chômeur à la bourse officielle. D'après les instructions de certains Fonds de chômage — entre autres de celui de Louvain — le chômeur qui a fait contrôler deux ou trois fois par jour son chômage à sa caisse syndicale d'assurance, doit en outre, s'il veut obtenir les suppléments d'indemnité alloués par le fonds communal ou intercommunal de chômage, se faire contrôler par la bourse officielle. Cette bourse l'inscrit d'office parmi les demandeurs d'ouvrage et quand l'ouvrier a réussi à se placer à nouveau, elle porte le placement au compte de son activité propre. De cette

manière elle gonfle artificiellement ses statistiques. De cette manière encore on fait connaître le chemin de la bourse officielle et on détourne la clientèle de la bourse libre. De cette manière, enfin, on inflige au chômeur des vexations inutiles. Car la caisse de chômage a tout intérêt à dépister les cas de faux chômage et à faire un contrôle soigneux. On peut se fier à elle sous ce rapport. Le contrôle de la bourse officielle n'apporte aucune garantie supplémentaire.

Il y a cependant utilité à exiger que le chômeur soit inscrit à une ou plusieurs bourses de travail. Il faut tamiser les chômeurs et quand il y a un emploi vacant l'imposer au chômeur qui fait la besogne et voudrait perpétuer son inactivité, s'il a les aptitudes voulues. Mais il est abusif d'exiger que le travailleur en quête d'ouvrage soit inscrit à la bourse officielle. Il faut laisser au travailleur le libre choix et même l'engager à utiliser toutes les institutions de placement. Il doit pouvoir multiplier ses inscriptions. En résumé, il y a lieu de subordonner l'octroi des indemnités de chômage à l'inscription à une bourse de travail. Mais aucune bourse déterminée ne doit avoir le monopole; il faut, à cet égard, respecter l'autonomie du chômeur. Le patron qui a besoin d'ouvriers adressera ses demandes à toutes les bourses qui sont susceptibles de le satisfaire; il ne s'inquiètera pas de savoir si elles sont libres ou officielles. Il recrute son personnel non où il *veut*, mais où il *peut* et où il a chance de réussir.

Enfin, il faut ramener les bourses officielles sur leur véritable terrain d'activité qui est le placement. Actuellement — moins cependant aujourd'hui qu'au lendemain immédiat de l'armistice — il y a tendance à en faire des organismes de conciliation et d'arbitrage. Or, pour l'aplanissement des conflits entre patrons et ouvriers, nous avons des juridictions établies par la loi : tribunaux de prud'hommes, conseils de l'industrie et du travail, commissions nationales et paritaires, etc. C'est nuire à ces institutions légales que de soumettre les litiges aux bourses officielles du travail. Celles-ci n'ont pas de vocation spéciale pour la liquidation des conflits. Au contraire. Leur comité paritaire, recruté au hasard dans toutes les professions, peut très bien ne comprendre aucun membre de la profession où il y a conflit. En donnant, sans motif, à la bourse officielle la mission d'évoquer les différends pour la solution desquels la loi a prévu d'autres organes, on agit contre l'esprit de la loi.

En résumé, il y a lieu :

1° d'établir l'égalité des subventions entre les deux types d'offices de placement ;

2° d'établir un régime strict et impartial d'inspection de toutes les bourses subventionnées ;

3° d'établir la coordination des bourses par un simple échange réciproque de renseignements ;

4° de retirer les circulaires et les instructions ministérielles ou communales qui rendent obligatoire l'inscription du chômeur à la bourse officielle ;

5° de supprimer aux bourses officielles les fonctions d'arbitrage qui leur ont été dévolues jusqu'à présent.

PROJET DE LOI SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE.

Le seul moyen pour faire disparaître en son temps le Fonds de Crise dans sa forme actuelle, serait le dépôt et le vote d'un projet de loi donnant un statut légal à toutes les œuvres d'assurance contre le chômage et aux institutions de placement.

Ce projet devrait prévoir l'intervention des patrons, des communes et des provinces, et la création d'un Fonds de réassurance.

De cette façon pourront se constituer, en période normale, des réserves suffisantes pour éviter à l'État en période de crise industrielle, les charges écrasantes dont la crise actuelle lui impose, exclusivement, le fardeau.

Nos renseignements nous permettent de dire que le Gouvernement étudie ce projet de loi, et que tout fait prévoir qu'il sera déposé incessamment sur le bureau de la Chambre.

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

Je considère qu'il serait superflu de démontrer une fois de plus la nécessité urgente du développement de notre enseignement professionnel et technique et de répéter que l'avenir même de notre industrie nationale est lié à cet enseignement.

Le Gouvernement l'a compris et le département de l'industrie et du travail se préoccupe donc activement de ce grave problème. Votre rapporteur désire à ce sujet émettre les considérations suivantes à titre personnel :

La question ne peut certes se trancher actuellement en son entier. On ne pourrait créer partout, du jour au lendemain, les écoles qu'une obligation éventuelle nécessiterait. Les professeurs, les locaux, l'outillage indispensables, la préparation font défaut. Toutefois, il importe de préparer le terrain, et en tous cas de favoriser la diffusion de l'enseignement par la création de nombreuses écoles; il faudra pour cela faire appel, non seulement aux pouvoirs publics, mais aussi à l'initiative privée. La question s'est posée, pour l'enseignement primaire et a été résolue dans un sens affirmatif de l'opportunité d'avoir des écoles conformes au désir des pères de famille sous le rapport de l'atmosphère philosophique et moral où se trouveraient placés les enfants qui les fréquenteraient; cette question se pose plus impérieusement encore quand il s'agit, comme ici, de former, en même temps que des ouvriers, des hommes, de bons citoyens.

Quiconque connaît la situation actuelle de l'enseignement industriel et professionnel ne peut se refuser d'admirer le nombre important d'excellentes écoles libres, dues à l'initiative privée. La création et l'entretien de ces institutions ont demandé et demandent un effort très considérable de la part de tous ceux qui les soutiennent; mais il est certain que cet effort ne saurait s'accroître dans de grandes proportions, comme il serait nécessaire en prévision de l'enseignement technique obligatoire.

Dans l'enseignement primaire, les traitements des professeurs, qu'ils soient d'écoles libres ou d'écoles officielles, sont payés entièrement par le Département des Sciences et des Arts. Il n'en va pas de même à l'Administration de l'Enseignement Industriel et Professionnel : l'État subsidie, il est vrai, ici aussi, de la même manière, toutes les écoles, qu'elles soient communales, professionnelles ou libres. Mais il n'intervient, en moyenne, qu'à concurrence de 48 p. c. du budget approuvé, laissant aux autres pouvoirs publics ou aux comités privés, le soin de boucler le budget. Lorsqu'il s'agit d'écoles officielles, ce budget se boucle naturellement à l'intervention des provinces ou des communes; mais lorsqu'il s'agit d'écoles libres, cela n'est plus le cas, celles-ci ne reçoivent généralement de subside officiel que dans certaines provinces et villes : les provinces de Brabant, de Hainaut, de Liège, par exemple, et certaines grandes villes n'accordent pas de subsides aux écoles professionnelles libres, surtout quand elles sont dûes à des initiatives catholiques. Il n'en est pas de même, d'ailleurs, lorsqu'il s'agit d'écoles libres non catholiques.

La situation d'infériorité dans laquelle se trouve placé l'enseignement libre est particulièrement tragique, lorsqu'on considère la situation qui est faite à ses professeurs. Il s'en suit que le recrutement du personnel enseignant y rencontre les plus grandes difficultés. Dans l'enseignement communal, en effet, les professeurs sont traités comme des fonctionnaires et la question de la pension de retraite et de la pension des veuves et orphelins est résolue par le fait même. Rien de cela n'existe dans l'enseignement libre. M. le Ministre a, d'ailleurs, paraît-il, l'intention de mettre cette question à l'étude : j'espère qu'il pourra la résoudre et que la législature s'empresserait de lui accorder, à cet effet, les crédits supplémentaires qu'il faudrait demander.

Tout en reconnaissant donc que le problème ne peut pas être résolu du jour au lendemain, il faut songer à jeter les bases d'une solution autant que faire se peut rapprochée. La commission permanente a placé à l'avant-plan de cette solution : 1° le statut des professeurs; 2° la création de cours normaux pour la formation de professeurs de l'enseignement technique.

Déjà l'année passée notre honorable collègue, M. Van Caeneghem, a déposé un projet de loi sur l'enseignement technique. Il serait hautement souhaitable que l'on puisse examiner quelles parties de ce projet seraient réalisables. Je ne doute pas, d'ailleurs, que le Gouvernement fera diligence pour nous dire, dans un délai prochain, son avis sur ce vaste et important problème.

L'INSPECTION DU TRAVAIL.

L'Inspection du travail est maintenant organisée comme il convient. Elle comprend, comme à l'Administration des Mines, un cadre d'ingénieurs-inspecteurs et un cadre de contrôleurs du travail qui seront recrutés désormais par voie de concours d'après les prescriptions de deux arrêtés royaux récents.

Ces concours sont ouverts, pour les inspecteurs du travail, aux porteurs d'un diplôme d'ingénieur délivré par une université belge et, pour les inspectrices, les contrôleurs et contrôleuses, aux Belges âgés de 23 à 40 ans.

Le règlement organique du Département du Travail prévoit la nomination de :

- 1 premier inspecteur général ;
- 8 inspecteurs généraux et inspecteurs en chef directeurs ;
- 7 inspecteurs principaux ;
- 1 inspectrice principale ;
- 16 inspecteurs ;
- 1 contrôleur principal ;
- 1 inspectrice ;
- 33 contrôleurs et contrôleuses ;

soit 70 unités techniques au total, sans compter le cadre administratif.

Ces deux cadres sont au complet.

Depuis l'armistice, la compétence des fonctionnaires de l'Inspection du travail a été considérablement étendue.

Alors que précédemment il leur était interdit d'intervenir dans les conflits du travail, ils sont maintenant sollicités souvent, tant par les patrons que par les syndicats, d'intervenir comme conciliateurs et même comme arbitres.

Un arrêté royal du 30 mars 1921 a modifié en conséquence le règlement du 22 octobre 1895 qui organisait l'Inspection du travail et des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Il dispose comme suit :

« Les fonctionnaires et délégués désignés aux articles 1^{er} et 2 ont pour devoir, indépendamment de leurs attributions telles qu'elles sont déterminées par les autres dispositions du présent arrêté, de donner les avis et renseignements statistiques ou autres qui leur sont demandés par le Ministre pour constater les effets de la législation du travail et étudier les réformes à y introduire.

» Le Ministre peut, en outre, les charger de toute mission destinée à prévenir et apaiser les conflits du travail ; il peut aussi leur confier le soin de procéder à toutes enquêtes et recherches concernant le travail et qui relèvent de la compétence du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. »

On peut en conclure qu'il n'y a pas de fonctions qui exigent plus de connaissances techniques et administratives, plus de tact, de prudence et de discrétion que celles d'inspecteur du travail.

Ces fonctionnaires sont, non seulement les délégués du Gouvernement pour l'exécution des lois de police du travail, mais ils exercent une véritable

magistrature sociale quand ils interviennent dans les conflits, soit à titre de conciliateurs, soit comme arbitres.

Leur principal souci doit être de se montrer d'une impartialité à toute épreuve et de ne prêter le flanc à aucune critique en ce qui concerne leurs rapports avec les chefs d'entreprise dont ils ont à surveiller les usines ou les chantiers.

Il ne se concevrait pas, par exemple, qu'un inspecteur du travail se fasse rémunérer par un chef d'entreprise pour l'application dans un atelier d'un système de récupération de matières premières ayant pour conséquence de rendre moins dangereuses ou moins insalubres les occupations du personnel ouvrier de cet atelier.

Il ne se concevrait pas davantage qu'un inspecteur du travail s'occupât de l'administration d'une affaire dont il a la surveillance dans ses attributions ou s'associât avec un chef d'entreprise pour l'exploitation d'un brevet.

Ces fonctionnaires sont donc obligés de renoncer à tirer profit d'une grande partie des connaissances qu'ils ont acquises soit à l'Université, soit par l'expérience de leur carrière.

Les traitements qui leur sont alloués devraient être calculés en proportion de leur savoir et de l'intégrité professionnelle qu'on exige d'eux. Nous estimons que les traitements actuels ne sont pas en rapport avec ces conditions. Aussi le recrutement de ces fonctionnaires devient-il très difficile.

Nous ne formulons pas de propositions à ce sujet cette année à cause de la situation du Trésor, mais nous exprimons le vœu que les inspecteurs du travail soient au moins aussi bien payés que les greffiers des tribunaux de première instance. La loi du 31 juillet 1920 fixe le traitement de ces derniers : celui-ci varie de 13,000 francs à 16,000 francs.

Les inspecteurs du travail débutent à 8,000 francs et le maximum de leur traitement est fixé à 13,000 francs.

Année 1921.

Parmi les nombreux conflits du travail qui ont été signalés à la première Section de l'Inspection du Travail au cours de cette année, nonante-huit ont donné lieu à une intervention directe des agents de l'Inspection.

Ces conflits se classent en vingt-sept conflits latents et septante-et-une grèves.

Dans vingt-neuf cas, il n'y a pas eu de solution ou bien celle-ci n'a modifié en rien les dispositions prises ou proposées par les patrons ou encore ne nous est pas connue.

Quarante-sept conflits furent résolus par la conciliation des parties. Vingt-deux autres furent arbitrés. Quatre de ces arbitrages furent favorables aux ouvriers, cinq consacrèrent la thèse patronale, douze d'entre eux rendirent une sentence mitigée et un reste en instance.

Quatre arbitrages en degré d'appel eurent lieu dont les résultats furent favorables aux ouvriers dans un cas, aux patrons dans deux cas et mitigés dans le dernier cas.

Classe.	Industries.	Conflits latents.	Grèves.	Lockout.	Intervention de l'Inspection du Travail.									
					Résultats.			Arbitrages.						
					Nuls ou inconnus.	Concil.	Arbitr.	Favorables aux		Mitigés.	En degré d'appel.	Favorables aux		Mitigés.
								ouvriers.	patrons.			ouvriers.	patrons.	
III	Des métaux	3	9	—	3	7	2	—	—	2	—	—	—	—
IV	Céramiques	3	8	—	3	3	5	—	—	3	2	—	—	—
V	Verrières	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
VI	Chimiques	5	4	—	1	4	4	—	—	2	—	—	—	—
VII	Alimentaires	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
VIII	Textiles	2	9	—	2	5	4	1	—	3	1	—	—	1
IX	Du vêtement	—	4	—	1	2	1	—	—	1	—	—	—	—
X	De la construction	4	9	—	4	8	2	1	—	1	—	—	—	—
XI	Du bois	4	8	—	4	6	2	1 inst. 1	—	—	—	—	—	—
XII	Du cuir	2	8	—	4	5	—	—	—	—	—	—	—	—
XIII	Du tabac	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
XIV	Du papier	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
XV	Du livre	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
XVII	Des transports	—	2	—	2	—	—	—	—	—	1	1	—	—
XVIII	Spéciales et diverses	1	5	—	—	5	1	1	—	—	—	—	—	—
		27	71	—	29	47	22	1 + 4	5	12	4	1	2	1

Le 27 décembre 1921.

LES COMMISSIONS PARITAIRES.

Depuis la fin de la guerre, l'Inspection du Travail a été chargée d'intervenir dans les conflits collectifs entre le capital et le travail.

En vue de délibérer sur les bases du salaire et sur les conditions du travail dans certains groupes d'industries, divers comités nationaux ou régionaux ont été constitués. Ces comités sont composés par parties égales, de membres patrons et de membres ouvriers et placés sous la présidence du chef de service de l'Inspection du Travail, exception faite pour les comités régionaux : textile des Deux Flandres, de la broserie, pour l'industrie du rouissage et du teillage du lin dans le Courtrais, de la saboterie pour le pays de Waes, dont les débats sont présidés par l'inspecteur du travail du ressort.

Le compte rendu des séances ainsi que le texte des conventions, toujours arrêtées à l'unanimité des membres, sont publiés par la *Revue du Travail*.

Les comités fonctionnant actuellement sont les suivants :

Comité National de la construction mécanique ;

— pour le travail au port d'Anvers ;

— de l'industrie des transports : (1 section pour les tramways, 1 section pour les vicinaux, 1 section pour les automobiles) ;

Comité National du bâtiment (grosse construction) ;

— du bois et de l'aménagement ;

— pour les services publics : (1 section pour l'industrie gazière, 1 section pour l'électricité) ;

Comité National de la glacerie ;

Comité Régional de la broserie ;

— textile des Deux Flandres (5 sections) ;

— de la gobeleterie ;

— pour l'industrie du teillage et du rouissage du lin dans le Courtrais ;

Comité Régional de la saboterie pour le pays de Waes ;

Comité National de l'industrie du pain (2 sections) ;

— de l'industrie des hôtels, restaurants et débits de boissons (2 sections).

L'activité de ces comités est indiquée par le nombre des séances renseignées au tableau ci-annexé.

D'autres organismes semblables sont en préparation.

Depuis quelque temps, l'activité des commissions paritaires est requise pour la solution du problème de la baisse des salaires.

L'application de la loi du 14 juin 1921 nécessite la réunion de ces commissions qui sont appelées à formuler des avis sur les points qui leur sont soumis par M. le Ministre.

Nous pensons qu'il serait hautement désirable, au point de vue de l'accord entre les deux facteurs de la production, le capital et le travail, de voir voter une loi instituant légalement les commissions paritaires et fixant leurs attributions.

Déjà l'année passée, votre rapporteur avait eu l'honneur de déposer une proposition de loi sur la matière, devenue caduque par la dissolution. Elle est, complétée et modifiée, redéposée sur le bureau de la Chambre. Nous prions nos

honorables collègues de nous faire l'honneur d'examiner cette proposition dans l'espoir de recueillir leur approbation.

**Liste des Commissions paritaires officiellement instituées
par Arrêtés ministériels.**

Désignation.	Date de l'arrêté.	Nombre de délégués patrons.	Nombre de délégués ouvriers.	Nombre de séances.
Comité National de la construc- tion mécanique	25 juin 1919.	9	9	43
Comité Régional de la Gobe- lerie	1 ^{er} septembre 1919.	3	3	11
Comité Régional textile des deux Flandres (5 sections)	15 octobre 1919.	37	37	103
Comité National pour le travail au port d'Anvers	12 novembre 1919.	8	8	61
Comité National pour les services du Gaz et d'Electricité.	29 novembre 1919.			
a) Gaz.		7	7	9
b) Electricité		7	7	14
Comité National de la glacerie . .	30 janvier 1920.	3	3	19
Comité National du bois et de l'ameublement	7 février 1920.	8	8	19
Comité National du bâtiment (grosse construction)	7 février 1920.	6	6	25
Comité National de l'industrie des transports :	10 mars 1920.			
a) Vicinaux		5	5	15
b) Tramways		5	5	14
c) Automobiles	13 décembre 1921.			
Services publics		5	5	3
Services privés		4	4	
Comité Régional de la broserie (Flandre occidentale)	3 décembre 1920.	4	4	»
Comité Régional de la saboterie pour le pays de Waes	27 septembre 1921.	5	5	15
Comité National de l'industrie du pain :	8 février 1922.			
Première section.		3	3	9
Deuxième section.		3	3	
Comité National de l'industrie des hôtels, restaurants et débits de boissons :	9 février 1922.			
Première section.		4	4	6
Deuxième section.		4	4	

LE PROBLÈME DES LOGEMENTS.

Le problème du logement continue à être des plus angoissants.

La cherté des matériaux et de la main-d'œuvre arrête l'action de l'initiative privée, autant que la crainte d'une diminution probable de la valeur des immeubles et du prix des loyers : les particuliers peuvent, du reste, aisément espérer une rémunération plus élevée de leurs ressources disponibles en les plaçant en Fonds d'État.

Abstraction faite de la reconstruction des habitations détruites par suite d'événements de guerre, seuls les organismes agréés par la Société Nationale des Habitations à bon marché font preuve d'une louable activité.

Cinq à six mille logements ont été construits par eux l'année dernière. Le nombre en sera vraisemblablement plus que doublé cette année et, vu le chiffre croissant des sociétés qui se fondent ou sont en voie de formation, l'on peut être certain que le nombre des nouvelles habitations ira en progressant rapidement chaque année, à la condition que le Gouvernement fournisse à la Société Nationale tous les capitaux qui lui seront indispensables.

En égard à la situation financière de l'État, ce sera pour celui-ci une difficulté et un sacrifice considérables, mais ce sacrifice nous paraît s'imposer si l'on veut éviter que la crise des logements n'entraîne les plus graves conséquences.

Toutefois, faut-il que l'État et les autres pouvoirs publics soient seuls à procurer les ressources nécessaires à la construction des cent mille logements qui font défaut ? N'est-il pas possible de solliciter l'apport des capitaux privés et d'utiliser le produit de l'épargne populaire ?

M. le Ministre de l'Industrie et du Travail a été heureusement inspiré en envisageant le problème à ce point de vue. La solution qu'il a esquissée, dans son discours du mois de mars 1922 au cours d'une interpellation, est séduisante et pleine de promesses, car elle est conforme aux tendances de nos populations. Il y a beau temps déjà qu'est né ce dicton : « Pauvre homme en sa maison est roi » et les résultats obtenus par la loi du 9 août 1889 ont fait ressortir une fois de plus le vif désir qu'a le Belge d'être propriétaire de son foyer.

M. le Ministre de l'Industrie et du Travail a proposé d'accorder à toute personne peu aisée, qui veut construire une habitation nouvelle à son usage personnel, une prime d'un cinquième du coût de la construction, à la condition que cette personne possède ou se procure ailleurs les quatre cinquièmes restants.

Les Société d'Habitations ouvrières pourront utilement intervenir pour faire l'avance de tout ou partie de ces quatre cinquièmes à la condition que les limites d'intervention, qui leur sont actuellement fixées par les règlements de la Caisse Générale, soient relevées en proportion du coût des constructions.

Une intervention de l'État, légèrement supérieure au cinquième devrait être prévue en faveur des familles nombreuses, qui, pour se loger convena-

blement, c'est-à-dire en respectant les lois de l'hygiène et de la morale, doivent pouvoir disposer de plus de trois chambres à coucher.

Ce mode d'intervention de l'État, préconisé par l'honorable M. le Ministre Moyersoen n'est pas de nature à nous effrayer ou à nous faire hésiter : il a été mis en pratique à l'étranger et — ceci mérite de retenir l'attention — il est moins onéreux pour le Trésor que le système actuel d'avances de l'État à la Société Nationale des Habitations à bon marché.

Les modes d'intervention, celui actuellement usité et celui préconisé par le Gouvernement, bien loin de s'exclure ou de se nuire, viennent au contraire heureusement se compléter, se superposer, se combiner.

Rien n'empêcherait plus désormais la Société Nationale d'autoriser les Sociétés agréées à vendre les maisons qu'elles ont édifiées, à la condition que l'acquéreur dispose des fonds nécessaires ou les obtienne d'une Société affiliée à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. Ainsi la Société venderesse pourrait immédiatement réemployer le prix de l'immeuble vendu à la construction d'une habitation nouvelle.

Nous nous empressons donc de donner notre adhésion aux vues exprimées par M. le Ministre de l'Industrie et du Travail. Nous attendons les plus heureuses conséquences de son initiative et nous exprimons l'espoir que les règles et conditions auxquelles sera subordonné l'octroi des primes de l'État, seront prochainement arrêtées.

Est-ce à dire que nous pourrions ainsi obtenir bientôt la solution complète du problème du logement ?

Hélas ! Deux obstacles subsistent encore : la cherté des matériaux et la rareté de la main-d'œuvre.

Nous croyons de notre devoir d'y appeler toute l'attention du Gouvernement.

LÉGISLATION INTERNATIONALE.

Dans la séance du 16 mars 1921, le Gouvernement déposa un « Projet de loi portant approbation des projets de convention adoptés par la conférence internationale du Travail tenue à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919 » (document n° 171).

Dans la séance du 26 juillet 1921, j'eus l'honneur de déposer, au nom de la section centrale, le rapport relatif à ce projet de loi (document n° 508).

Il me paraît indispensable de rappeler : 1° les conventions votées à Washington ; 2° les conclusions de notre rapport ; 3° l'état actuel de la question.

Les conventions votées à Washington sont au nombre de six :

1° Convention tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels ;

2° Convention concernant le chômage ;

3° Convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement ;

4° Convention concernant le travail de nuit des femmes ;

5° Convention fixant l'âge minimum pour l'admission des enfants aux travaux industriels ;

6° Convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie.

La seconde convention est celle relative au chômage. Elle oblige les membres de l'organisation à communiquer au Bureau International du Travail, tous les trois mois au plus tard, toutes les informations de nature statistique ou autre, concernant le chômage. Elle prévoit la création de bureaux de placement gratuits, sous le contrôle du pouvoir central, administrés par une Commission paritaire. Dans les pays où l'assurance-chômage est organisée, les ouvriers de la nation de chacun des membres recevront, à titre de réciprocité, des indemnités égales à celles touchées par les ouvriers nationaux. (Voir annexe III.)

Pour entrer en vigueur, cette convention doit, au préalable être ratifiée par trois membres de l'organisation, enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations et notifiées par lui aux membres de l'organisation. Cette notification n'a pas été faite jusqu'à présent.

On sait que, depuis peu de temps, le Gouvernement belge a institué des bourses officielles du travail soumises à l'inspection officielle de l'Administration centrale et administrées par des commissions composées, par parts égales, de patrons et d'ouvriers. Les résultats statistiques enregistrés par ces bourses de travail sont publiés chaque mois par les soins du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. L'assurance-chômage est organisée et les ouvriers étrangers travaillant en Belgique reçoivent les mêmes indemnités que nos nationaux.

Les principales stipulations de la convention relative au chômage sont donc, en fait, entrées en vigueur dans notre pays.

* * *

Les conventions 3 et 4 se rapportent au travail des femmes. La première concerne l'emploi des femmes avant et après l'accouchement ; elle s'applique au personnel occupé dans les établissements industriels et commerciaux. Les mesures de protection prévues sont au nombre de quatre : 1° interdiction du travail pendant six semaines à partir des couches ; 2° faculté de quitter son travail six semaines avant les couches, sur production d'un certificat médical constatant cette éventualité ; 3° indemnisation du temps de chômage par un système d'assurance ou de subsides publics ; allocations des frais médicaux et pharmaceutiques ; 4° la mère-nourrice a droit à deux repos d'une demi-heure pour pouvoir, au cours du travail, allaiter son enfant.

Le contrat de travail ne peut être dénoncé par le patron au cours des périodes indiquées à 1° et 2°.

La loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels, modifiée par la loi du 26 mai 1914, porte à son article 5, que les femmes ne peuvent être employées au travail pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement.

La seconde convention relative à l'emploi des femmes avait pour but initial

d'étendre la convention conclue à Berne le 26 septembre 1896 à tous les États qui n'y avaient pas encore adhéré. La Belgique a ratifié cette convention par la loi du 20 mai 1908 et les ratifications officielles ont été déposées à Berne le 20 juin 1908. La loi du 10 août 1911 a traduit en dispositions législatives les stipulations de la convention. La loi de 1911 est incorporée dans le texte coordonné de la loi sur le travail des femmes et des enfants, publié en exécution de la loi du 26 mai 1914.

Mais au cours de la discussion, la revision de la Convention de Berne fut examinée et admise. C'est ainsi que la Convention de Berne ne s'appliquait qu'aux établissements industriels comptant 10 ouvriers aux moins ; cette limitation est supprimée dans la Convention de Washington. La législation belge ne fait pas de distinction entre les établissements, basés sur le chiffre de leur population ouvrière. L'article 51 de la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de 8 heures ou la semaine de 48 heures, à ses articles 7 à 21bis, est conforme à la Convention de Washington.

Cette dernière stipule une série d'adoucissements au régime légal pour l'Inde et le Siam, ainsi que pour les pays où le climat rend le travail de jour particulièrement pénible (voir annexes IV et V).

* * *

Les conventions 5 et 6 sont relatives au travail des enfants. Elles furent adoptées à l'unanimité par la Conférence Internationale du Travail (voir annexes VI et VII).

L'une a trait à l'admission des enfants dans les établissements industriels ; elle fixe cet âge à 14 ans, sauf en ce qui concerne l'Inde, mais dans ce pays les enfants de moins de 12 ans ne peuvent être occupés dans une série d'établissements énumérés. Au Japon, les enfants de plus de 12 ans pourront être admis au travail s'ils ont achevé leur instruction primaire ; pour les enfants de 12 à 14 ans, des dispositions transitoires pourront être adoptées.

Depuis la loi du 26 mai 1914, les enfants ne peuvent être admis au travail dans les établissements soumis à la loi qu'à partir de l'âge de 14 ans ; cette limite est abaissée à 13 ans pour les enfants porteurs d'un certificat d'études délivré conformément à la loi décrétant l'instruction obligatoire. Cette faculté sera supprimée à dater de l'entrée en vigueur de la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de 8 heures ou la semaine de 48 heures. (Art. 31, art. 5.)

L'autre convention concerne le travail de nuit des enfants dans l'industrie. Les bases d'une convention internationale avaient été jetées à Berne en 1913 ; la guerre n'avait pas permis de les adapter d'une façon définitive. La Convention de Washington relative à cet objet peut être résumée de la sorte : elle s'applique aux établissements industriels ; elle interdit l'emploi, la nuit, des enfants de moins de 18 ans ; toutefois la limite d'âge est reculée à 16 ans pour les travaux qui, dans cinq industries énumérées à l'article 2, doivent, à raison de leur nature, être nécessairement continués jour et nuit.

La nuit est le temps compris entre 10 heures du soir et 5 heures du matin.

Des dispositions spéciales visent le travail dans les mines de charbon et de

lignite et l'industrie de la boulangerie. Un régime spécial, avec repos compensatoire, peut être admis dans les pays chauds. Les interdictions précédentes sont levées en cas de force majeure ou lorsque l'intérêt public l'exige, pour les enfants de 16 à 18 ans. Des délais sont accordés au Japon.

Un régime spécial avait été prévu au cours des discussions en faveur des régions dévastées par la guerre et de celles où le travail avait été suspendu pendant longtemps à cause de l'occupation des armées ennemies. Le texte de la convention n'en fait pas mention, mais il a été reconnu que ce fait est dû à des considérations purement juridiques, la question devant se représenter à la Conférence de 1921. C'est la raison pour laquelle l'article 31 de la loi instituant la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures porte à son article 7, après le principe de l'interdiction du travail de nuit aux garçons de moins de 18 ans, les mots : « sous réserve des résolutions à prendre éventuellement par la Conférence internationale du Travail de 1921, en exécution des propositions dont avait été saisie celle de Washington.

*
* * *

Les conventions de Washington ne sont pas l'œuvre ni d'un parti, ni d'une école, ni d'une classe. Les délégués des Gouvernements, les représentants des patrons et les représentants des ouvriers se sont unis pour les voter. Le projet de convention tendant à limiter à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels fut voté par 83 voix contre 2 (délégués des patrons du Canada et de la Norvège) et une abstention. La convention relative au travail des femmes avant et après l'accouchement fut admise par 67 voix contre 10 et 11 abstentions. Les dispositions relatives au travail de nuit des femmes et des enfants furent adoptées la première par 94 voix contre une, la seconde par 95 voix sans opposition.

Conclusions de notre rapport du 26 juillet 1921.

Après avoir passé en revue les conventions de Washington, la conclusion qui s'impose est, semble-t-il, que la Belgique a fait un effort sincère pour introduire dans sa législation ou pour consacrer par des mesures administratives les stipulations de ces conventions. Les dispositions relatives à l'âge d'admission des enfants aux travaux industriels, celles concernant le travail de nuit des femmes et des enfants, celles relatives au travail de 8 heures se trouvent incorporées dans la loi instituant la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures. Les mesures prévues par la Convention concernant le chômage sont mises en vigueur par des dispositions administratives. Il n'y a que la protection de la femme ouvrière, avant et après les couches, qui nécessite encore de notre part un sérieux effort ; il est permis d'espérer que nous trouverons dans cette voie un appui efficace auprès des institutions mutualistes si florissantes et si répandues dans notre pays.

Mais, à notre sens, — disions-nous plus loin — des réserves s'imposent

à l'égard de la Convention concernant la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures.

La raison de notre attitude expectante réside dans le fait qu'après avoir ratifié la Convention, nous nous trouverons liés par elle pendant onze ans ; que pendant ce temps, nous n'aurons plus la liberté de modifier quoique ce soit des dispositions légales, même si nos concurrents s'abstiennent de voter une loi conforme à la Convention, ou si cette loi ne s'applique qu'à un nombre restreint d'établissements ou encore si son application laisse à désirer.

Avant de prendre l'engagement qu'on lui demande, la Belgique a le droit de s'enquérir des dispositions des pays étrangers.

Ces dispositions sont tout au moins douteuses. Une voix autorisée l'a reconnu avant nous et les faits apportent une éclatante confirmation à cette opinion.

*
* *

Nous ne proposons pas à la Chambre d'émettre un vote hostile à la Convention des 8 heures.

Nous lui demandons, au contraire, de marquer nettement son désir de pouvoir signer au plutôt cette Convention.

Mais nous demandons à la Chambre de suspendre sa propre décision jusqu'au moment où nous connaissons les décisions prises par les grandes nations productrices et concurrentes qui nous entourent et notamment la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie.

A l'égard de sa population ouvrière, si laborieuse, si disciplinée, si courageuse, la Belgique a rempli son devoir par le vote de la loi nationale des 8 heures. La loi des 8 heures existe, elle sera appliquée.

Faut-il aller plus loin et nous engager à ne pas toucher à la loi, pendant 11 ans, même si les autres pays rejettent la loi des 8 heures ou n'appliquent les principes votés à Washington qu'avec des réticences des tempéraments, des restrictions qui nous placeront en flagrant état d'infériorité ?

Le bon sens suffit à donner la réponse à cette question. Nous ne demandons pas mieux que de prendre cet engagement, mais à la condition que nous ne soyons pas le seul à le souscrire et à le garder.

Nous souhaitons que l'heure ne tarde pas à sonner où nous pourrons, sans arrière pensée, ratifier la Convention des 8 heures.

ÉTAT DE LA QUESTION.

Depuis la dissolution le projet de loi du Gouvernement relatif à la Convention de Washington, est devenu caduc. D'un autre côté, il y a un fait nouveau que je désire signaler à la Chambre.

A la Troisième Conférence Internationale du Travail, qui vient d'avoir lieu à Genève en 1921, il a été constaté que plus d'un pays était dans la même situation que la Belgique. Mgr Nolens, délégué gouvernemental des

Pays-Bas, a alors posé la question suivante à l'occasion de la discussion du rapport du directeur du Bureau International du Travail :

« Ne serait-il pas désirable, que les Membres qui se sont décidés à ratifier une convention sachent à ce moment quels sont les autres Membres qui sont également décidés à ratifier cette même convention ? Quelles mesures pourraient être prises pour en obtenir la certitude ? »

» Je prendrai un exemple tout récent ; celui de la Belgique, qui a distingué exactement entre les deux actes ; en effet, d'une part, elle a eu le souci, dans sa loi sur les heures du travail, de se conformer aux dispositions de la Convention de Washington, et, d'autre part, elle a réservé jusqu'à présent, en raison de la situation internationale générale, l'acte de ratification.

» Il y a donc là deux actes qui, à mon sens, doivent être accomplis avec toute la souplesse que comportent les différentes constitutions nationales ».

A quoi M. Albert Thomas, Directeur du Bureau International du Travail, a répondu :

« Est-il possible de remédier à cette situation ? Mgr Nolens a fait appel à toute l'intelligence de l'élite internationale. A défaut d'intelligence, nous avons au moins des traditions. Je me permettrai de reprendre les paroles de M. Hudson, conseiller juridique, qui se trouvent consignées à la page 176 du compte rendu de la Conférence internationale de Washington. Je crois que ce rapport, un peu oublié, nous fournit une procédure pratique, qui nous permettrait de sortir de la difficulté. Je lis, en effet :

« Dans quelques cas, les membres de l'Organisation du Travail peuvent » ne pas désirer ratifier le projet de convention sans les autres membres de » l'Organisation. Naturellement, tout membre de l'Organisation du Travail » peut attendre, pour communiquer sa ratification au Secrétaire général de » la Société des Nations, d'être certain que quelques autres membres désirent » ratifier ; ou bien, il est possible qu'un membre fasse dépendre sa ratifi- » cation des autres membres de l'Organisation du Travail ; et, dans ce cas, » on comprend très bien que cette ratification conditionnelle ne deviendra » définitive et ne sera enregistrée par le Secrétaire général, que lorsque les » conditions en auront été remplies. »

Il résulte donc de la déclaration de M. Thomas, que les pays qui sont dans la situation de la Belgique, ont la faculté de ratifier *conditionnellement* les conventions en ce sens que la ratification ne deviendrait effective qu'au moment où les grands pays industriels voisins auraient donné leur adhésion à la convention.

Ceci constitue, comme je le disais plus haut, un fait nouveau, dont l'importance n'échappera pas certes à notre Gouvernement. Dès que l'Europe sera sortie de la période trouble dans laquelle elle se débat en ce moment, il y aura lieu d'appeler l'attention du Parlement sur cette convention conditionnelle avec l'espoir d'aboutir.

DEUXIÈME PARTIE.

Observations d'ordre général.

Un membre a demandé que le rapporteur signale au Gouvernement la nécessité d'un examen minutieux au sujet de la réduction possible du personnel, surtout dans les services centraux. Les économies ne peuvent pas être faites sur les traitements des fonctionnaires. Ces traitements ne sont, certes, pas trop élevés. Mais les économies doivent porter sur deux choses : 1° supprimer le travail et les services inutiles; 2° exiger un rendement maximum.

Toutefois, cette observation n'a nullement la portée d'une critique aisée de notre corps de fonctionnaires. Il faut être juste et il ne faut pas trop se laisser impressionner par des accusations vagues, mal fondées, très peu précises et qui laisseraient à sous-entendre que nos départements seraient remplis de fonctionnaires « rond de cuir » ne travaillant pas ou peu, moyennant de gros traitements.

Ce serait une injustice que de porter de telles accusations toutes gratuites. En l'occurrence, nous pouvons dire que le Ministère de l'Industrie et du Travail possède en général un personnel consciencieux, actif, capable. Un grand nombre de ces fonctionnaires y ont passé une grande partie de leur vie et n'ont jamais marchandé ni leurs aptitudes ni leur temps. Ainsi, à la 3^e section du département, spécialement chargé « des assurances sociales, fonds de chômage, bourses du travail, etc.), ainsi qu'à la section de l'inspection du travail, le personnel est resté à peu près le même qu'avant la guerre. La distribution des fonds a cependant augmenté dans la proportion que voici : en 1913, on distribuait 80,000 francs; en 1921, 10,335,000 francs.

L'observation présentée à la commission permanente a donc une portée générale. Elle n'exclue nullement le fait que tous les membres sont unanimes à rendre hommage au dévouement, à l'activité de la majeure partie de nos fonctionnaires.

Cela n'empêche que des améliorations peuvent incontestablement être apportées dans certains services. A cette fin, M. le Premier Ministre a constitué une « Commission administrative » chargée de chercher dans tous les départements les moyens d'économiser au point de vue des dépenses administratives. Nous souhaitons à cette commission plein succès.

*
* *

Un membre a fait observer que les visites dans les ministères imposent une grande perte de temps aux fonctionnaires, en d'interminables parlotes avec collègues et public.

Sauf pour des cas « personnels », le service de renseignements devrait être centralisé et pourrait s'appeler « Office central de renseignements ».

Il est, en effet, inutile de forcer les fonctionnaires à recevoir toutes les confidences, et parfois des sollicitations.

On devrait aussi fixer des heures pour les visites dans les bureaux des fonctionnaires.

Il faudrait créer un service central d'expédition avec un chef de bureau qui recevrait toute la correspondance et la distribuerait entre les dactylographes.

Quant aux travaux confidentiels, on pourrait toujours les faire faire à la main ou par un employé spécialement affecté à cette fin.

* * *

Un autre membre a émis l'avis que certains fonctionnaires font partie de trop de commissions, n'ayant ainsi plus le temps d'étudier, ou de s'occuper convenablement de leur mission principale souvent très importante.

* * *

Un membre estime qu'il faudrait absolument créer pour l'ensemble des départements un bureau central d'achat et d'impression pour les imprimés. Il est d'avis qu'une économie de 50 p. c. serait réalisable sans trop de peine.

Il y a abus, quant à la distribution des règlements (R. A. S.); il y a gaspillage de papier; le contrôle sur l'utilisation des imprimés manque totalement. Des quantités formidables d'imprimés ne sortent plus jamais des bureaux. On devrait exiger que tous les imprimés non utilisés soient renvoyés à un dépôt central d'imprimés.

En ce qui concerne les communications, informations, accusés de réception envoyés par les départements à ses correspondants, on pourrait très bien en diminuer le format, et employer une seule feuille au lieu de deux.

On n'ignore pas dans les ministères qu'il y a trop de paparasserie et de « papier »? On n'ose cependant pas proposer une diminution de crédit, parce qu'il serait très difficile de demander une augmentation l'année suivante en cas de déficit. Dans cette matière, il faut cependant marcher carrément dans la voie des « économies ». Sérieusement entrepris, les résultats seraient aussi encourageants qu'inattendus.

* * *

Un membre a signalé un autre abus : c'est le fait de procéder à des nominations de fonctionnaires ou employés, avant d'avoir demandé et obtenu du Parlement les crédits nécessaires. Il faudrait que cet abus cesse.

* * *

Plusieurs membres ont vivement insisté pour que l'on augmente le nombre d'ingénieurs au corps des mines. Ils sont d'ailleurs insuffisamment payés et partant le recrutement se fait très difficilement.

* * *

Un membre a exprimé le désir que les articles du budget extraordinaire se rapportant à un département déterminé soient discutés simultanément avec le budget ordinaire. Ces dépenses extraordinaires influent souvent considérablement sur la bonne marche d'un ministère et des finances de l'État en général. Pour la cohésion et pour le travail d'ensemble, il faudrait que ces discussions soient liées.

Observations se rapportant aux articles du budget.

Questions posées par la Commission.

CHAPITRE I.

ADMINISTRATION CENTRALE.

Personnel.

Question d'ordre général et applicable à tous les chapitres.

On signale comme traitement des Directeurs généraux 19,000 francs et 21,000 francs et ainsi pour tous les fonctionnaires du Département. Pourquoi ne stipule-t-on pas *le chiffre exact* de ces traitements? Par exemple : 20,000 francs pour permettre à la Chambre la charge exacte à 1 franc près des traitements?

RÉPONSE.

Les tableaux du personnel figurant au budget sont dressés d'une façon quasi uniforme pour tous les Départements ministériels. La suggestion de M. le Rapporteur aurait pour conséquence d'allonger démesurément les développements de chacun des articles relatifs à la rémunération du personnel et d'introduire dans le Budget des renseignements nécessairement incomplets:

En effet, l'Arrêté royal du 23 mars 1921 concernant l'unification des grades et des traitements des fonctionnaires et employés des administrations centrales des Départements ministériels et l'arrêté organique type des huissiers et gens de service du 14 février 1921 établissent pour chaque grade des échelons différents de traitement qui se chiffrent — en y comprenant les chevrons d'ancienneté — à :

- 5 pour le secrétaire général.
- 7 — le directeur général.
- 8 — le directeur.
- 8 — le sous-directeur.
- 8 — le chef de bureau.
- 7 — le sous-chef de bureau.
- 14 — le commis rédacteur.
- 14 — la dame sténo-dactylographe.
- 17 — le commis d'ordre.
- 17 — le dactylographe.

- 18 — l'huissier.
- 13 — le messenger.
- 13 — le garçon de bureau.
- 10 — la nettoyeuse.

soit 159 taux différents, auxquels viennent s'ajouter, rien que pour l'Administration centrale, ceux qui sont prévus dans le Règlement organique du Département, pour les directeurs généraux à titre personnel, les inspecteurs, les traducteurs, les rédacteurs, les contrôleurs, etc.

D'autre part, il n'est pas possible de fixer, plusieurs mois avant le commencement d'un exercice, la charge exacte à un franc près qui résultera de la rémunération du personnel au cours du dit exercice, attendu que, indépendamment des augmentations strictement réglementaires qui sortent leurs effets à partir du 31 décembre ou du 30 juin de chaque année, il y a à tenir compte, dans une certaine mesure :

a) Des effets résultant de la réorganisation d'un service, des décès, des mises en disponibilité ou des démissions de fonctionnaires ;

b) Des augmentations exceptionnelles qu'il convient parfois d'octroyer pour des raisons spéciales à l'un ou l'autre agent particulièrement méritant.

Quoiqu'il en soit, les nominations et promotions ne peuvent avoir lieu que dans les limites du cadre fixé par l'Arrêté royal du 29 juin 1921, portant règlement organique du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

ART. 4 C.

Poste : éclairage, chauffage, service des eaux ; *d'un nouveau local* : 50,000 francs.

QUESTION.

Quel est ce nouveau local ?

RÉPONSE.

La somme de 50,000 francs est destinée à couvrir les frais de chauffage, d'éclairage et de consommation d'eau pour tous les bâtiments de l'Administration Centrale.

Il n'est demandé que 10,000 francs d'augmentation par rapport à 1921 pour les frais de cette nature se rapportant au nouveau local, qui comprend quatre appartements mis à la disposition du Ministère de l'Industrie et du Travail dans l'immeuble 1a, rue du Bastion, par le Département des Travaux Publics.

Il a été conclu avec le propriétaire de ce bâtiment un contrat aux termes duquel les locaux doivent être chauffés par l'installation centrale moyennant une redevance annuelle de six mille francs (6,000).

Une somme de quatre mille francs a été prévue pour le paiement des frais d'éclairage, du service des eaux ainsi que pour les autres dépenses résultant de l'occupation de ces quatre appartements.

ART. 5 B.

QUESTION.

L'Annuaire de législation a-t-il paru en 1921 ?

Paraîtra-t-il en 1922 ?

Quelles sont ces dépenses diverses prévues à cet article 5 b ?

RÉPONSE.

L'Annuaire de la législation du travail n'a pas paru en 1921.

Les années 1914 à 1919 sont en préparation. Elles seront publiées en un volume comprenant deux parties : la première partie, représentant environ 800 pages, paraîtra en 1922 ; la seconde, de même importance, paraîtra au cours du premier semestre 1923.

Les mots « dépenses diverses » ont été ajoutés au libellé de cet article afin de permettre éventuellement l'imputation de dépenses accessoires et de minime importance.

ART. 6, A.

QUESTION.

Que signifie Missions à l'étranger ?

RÉPONSE.

L'Arrêté Royal du 12 avril 1895, relatif à l'organisation de l'Office du Travail, charge le Ministère de l'Industrie et du Travail d'étudier et de faire connaître le mouvement de la législation concernant le travail et les ouvriers à l'étranger et de rechercher les effets des lois étrangères concernant le travail et les ouvriers.

Le Département peut donc être appelé à faire à l'étranger des enquêtes spéciales sur des questions se rattachant directement à ses attributions.

Ce fut le cas en février 1921, lors de l'interpellation de M. De Bunne et consorts sur les mesures que le Gouvernement comptait prendre pour protéger la main d'œuvre belge dans le Nord de la France. M. le député français Inghels, avait demandé à la Chambre française la protection de la main d'œuvre française de cette région.

M. le Ministre Wauters désirant connaître exactement la situation industrielle de la région Tourcoing-Roubaix, chargea un fonctionnaire de faire d'urgence sur place une enquête dans les milieux intéressés.

En février 1920, le Gouvernement voulut se rendre compte des prix de détail, pratiqués à l'étranger, des produits figurant au tableau de l'augmentation des prix de détail publié mensuellement dans la *Revue du Travail*. Afin de pouvoir spécifier les qualités de ces produits, il a paru indispensable qu'un agent du Département se rendit à Londres et à Amsterdam pour se mettre directement en rapport avec des fonctionnaires et commerçants de ces deux villes.

Ce n'est donc que dans des cas spéciaux et exceptionnels que le Départe-

ment fait usage des dispositions prévues par l'Arrêté Royal rappelé ci-dessus.

Au surplus, le crédit sollicité à l'article 6, A, s'élève à 5,000 francs dont plus de 4,000 francs pour l'impression des Statistiques des accidents du travail, années 1911 et 1912.

ART. 7 A.

QUESTION.

1) Pourquoi l'édition flamande de la *Revue du Travail* paraît-elle un mois et demi après l'édition française ?

N'y a-t-il pas moyen de rapprocher sérieusement ces deux éditions ?

2) Quel est le nombre d'exemplaires a) pour l'édition française ; b) pour l'édition flamande ?

RÉPONSE.

1° Un seul employé traduit la *Revue du Travail*. Il dicte le texte flamand à une dactylographe. Généralement l'écart entre la *Revue du Travail* et l'*Arbeidsblad* ne fut que de quinze à vingt jours, mais les derniers numéros ont pris une telle extension que forcément l'écart s'est accru et atteint, en ce moment, un mois à cinq semaines, et non un mois et demi comme le porte le texte de la question posée.

Quelques exemples marquent la progression : mars 1921, 112 pages ; juillet 1921, 176 pages ; août 1921, 136 pages ; novembre 1921, 136 pages ; décembre 1921, 148 pages ; janvier 1922, 144 pages ; février 1922, 144 pages ; février 1922, 152 pages ; mars 1922, 192 pages.

Le numéro actuellement en traduction étant moins fourni, 148 pages, il est à prévoir que l'on pourra combler le retard et que d'ici peu la situation redeviendra meilleure (une vingtaine de jours). Il est, par ailleurs, matériellement impossible d'obtenir un meilleur rendement avec le personnel dont le service dispose.

* * *

2° Le tirage pour la *Revue du Travail* est de 2,300 exemplaires. Le tirage pour l'*Arbeidsblad* est de 400 exemplaires.

ART. 7 C.

QUESTION.

Le C porte entre autres « Achat de publications ».

On retrouve ce libellé prévu à plusieurs articles du budget.

S'agit-il de publications spéciales ? Si oui, lesquelles ?

RÉPONSE.

Art. 7 C. — Enquête permanente sur les faits sociaux (grèves, salaires, heures de travail, etc. Achat de publications, matériel, travaux spéciaux : 6,000 francs.

Il est à remarquer que ce n'est qu'une minime partie de ce crédit qui est destiné à l'achat de publications ; il faut comprendre les abonnements aux journaux : *Démocrate, Le Peuple, Le Mouvement Syndical, La Journée Industrielle, Le Temps, Le Times, Nord Industriel, Labour Gazette, Reichsarbeitsblatt, Der Schweizerische Arbeitsmarkt, British Trades Union Review, Bulletin del Tréboll, Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek.*

Eventuellement d'autres publications peuvent nous être d'un intérêt capital dans le courant de l'exercice.

Toutes ces publications sont indispensables à la rédaction de la *Revue du Travail*, ainsi que bien d'autres non dénommées obtenues par voie d'échange.

En outre, il y a lieu de prendre en considération que la somme consacrée à l'article en question a précisément été réduite de 4,000 ou 40 p. c. pour l'exercice 1922 et que par suite de cette réduction qu'il a opérée de lui-même, le Département ne parviendra que très difficilement à ne pas dépasser le crédit prévu.

ART. 12.

Institut supérieur de commerce.

QUESTION.

Est-il exact que l'on ait nommé 2 professeurs pour un même cours ?

Le professeur en titre se serait porté malade pour donner l'occasion à un autre de prendre sa place. Le premier reviendrait après sa maladie ?

RÉPONSE.

Il est exact qu'il y a pour le moment 2 titulaires pour le cours de flamand. Le professeur en titre étant en congé de maladie d'une durée indéterminée, M. le Ministre Wanters a nommé un second professeur.

Il n'est pas exact que le premier intéressé se soit porté malade pour donner l'occasion à un autre de prendre sa place. Il est actuellement guéri et sa situation sera réglée sous peu conformément au Règlement Organique de l'Institut Supérieur de Commerce.

ART. 13. A.

Ecoles supérieures spéciales, etc.

QUESTION.

La Commission spéciale demande la décomposition plus claire de cette dépense de 8,326,000 francs ?

RÉPONSE.

La dépense de 8,326,000 francs est prévue pour la liquidation des subsides ordinaires et extraordinaires à allouer, pour l'exercice 1922 aux diverses institutions d'enseignement technique.

Il est impossible de donner une décomposition détaillée de ce poste ; celle-ci dépend des dépenses qui seront prévues et approuvées aux Budgets des diverses institutions.

Les subsides ordinaires sont calculés d'après les instructions contenues dans l'Arrêté Ministériel du 10 janvier 1920 dont un exemplaire est ci-joint.

L'Etat intervient pour la moitié dans les dépenses extraordinaires approuvées des diverses catégories d'institutions d'enseignement technique.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DU RAVITAILLEMENT,

Revu la circulaire ministérielle du 24 mars 1903, divisant les cours des écoles industrielles en trois catégories distinctes : les cours généraux élémentaires, les cours généraux moyens et les cours d'application ;

Revu la décision ministérielle fixant respectivement, pour les professeurs de chacune de ces catégories, à 2, 3 et 5 francs par heure les traitements initiaux servant de base au calcul de l'intervention de l'État ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'enseignement technique,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il n'est plus fait de distinction, au point de vue de la rémunération des professeurs, entre les cours généraux élémentaires et les cours généraux moyens des institutions d'enseignement industriel et professionnel.

La distinction entre les cours généraux et les cours d'application est maintenue ; mais si les cours de la première catégorie sont confiés à des techniciens ou à des spécialistes, ceux-ci seront assimilés, au point de vue de la rémunération, aux professeurs des cours d'application.

ART. 2. — Les traitements des membres du personnel enseignant des institutions d'enseignement industriel et professionnel subsidiées par le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement sont fixés, pour l'année scolaire 1919-1920, d'après les règles suivantes :

I. — *Écoles industrielles. — Cours du soir et du dimanche.*

A. — Cours des sections préparatoires donnés par des non techniciens.	{	3 premières heures : 7 francs par heure. 4 ^e et 5 ^e heures : 6 — — 6 ^e heure et suivantes : 5 — —
---	---	--

B. — Cours des sciences appliquées ou de spécialités et autres cours donnés par des techniciens.	{	3 premières heures : 8 francs par heure. 4 ^e et 5 ^e heure : 7 — — 6 ^e heure et suivantes : 6 — —
--	---	---

C. — Il pourra être accordé dix augmentations biennales de 10 p. c. du traitement initial.

II. — *Cours professionnels du soir et du dimanche pour garçons.*

A.	{	3 premières heures :	7 francs par heure.
		4 ^e et 5 ^e heures :	6 — —
		6 ^e et 7 ^e heures :	5 — —

B. — Il pourra être accordé dix augmentations biennales de 10 pour cent du traitement initial.

III. — *Cours professionnels du jour pour garçons. — Fonctions exclusives (40 semaines minimum par année).*

1^o Pour les 4 grandes villes du pays (Anvers, Bruxelles, Gand et Liège) et pour les agglomérations de plus de 100,000 habitants.

A. Traitement initial : 5,000 francs par an; maximum 8,000 francs après 20 ans.

B. Il pourra être accordé dix augmentations de 300 francs tous les deux ans.

Traitement des chefs de service : supplément de 500 francs minimum, de 1,000 francs maximum;

2^o Les traitements ci-dessus seront réduits de 500 francs pour tous les autres communes du pays.

IV. — *Cours professionnels du soir pour filles.*

A. — Cours scientifiques.	{	3 premières heures :	7 francs par heure.
		4 ^e et 5 ^e heures :	6 — —
		6 ^e et 7 ^e heures :	5 — —
B. — Cours techniques.	{	3 premières heures :	6 francs par heure.
		4 ^e et 5 ^e heures :	5 — —
		6 ^e et 7 ^e heures :	4 — —

C. — Il pourra être accordé dix augmentations biennales de 10 p. c. du traitement initial.

V. — *Cours professionnels du jour pour filles. — Fonctions exclusives (40 semaines minimum par année).*

1^o Pour les quatre grandes villes du pays (Anvers, Bruxelles, Gand et Liège) et pour les agglomérations de plus de 100,000 habitants.

A. Cours scientifiques : traitement initial 5,000 francs, maximum 8,000 francs.

B. Cours techniques : traitement initial 4,500 francs, maximum 7,500 francs.

C. Il pourra être accordé dix augmentations biennales de 300 francs.

2^o Les traitements ci-dessus seront réduits de 1,000 francs pour les autres communes du pays.

VI. — *Cours ménagers du soir.*

Mêmes règles que pour IV, cours professionnels du soir.

VII. — *Écoles ménagères du jour. — Fonctions exclusives.*

Les mêmes traitements que les institutrices primaires. Majoration de 25 p. c. lorsque la titulaire est porteur d'un diplôme reconnu de capacité pour l'enseignement de l'économie domestique et des travaux du ménage.

VIII. — *Autres établissements d'enseignement technique.*

Les établissements non visés ci-dessus feront l'objet de propositions émanant des autorités locales ou des commissions administratives, qui voudront bien s'inspirer des règles précédentes, en procédant par analogie.

ART. 3. — L'intervention de l'État dans les traitements du personnel enseignant des institutions d'enseignement professionnel subsidiées est portée à 40 p. c. pour les écoles et cours industriels, les écoles et cours de dessin industriel et professionnel, et les écoles et cours commerciaux, et à 50 p. c. pour les écoles et cours professionnels, les écoles et classes ménagères et les ateliers d'apprentissage.

Toutefois, l'intervention de l'État dans les traitements des professeurs vivant en communauté restera fixée respectivement au tiers ou aux deux cinquièmes pour les deux catégories d'institutions précitées.

Bruxelles, le 10 janvier 1920.

Le Ministre,

J. WAUTERS.

ART. 13. *C/E.*

QUESTION.

On parle encore d'achat d'ouvrages.

Prière de vouloir porter sur une liste les articles qui prévoient l'achat de livres.

Ne pourrait-on pas centraliser ces achats en un seul article?

RÉPONSE.

ART. 13 *E et non C.*

La somme de 8,000 francs prévue est destinée à encourager, par des souscriptions, les professeurs des écoles subsidiées à publier leurs cours.

Ces ouvrages sont envoyés par les soins de l'Administration aux différentes institutions qu'ils peuvent intéresser.

Quant aux ouvrages repris à l'article 13 *D.*, ils sont destinés à la docu-

mentation courante de l'Administration de l'Enseignement industriel et professionnel.

Il en est de même des achats de livres et publications prévus aux articles 6, 7, 23, 42, 69 et 82 du Budget pour les Administrations auxquels ils se rapportent.

La Bibliothèque centrale du Département (art. 5) s'occupe plus spécialement de réunir les ouvrages nécessaires aux études du Ministère en général.

ART. 14.

Ecoles techniques.

QUESTION.

- 1° *Quelles sont les écoles techniques visées à cet article ?*
 2° *Quelles sont les écoles auxquelles se rapportent les 500,000 francs d'augmentation ?*

RÉPONSES.

L'article 14 vise toutes les écoles subsidiées en général. Aucune répartition n'a encore été faite.

Les 500,000 francs d'augmentation sont prévus pour tenir compte du nombre considérable d'écoles nouvelles qui se créent presque journellement.

ART. 15 A.

QUESTION.

*Pourquoi quatre inspecteurs et sept inspectrices ?
 Justification s'il vous plaît.*

RÉPONSE.

Il y a actuellement cinq inspecteurs, y compris l'inspecteur général et l'inspecteur principal, dont quatre ingénieurs chargés des écoles et cours industriels et professionnels et un licencié en sciences commerciales et consulaires qui inspecte les écoles et cours de commerce et de langues. Ce nombre est à peine suffisant pour assurer le service.

La présence de sept inspectrices est justifiée par la diversité et le nombre des institutions subsidiées.

Celles-ci comprennent les catégories différentes spécifiées ci-dessous avec, en regard, le nombre pour chacune d'elles :

I. Écoles professionnelles	47
II. Écoles professionnelles ménagères	24
III. Écoles ménagères professionnelles	7
IV. Cours professionnels	52
V. Ateliers d'apprentissage	80
VI. Écoles et classes ménagères	164

ART. 17.

QUESTION.

1° *Quelle est la base de calcul pour les frais de route et de séjour ?*

2° *Comment ces frais sont-ils justifiés ?*

Répondent-ils, dans la comptabilité, aux réalités ?

RÉPONSE.

Les frais de route et de séjour des inspecteurs et des inspectrices de l'Enseignement industriel et professionnel, commercial et ménager sont calculés conformément à l'arrêté royal du 14 mai 1920 (*Moniteur* du 6 juin 1920).

Ces frais sont justifiés par des états produits trimestriellement et certifiés sincères et véritables par les intéressés sous le contrôle des chefs de service.

A partir du 1^{er} mai 1922, tous les fonctionnaires du Ministère de l'Industrie et du Travail utilisent pour leurs voyages en chemin de fer des réquisitoires en échange desquels ils reçoivent des coupons « en debet ». Le montant de ceux-ci est remboursé directement à l'Administration des Chemins de fer par le Département.

ART. 19 B.

QUESTION.

1. *A quoi se rapportent les jetons de présence et frais divers prévus à ce b ?*

2. *Est-ce une obligation pour les communes de payer les jetons de présence pour les fonctionnaires de l'Administration centrale, faisant partie de jurys communaux ? (écoles professionnelles).*

RÉPONSE.

1. Ces jetons de présence et frais divers se rapportent aux membres du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique.

2. Pour le Hainaut, la question des jetons de présence à allouer aux membres des jurys communaux est réglée par un arrêté de la Députation permanente approuvé par le Ministre. Pour les autres provinces, il n'y a en général pas de jetons de présence pour les membres de ces jurys.

Les questions dont le texte est ci-dessous se rapportent au projet de budget du Ministère des Affaires Économiques :

ART. 21 A.

Que signifient ces examens de capacité ?

ART. 21 B.

Par quoi ce crédit s'est-il traduit l'année passée ? Résultats s'il vous plaît.

RÉPONSE.

Les crédits inscrits à ces articles sont compris parmi ceux faisant l'objet

des amendements présentés par le Gouvernement le 6 de ce mois (voir Document n° 216 de la Chambre des Représentants).

ART. 38.

QUESTION.

Indemnités variables. Prière de préciser.

RÉPONSE.

Voir réponse aux articles 63 et 65.

ART. 39.

QUESTION.

Voulez-vous diviser l'article et donner le montant des crédits demandés pour chacun des trois postes, avec explications justificatives.

RÉPONSE.

A. Les frais de route et de séjour de l'ensemble des fonctionnaires du Service Médical du Travail absorberont le montant du crédit total alloué pour cet article.

B. Actuellement aucune commission dépendant du Service Médical du Travail n'est en fonctionnement. Toutefois, il y a lieu de prévoir les frais qu'entraînera la Commission temporaire qui sera installée sous peu, en vue de mettre en harmonie la réglementation belge avec le projet de convention internationale de Genève, sur l'emploi de la céruse dans la peinture.

Les frais qu'occasionnera cette Commission seront d'ailleurs fort restreints et ne dépasseront vraisemblablement pas 2 à 3,000 francs.

C. Les missions à l'Etranger, en 1922, n'ont entraîné jusqu'à ce jour aucune dépense, mais il est probable qu'une dépense de 2 à 3,000 francs résultera de réunions internationales importantes concernant la santé ouvrière.

ART. 40.

QUESTION.

Allocations fixes pour frais de bureau :

1) *Explications justificatives s. v. p.*

2) *La Section Centrale propose une réduction de 1,500 francs.*

Y a-t-il opposition de la part de l'Administration ?

RÉPONSE.

Les huit médecins du Travail résidant en province ont parmi leurs obligations professionnelles celle de recevoir et au besoin d'examiner les ouvriers se plaignant de l'insalubrité de leur travail.

Il en résulte pour ces fonctionnaires la nécessité d'affecter une place de

leur demeure à l'exercice de leur fonction. En outre, ils ont à faire face à des frais de bureau y compris des frais d'impression pour leur correspondance avec les industriels, les associations ouvrières et le public en général.

Les indemnités dont jouissent de ce chef les médecins en question sont plutôt insuffisantes et il ne saurait être question d'en diminuer le montant.

ART. 41.

Achats d'instruments.

QUESTION.

De quels instruments s'agit-il?

RÉPONSE.

Le Service Médical du Travail dispose d'un laboratoire où s'effectue des travaux de chimie, de biologie et de physiologie indispensables à son fonctionnement.

Il est en outre chargé de toutes les recherches de l'espèce qui lui sont confiées par l'Administration des Mines et par le Service de l'Inspection du Travail.

Il lui faut donc s'outiller progressivement selon la nature des recherches à faire et se fournir de tous les produits indispensables à ces recherches.

ART. 42 A.

QUESTION.

1°) *La Section centrale demande la division de cet article.*

2°) *Est-ce que les crédits pour missions et frais de déplacement ont été épuisés pour 1921?*

RÉPONSE.

1°	a) Impressions, publications, achat et reliure de documents. Dépenses diverses. . fr.	5,000
	b) Missions et frais de déplacements	2,500
	c) Subsidés aux institutions dont les travaux se rattachent aux attributions de l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales	2,500
	Total . . .	10,000

2° Une somme de fr. 525.98 a été imputée sur la partie du crédit relative aux missions et aux frais de déplacements.

ART. 42 B.

QUESTION.

Quelles sont nominativement les institutions visées à cet article 42 B?

Combien ont-elles touché en 1921?

Est-ce que les crédits ont été épuisés?

RÉPONSE.

L'Association Royale des Actuaire belges a reçu 2,000 francs pour 1921.
Il reste un disponible de 500 francs.

ART. 44. A.

QUESTION.

La Section Centrale estime qu'il y a abus d'impression et brochage des statuts. On a signalé des mutualités qui ont reçu 30,000 exemplaires des statuts à l'occasion d'un changement apporté à certains articles.

Elle propose de porter le crédit à 100,000 francs au lieu de 190,000 francs. Y a-t-il opposition de la part de l'Administration.

RÉPONSE.

Il résulte de recherches faites sur une période s'étendant depuis l'armistice jusqu'à ce jour qu'il n'a jamais été accordé un nombre de 30,000 exemplaires des statuts de mutualités, pas plus à l'occasion de la reconnaissance légale qu'à celle de l'homologation de modifications statutaires.

Le maximum d'intervention du Gouvernement en cette matière s'est élevé deux fois à 20,000 exemplaires relatifs à de nouveaux statuts de la Fédération des sociétés de secours mutuels socialistes de la Province de Liège, à Liège et de la Mutualité des ouvriers métallurgiques du Bassin de Charleroi, à Charleroi.

Ces associations comprenaient respectivement 40,000 et 22,000 membres.

Il est d'usage ancien et constant pour le Gouvernement, de fournir un certain nombre d'exemplaires des statuts, en tenant compte du nombre de membres composant la société et de son extension probable. C'était à ce dernier point de vue un moyen de propagande destiné au développement de la mutualité que le Gouvernement avait en vue.

Cependant, dans un but d'économie qu'ont commandé les circonstances d'après-guerre, non seulement on n'a plus donné un surcroît de tirés-à-part pour la propagande, mais on a pris pour règle d'en octroyer une quantité toujours de beaucoup inférieure au nombre de membres de la société requérante, lorsque celle-ci compte un effectif considérable ; cette parcimonie ne se justifiant d'ailleurs pas quand il s'agit de petites sociétés à effectifs minimes.

On propose de réduire le crédit de l'article 44a, de 190,000 francs à 100,000 francs.

Il importe de remarquer que cette somme de 190,000 francs est destinée à couvrir d'autres dépenses que les frais d'impression et de brochage des statuts, c'est-à-dire les subsides accordés lors du premier établissement des mutualités.

Selon des prévisions justifiées, ces derniers encouragements constitueront une dépense plus forte cette année, en raison du nombre d'associations qui n'ont pas bénéficié de la faveur susdite, pour cause de guerre.

D'autre part, la réduction de 90,000 francs proposée, ne peut semble-t-il, consister en une imputation aussi simpliste du crédit global en question, dont les charges doivent préalablement être ventilées. En outre, elle ne serait possible qu'à la condition de supprimer l'octroi des tirés-à-part. Le Gouvernement envisage cependant la possibilité de proposer à la Chambre la suppression de l'obligation de la publication des statuts des sociétés. Il en résulterait une économie notable de frais de publications de *Moniteur*.

ART. 49. — B.

QUESTION.

Est-ce que ce ne sont pas des fonctionnaires qui rédigent ces publications Dans ce cas, pourquoi ce poste spécial?

Est-ce que nous n'avons pas rencontré ce poste à l'article 6. a et C. ?

RÉPONSE.

L'article 59 de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail porte que « tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution de la présente loi ».

Ce rapport est rédigé par les fonctionnaires du service compétent (1^{re} section de l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales) et le poste spécial prévu au Budget (art. 49^b) pour la publication de ce document est destiné uniquement à faire face aux dépenses que l'impression et la publication de ce rapport doivent entraîner. Il est du plus haut intérêt pour tous ceux qu'intéresse ce qui a trait à la réparation des accidents du travail et à l'assurance contre les accidents : actuaire, chefs d'entreprise, assureurs, de pouvoir consulter les documents réunis dans ce rapport, afin de faire de l'assurance technique et scientifique et non de la réparation empirique.

Deux rapports triennaux ont déjà été publiés. Ils se rapportaient aux années 1905 à 1908 et 1909 à 1911.

Le Compte rendu dont il est question à l'article 49B concernera les années 1912-1913 et 1920; ainsi pourront être confrontés les résultats des exercices d'avant-guerre par rapport aux résultats d'après-guerre; en outre, il contiendra un résumé de ce qui s'est passé pendant les années de guerre; l'intérêt majeur qu'il présentera de ces différents chefs n'échappera donc à personne.

Au surplus, les résultats de l'expérience administrative n'appartiennent pas uniquement au Gouvernement, mais au pays entier qui y puise un enseignement incontestable.

On ne pourrait donc pas se borner à déposer le rapport sur le bureau de la Chambre et se dispenser de le publier.

Le poste repris à l'article 6a et c ne concerne que la statistique proprement dite des accidents du travail, dressée par le Service de Statistique du Département et qui est une publication annuelle indépendante du rapport triennal. Elle a également sa raison d'être, attendu qu'il importe que les intéressés,

spécialement les actuaire et les assureurs, aient ces éléments à leur disposition, afin de pouvoir établir scientifiquement le montant des primes d'assurance à percevoir.

ART. 50B.

QUESTION.

Quelles sont nominativement les caisses de prévoyance qui ont touché l'année passée (1921)?

RÉPONSE.

Il n'a été imputé en 1921 sur le crédit prévu au littéra B de l'article 50 qu'un subside de 5,000 francs à la Section belge de l'Association internationale pour la lutte contre le chômage, ainsi que des frais d'imprimés distribués aux différentes caisses de chômage pour le service de la comptabilité et de contrôle.

La dépense totale mise à charge de ce crédit s'élève en 1921 à r. 12,542.34.

ART. 51 A.

QUESTION.

Quelles sont les attributions de cette Commission permanente et qui en sont les membres?

RÉPONSE.

La Commission permanente des Unions professionnelles est appelée à donner au Ministre ses avis sur toutes les questions intéressant la prévoyance contre le chômage et le placement gratuit, ainsi que sur les moyens les plus propres à parer aux conséquences du chômage involontaire.

Ses membres sont :

MM. Bertrand, Ministre d'État, membre de la Chambre des représentants.

Caty, L., membre de la Députation permanente du Conseil provincial du Hainaut, président du comité de la Bourse du Travail de Mons.

Fonson, F., fabricant d'équipements militaires, à Bruxelles.

Rutten, R. P., directeur du secrétariat général des Unions professionnelles chrétiennes de Belgique.

Hendriex, E., directeur de la Bourse du Travail à Gand.

Caron, L., membre de la Députation permanente du Conseil provincial de la province d'Anvers, à Turnhout.

Centner, industriel, à Courtrai.

Lombard, A., secrétaire de la Fédération des syndicats des mineurs, à Souvret.

Mahaim, E., professeur à l'Université de Liège.

Mertens, C., secrétaire de la Commission syndicale du Parti ouvrier, à Bruxelles.

Montens-Simonis, industriel, à Verviers.

MM. Van Quaakebeke, E., secrétaire de la Confédération des syndicats chrétiens, à Bruxelles.

Roggeman, secrétaire de la Fédération du syndicat, à Dison.

Verwilghen, membre de la Députation permanente du Conseil provincial de la Flandre Occidentale, à Saint-Nicolas.

Trufaut, à Liège.

Theate, secrétaire.

ART. 52 B.

QUESTION.

Le crédit pour l'inspection des mutualités est de 15,000 francs. Pour les Bourses de travail officielles, 35,000 francs ?

Comment se justifie cette différence ?

RÉPONSE.

La différence s'explique par l'importance spéciale du service d'inspection et de contrôle attaché à la 3^{me} section de l'Office de l'assurance et de la prévoyance sociales.

Il s'agit, en effet, de surveiller la répartition et l'emploi d'un crédit de 10,335,000 francs.

Les institutions bénéficiant des subsides imputables sur ce crédit, doivent être organisées au point de vue comptable et guidées dans la mission qu'elles ont à remplir. Il est nécessaire, dans cette période de début, de former spécialement les secrétaires des caisses de chômage, de fonds de chômage et de Bourses du travail.

ART. 54.

QUESTION.

Quels sont, nominativement, ces organismes ?

RÉPONSE.

Concourent à l'application de la loi du 20 août 1920 :

1. Les receveurs des contributions chargés du paiement ;
2. Les contrôleurs — — — de l'examen des demandes ;
3. Les commissions régionales et provinciales des pensions de vieillesse ;
4. La commission supérieure des pensions de vieillesse ;
5. Les agents temporaires de l'Administration centrale et des Administrations provinciales.

ART. 56.

QUESTION.

Quels sont ces « frais de route ». Les crédits de 1921 ont-ils été épuisés ?

RÉPONSE.

- 1) Il s'agit des frais de route et de séjour : 1^o des contrôleurs de l'Office

de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales chargés de procéder, soit en vertu d'une décision ministérielle, soit à la demande de la Commission supérieure des pensions de vieillesse, à des enquêtes sur place, en vue d'établir la situation matérielle des vieillards qui sollicitent la pension de vieillesse ou qui paraissent avoir été admis, à tort, au bénéfice de cet avantage ; 2° des fonctionnaires chargés de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux auprès des agents et organismes chargés de l'application de la loi.

2) Aucun crédit spécial n'était prévu pour cet objet en 1921. Toutes les dépenses d'Administration relatives à l'exécution de la loi du 20 août 1920, faisaient l'objet d'un seul crédit global au Budget de 1921. C'est à la demande du Ministère des Finances que des articles spéciaux ont été introduits au projet de Budget de 1922 pour les frais de déplacement.

ART. 58.

QUESTION.

La Section Centrale demande la subdivision des deux parties de cet article.

RÉPONSE.

Approximativement : Sociétés mutualistes	.	.	.	1,000,000
Mineurs.	.	.	.	630,000

ART. 59.

QUESTION.

Quelles étaient les dépenses réelles pour 1921 ?

RÉPONSE.

A ce jour (10 mai 1922) il a été dépensé pour 1921, fr. 41,397.62, mais il reste à payer à la Caisse Générale de Retraite les frais de vérification des bordereaux (dépense approximative 60,000 francs) et divers frais d'impression.

ART. 66, 67, 68.

QUESTION.

Expliquer : Allocations fixes, frais de déplacement, frais de route et de séjour. Mis ions. Allocations fixes pour frais de bureau.

Mêmes observations pour les articles 75, 76, 72, 73.

RÉPONSES.

ART. 66.

L'article 55 des divers arrêtés royaux formant règlement organique du Service et du Corps des Mines prévoit des indemnités fixes de déplacements

pour les inspecteurs généraux, les ingénieurs en chef directeur d'arrondissements et les ingénieurs principaux qui leur sont adjoints.

De par leurs fonctions, ces agents sont appelés à de fréquents déplacements pour lesquels ils ne reçoivent, ni indemnité pour frais de route, ni indemnité de séjour. C'est pour les dédommager qu'il est alloué : aux inspecteurs généraux 2,500 francs ; aux ingénieurs et chefs-directeurs 2,000 francs et aux ingénieurs principaux en service général 1,500 francs.

La somme prévue au budget est demandée pour payer cette allocation à 2 inspecteurs généraux, 40 ingénieurs en chef-directeurs d'arrondissements, 1 ingénieur en chef-directeur placé à la tête d'un service special et 12 ingénieurs principaux adjoints aux chefs de service.

ART. 67.

L'article 35, cité ci-dessus, stipule que les ingénieurs ordinaires placés en service de district et les commis dessinateurs reçoivent des indemnités de déplacement, de séjour et de descentes, payables sur état trimestriel.

Un arrêté royal du 1^{er} mars 1921, fixe comme suit ces indemnités : pour les ingénieurs de 1^{re} et 2^e classes, 25 centimes par kilomètre ; 25 francs par nuit de séjour et 18 francs par descente dans les mines. Pour les Ingénieurs de 3^e classe : 25 centimes par kilomètre, 20 francs par nuit de séjour et 12 francs par descente.

Il est à remarquer que les ingénieurs des mine ne touchent pas d'indemnité de séjour.

La somme de 92,000 francs est destinée à couvrir les frais de déplacements de 34 ingénieurs de district et de 20 commissaires-dessinateurs.

Sur cette somme doivent être prélevés également, les frais de missions.

Ces missions sont confiées à des ingénieurs chargés d'étudier des questions techniques à l'étranger et de faire rapport à ce sujet.

ART. 68.

En vertu de l'article 34 du même règlement, une indemnité fixe pour frais de bureau ordinaires est allouée aux chefs de service en province. Cette allocation est de 2,000 francs et est destinée à couvrir les frais de location d'un bureau, chauffage et éclairage ; achat de papier, etc. nécessaire au fonctionnement d'un bureau. Le personnel de bureau se compose d'un ingénieur en chef-directeur, d'un ingénieur principal adjoint et de deux commis, pour les services d'arrondissement ; de l'inspecteur général, d'un ingénieur principal adjoint et d'un commls, pour le service de l'inspection générale.

Il y a deux inspecteurs généraux à Mons et à Liège et dix ingénieurs en chef directeurs placés à la tête des arrondissements des mines.

$12 \times 2,000 = 24,000$ francs, somme prévue au budget.

ART. 72.

Les délégués à l'Inspection des Mines sont remboursés de leurs frais de route, à raison de fr. 0.10 par kilomètre parcouru en chemin de fer ou à pied.

Il y a quarante-deux délégués et la somme de 7,000 francs est calculée pour le strict nécessaire.

ART. 73.

La somme de 2,000 francs est destinée à payer le papier pour rapports; les enveloppes et les documents dont ces agents ont besoin pour l'accomplissement de leur mission.

ART. 75.

Les fonctionnaires du Service de l'Inspection des produits explosifs reçoivent, comme les autres fonctionnaires, des Administrations centrales du Département des indemnités de route et séjour fixe conformément à l'arrêté royal du 14 mai 1920.

Le personnel de ce Service est composé, comme l'indique d'ailleurs le tableau des développements accompagnant le budget, de quatre fonctionnaires inspecteurs et d'un délégué aux transports des explosifs.

ART. 76.

La somme de 500 francs prévue à cet article est destinée à couvrir les dépenses pouvant résulter de l'acquisition d'instruments de laboratoire, de produits chimiques nécessaires au service, pour procéder à des expériences.

Les abonnements aux revues techniques spéciales et l'acquisition d'ouvrages intéressant le service sont aussi à imputer sur ce crédit.

ART. 78.

QUESTION.

Quelle est cette ancienne caisse ?

RÉPONSE.

C'est l'ancienne Caisse de Prévoyance de Namur.

ART. 82.

QUESTION.

La Section centrale demande la subdivision ?

RÉPONSE.

Ce poste comprend :

Chauffage, éclairage, fourniture d'eau, achat et entretien du mobilier, fournitures de bureau et de laboratoire, achat de cartes et de livres, reliures, impressions et traductions de documents frs 20,000

Frais de revision et de publication de la carte géologique et de la carte générale des Mines de Belgique :

Rétribution des collaborateurs frs 25,000
(dont 20,000 francs en charge temporaire).

ART. 92.

QUESTION.

Où en sont ces enquêtes prévues à l'art. 92 ? Qu'a-t-on dépensé pour elles en 1921 ?

RÉPONSES.

1° Enquête sur la situation de l'industrie belge.

La loi du 24 décembre 1910 prévoit dans son article premier qu'il sera procédé, tous les dix ans, conjointement avec le recensement général de la population, à un recensement de l'Industrie et du Commerce.

La haute direction de cette opération est confiée au Ministère de l'Industrie et du Travail.

Pour des raisons d'opportunité et d'économie, le Département a sollicité l'autorisation de ne pas faire exécuter le recensement prévu pour le 31 décembre 1920. Cette autorisation lui a été accordée par la loi du 12 août 1920.

Mais, tout en renonçant à un recensement général, long et coûteux, le Ministre de l'Industrie et du Travail a fait ressortir la grande utilité qu'il y a pour le Gouvernement d'être exactement informé de la situation de l'industrie. Des enquêtes semestrielles d'abord, puis annuelles, bisannuelles ensuite permettront de se rendre un compte exact de l'état de la remise de l'activité industrielle dans notre pays.

Ces enquêtes, auxquelles les agents de l'Inspection du Travail prêtent leur concours, sont relativement peu coûteuses.

La dernière enquête a eu lieu le 31 décembre 1920; une nouvelle enquête est prévue pour la fin de l'année 1922; le crédit de 40,000 francs sollicité au projet du budget de l'exercice 1922 est relatif à cet objet.

2° Enquête sur les budgets ouvriers et les consommations alimentaires.

Les problèmes relatifs au coût de la vie présentent une importance capitale. A l'effet de réunir des données précises sur cette matière, le Ministère de l'Industrie et du Travail a procédé en 1921 à une enquête sur la consommation alimentaire dans un millier de ménages d'ouvriers et de petits bourgeois. Les dépenses se montent à environ 12,000 francs. Les frais de publication sont prévus au budget pour une somme de 25,000 francs. Afin de résoudre le problème du coût total de l'existence, le Ministère de l'Industrie et du Travail a organisé une enquête détaillée à l'effet de réunir des budgets complets. Cet important travail de recherches, qui se trouve achevé aujourd'hui, coûtera au plus 8,000 francs. Pour apprécier sainement ces dépenses, il faut tenir compte de l'importance des intérêts en jeu et de la gravité des questions auxquelles ces études permettront de trouver une solution.

3° Enquête sur la situation des employés privés.

En 1913, à la demande de nombreux intéressés et de la Chambre des représentants, le Ministère de l'Industrie et du Travail avait mis à l'étude une enquête sur la situation des employés privés. Cette étude, reprise en 1919, permit de mettre le projet en exécution en 1921.

Le dépouillement des documents est terminé; les résultats seront publiés incessamment.

La consultation des patrons, à publier sous forme de monographies, a été confiée à des enquêteurs spéciaux travaillant d'après un plan uniforme. La publication sera achevée cette année.

Les dépenses relatives à cette enquête qui comprennent la rémunération des employés communaux chargés de distribuer les questionnaires aux intéressés, ainsi que les frais de personnel engagé temporairement à l'Administration Centrale, se sont élevés en 1921, à environ 52,500 francs. Le personnel temporaire a été licencié au mois de février 1922.

ART. 64.

QUESTION.

1° *Quels sont les traitements réels ?*

2° *Le personnel des fonctionnaires se compose de 6 personnes. Pourquoi 2 dactylographes ?*

RÉPONSE.

1° Les traitements réels sont :

1 président	fr. 18,000
1 conseiller	15,000
1 —	14,000
1 —	12,000
1 —	13,000
1 greffier	10,000
1 sous-chef de bureau . . .	8,500
1 commis d'ordre	4,900
1 domesténo-dactylographe .	4,300
1 concierge nettoyeuse . . .	1,600

Ces fonctionnaires et agents bénéficient en outre des indemnités de résidence, familiale et de vie chère dont il est question à la réponse faite à la question posée concernant les articles 64 et 65 du projet du Budget.

2° Il n'y a qu'une dame dactylographe attachée au Conseil des Mines. C'est par suite d'une erreur de copie ou d'impression que les développements du projet du Budget en mentionnent deux.

Il est à remarquer que par suite de la nomination récente d'un rédacteur aux fonctions de greffier, le personnel de ce Service a été réduit d'une unité et qu'il en résultera une légère diminution dans l'emploi du crédit demandé.

ART. 61. B.

QUESTION.

Voulez-vous préciser quelles sont ces indemnités de résidence?

RÉPONSE.

Voir réponse aux articles 64 et 65.

ART. 63.

QUESTION.

De quel matériel s'agit-il?

RÉPONSE.

Mobilier, bibliothèque, abonnements, fournitures de bureau.

ARTICLES 64 ET 65.

QUESTION.

Pourquoi tous ces « à côtés » d'indemnités de résidence, indemnités familiales, travaux extraordinaires, frais de maladie, position exceptionnelle?

Pourquoi tout cela n'entre-t-il pas dans les traitements?

RÉPONSE.

L'indemnité de résidence a été créée par décision du Gouvernement en date du 27 septembre 1919 (dépêche du Premier Ministre, n° 4758); elle a été étendue à tous les agents et proportionnée à l'importance de la localité où s'exerce habituellement la fonction (décision du Gouvernement du 2 mars 1920), dépêche du Premier Ministre, n° 4758.

L'indemnité familiale a été créée par décision du Gouvernement en date du 2 mars 1920 et modifiée par celle du 11 juillet 1920. Cette indemnité étant fixée à fr. 0.50 par jour pour chacun des « enfants à charge », son montant varie d'un mois à l'autre.

L'indemnité de résidence et l'indemnité familiale ne comptant pas pour la pension et n'étant donc pas passibles de retenue comme le traitement, ne peuvent être incorporées à celui-ci.

Il en est de même des indemnités pour *travaux extraordinaires* à raison de leur caractère exceptionnel et temporaire. Elles n'intéressent généralement que certains services et, dans ces services, que l'une ou l'autre section.

Enfin, l'indemnité pour *frais de maladie* et l'indemnité pour *position exceptionnelle* constituent des secours accordés exceptionnellement à des agents dont les ressources sont insuffisantes pour régler des dépenses occasionnées par la maladie, des malheurs de famille, etc.

* * *

Cette réponse s'applique à tous les articles prévoyant des crédits pour la rémunération du personnel.

QUELQUES CONCLUSIONS.

Au point de vue budgétaire, les crédits demandés pour l'exercice 1922 aux *dépenses ordinaires*, sont de 131,291,070 francs contre 150,305,800 francs en 1921. En comparaison du budget de 1921, des augmentations de crédits sont demandés d'un import de 1,627,270 francs, mais d'autre part, on constate une *diminution* de 20,642,000 francs dont 20,625,000 francs provenant de la suppression des dépenses faites en 1921 pour la première mise à exécution de la loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse (Art. 54 du budget). La *diminution* totale aux dépenses ordinaires est donc d'un import de 19,014,730 francs.

Aux *dépenses exceptionnelles*, les crédits demandés pour l'exercice 1922 sont de 25,202,000 francs, contre 432,000 francs en 1921.

D'où cette grande différence ?

La justification se trouve aux articles 94-98 du budget :

En 1921, les crédits demandés pour l'organisation du service médico-pharmaceutique des associations mutualistes (14,680,000 francs), ainsi que ceux accordés pour les subsides aux fonds intercommunaux de chômage et aux bourses du travail, figuraient au budget extraordinaire ; ils se trouvent pour 1922 au budget ordinaire (section des dépenses exceptionnelles).

L'augmentation générale du budget s'élève ainsi à 5,755,270 francs sur l'exercice 1921, mais se présente sous une forme plus normale et financièrement plus saine.

Au point de vue social, nous avons toutes les raisons de croire, qu'une politique de saine démocratie et de progrès sera continuée au Département de l'Industrie et du Travail.

Certes, il faudra, comme pour tous les Départements, tenir compte de la situation obérée de nos finances et forcément remettre à de meilleurs jours, des dépenses que l'on aurait de grand cœur proposé en temps normal. Nous n'avons pas le droit de ne pas tenir compte de cette situation grave, ni de ne pas en avertir le pays et la classe ouvrière. La banqueroute du pays signifierait du coup, la suppression totale d'une très grande partie de nos lois sociales, votées en faveur de notre classe laborieuse, avec le concours financier du pays.

Cela n'empêche que bien des choses sont encore à réaliser et réalisables dans le domaine de notre législation sociale : je cite : les assurances sociales ; l'assurance-chômage ; la crise du logement ; les commissions paritaires légales ; les conventions collectives du travail, etc.

Nous avons confiance dans le Gouvernement pour la réalisation de ce vaste plan de réformes sociales. La Commission permanente a approuvé le budget. Nous demandons à la Chambre de l'approuver à son tour.

Le Rapporteur,

HENRI HEYMAN.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.

(λ)

(N^o 232.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 MEI 1922.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN NIJVERHEID EN ARBEID VOOR HET DIENSTJAAR 1922 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Het verslag dat wij de eer hebben u over te leggen, in naam van de Bestendige Commissie en van de Middelenafdeeling, bestaat uit twee deelen :

Het eerste betreft de algemeene politiek van het Departement van Nijverheid en Arbeid, inzonderheid in zake Sociale wetgeving. Welke uitkomsten zijn in 1921 bereikt? Welke zijn de inzichten der Regeering voor de toekomst, op het gebied van maatschappelijke verzekering, bestrijding der werkloosheid, beroepsonderwijs, bescherming van den arbeid, enz.?

Die zaken gaan al de leden der Kamer ter harte, en ons verslag ware onvolledig, zoo het op dat stuk geen inlichtingen en toelichtingen verstrekke.

Het tweede deel van ons verslag betreft meer rechtstreeks de ons voorgelegde begrooting.

Wij maken evenwel nog een onderverdeeling. De eerste opmerkingen zijn meer van algemeen belang, in dien zin, dat vele daarvan zouden kunnen gemaakt worden bij elke begrooting en dat wij ze dus gehoord hebben in verschillende Bestendige Commissies en in de meeste afdeelingen.

(1) Begrooting, n^o 241^{ix}.

Amendement, n^o 83.

(2) Samenstelling der *Bijzondere Commissie* :

1) De leden van de *Bestendige Commissie voor Handel, Nijverheid, Arbeid, voor Sociale Verzekeringen en Voorzorg* : de heeren Pirmez, voorzitter, Branquart, de Liedekerke, Delvigne, Eekelers, Falony, Mabille, Neven, Pater, Pecher, Siffer, Troclet, Van Caenegem, Van Schuylenbergh, Visart de Bocarmé en Wauters.

2) *Zes leden benoemd door de Afdeelingen* : de heeren Donnay, Robyn, Schaetzen, Heyman, Van Walleghem en Debuane.

De tweede betreffen de eigenlijke artikelen der begrooting. Zij gaan uit van een dubbel verlangen : ten eerste, om te beantwoorden aan den wensch, herhaalde malen geuit door de Regeering, om zeer nauwgezet de voorgestelde uitgaven te onderzoeken, ten einde alleen diegene goed te keuren, die volstrekt onontbeerlijk en gewettigd zijn.

Ten tweede : de Kamer voor te lichten inzake de juiste beteekenis der gevraagde uitgaven ; met andere woorden, wat meer klaarheid te verkrijgen daar, waar een al te beknopte en soms ingewikkelde tekst te onduidelijk en te duister zou zijn.

EERSTE DEEL.

Sociale wetgeving.

MUTUALITEIT.

Algemeen Overzicht.

Hoe langer hoe meer verdwijnen de sporen van de crisis, die de mutualiteit doorworsteld heeft tijdens de oorlogsjaren. De leiders der mutualisten-vereeningen hebben ingezien, dat deze meer dan ooit hun aandacht vergden, en hebben geen poging onbeproefd gelaten om de mutualiteit in onze sociale inrichting steeds krachtiger te doen herleven. Daarom geeft onze mutualiteit — zooals verleden jaar reeds opgemerkt werd — allenghand haar zuiver empirische grondslagen op, en slaat een nieuwen weg in.

Voorheen was er veelal een versnippering van kleine vereeningen die niet in staat waren ernstige uitslagen op te leveren ; thans teekent zich een strooming tot hernieuwing af, door de oude groepeerings te veranderen, door de kleine maatschappijen samen te smelten en centralen op te richten, daar waar versnippering alleen stilstand of zelfs ondergang der maatschappijen kan teweegbrengen.

Om dat plan te verwezenlijken, moeten de vereeningen, die slechts een gering aantal leden telden, thans versmolten worden ; doch die samensmelting is slechts mogelijk door ontbinding en opruiming overeenkomstig de voorschriften der wet.

Om die reden geven thans een aanzienlijk aantal maatschappijen hun rechtsbestaan op, om weer op te rijzen in gunstiger en beteren vorm voor de toekomst.

Op de, in de hierna volgende tabel vermelde, gegevens, dient gerekend dat 40 t.h. der betrokken maatschappijen voornemens waren te versmelten.

ONBINDINGEN :

PROVINCIE	1919			1920			1921			Verbond.
	Ziekte	Pensioen	Bijzond.	Ziekte	Pensioen	Bijzond.	Ziekte	Pensioen	Bijzond.	
Antwerpen . . .	4	3	—	5	—	—	15	—	—	—
Brabant . . .	9	5	1	12	1	—	11	2	—	3
West-Vlaanderen .	1	2	—	12	1	—	9	1	1	—
Oost-Vlaanderen .	9	1	—	14	3	—	5	3	—	—
Henegouw . . .	14	5	1	19	—	—	25	—	—	2
Luik . . .	15	2	—	25	1	1	38	1	—	—
Limburg . . .	2	—	—	4	1	—	3	—	—	—
Luxemburg . . .	1	1	—	2	—	—	2	—	—	—
Namen . . .	2	—	—	5	—	—	4	—	—	—
Het Rijk . . .	57	19	2	98	7	1	112	7	1	5

Benevens die herinrichting der mutualiteiten, hebben vele nieuwe vereenigingen voor onderlingen bijstand wettelijke erkenning aangevraagd of bekrachtiging van wijzigingen aan de statuten, veroorzaakt door de huidige noodwendigheden van de verzekering tegen ziekte.

Onderstaande tabellen geven een algemeen overzicht van den toestand onzer mutualiteit sedert 1919. 1189 zaken zijn onderzocht geworden en hebben aanleiding gegeven tot wettelijke erkenning of tot bekrachtiging van de wijzigingen, aan de statuten toegebracht.

A. — WETTELIJKE ERKENNING

[N° 232.]

(4)

(PROVINCIE)	Maatschappijen met veelvuldig doel.			Lijfrentmaatschap- pijen.			Bijzondere maatschappijen.			Verbonden.			Totalen per provincie.			
	1919	1920	1921	1919	1920	1921	1919	1920	1921	1919	1920	1921	1919	1920	1921	Algemeene.
Antwerpen	14	29	15	8	36	7	»	2	2	»	5	2	22	72	26	120
Brabant	27	24	20	14	5	2	2	2	2	3	»	3	46	31	27	104
West-Vlaanderen	23	23	9	»	1	»	»	»	»	»	1	»	23	25	9	57
Oost-Vlaanderen	9	19	21	5	3	2	»	»	»	»	1	1	14	23	24	61
Henegouw	9	16	7	2	3	1	»	3	»	»	»	»	11	22	9	42
Luik	13	22	11	5	3	5	»	»	1	»	»	1	18	25	17	60
Limburg	29	15	13	»	1	»	1	1	»	1	»	»	31	17	14	62
Luxemburg	1	1	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	2	2	»	4
Namen	15	23	6	»	1	1	»	»	»	»	2	»	15	26	7	48
Het Rijk	140	172	102	35	54	18	3	8	6	4	9	7	182	243	133	558
Algemeene totalen	414			107			17			20						

B. — Bekrchtiging van statutenwijziging.

PROVINCIE	1919	1920	1921
Antwerpen	1	6	106
Brabant	11	38	68
West-Vlaanderen	5	9	22
Oost-Vlaanderen	3	19	86
Henegouw	12	26	39
Luik	8	36	61
Limburg	21	14	10
Luxemburg	6	4	7
Namen	2	6	14
Het Rijk	69	158	413

Voor de voorgaande jaren, was de toestand op 31 December 1921 als volgt :

PROVINCIE	Verzekering tegen ziekte.	Lijfrent maatschapp.	Bijzondere maatschapp.	TOTALEN
Antwerpen	383	527	66	976
Brabant	687	761	96	1,544
West-Vlaanderen	439	436	47	922
Oost-Vlaanderen	543	893	79	1,515
Henegouw	792	917	51	1,760
Luik	679	670	33	1,382
Limburg	188	281	13	482
Luxemburg	115	423	6	544
Namen	459	466	9	934
Het Rijk	4,285	5,374	400	10,059

De vermeerdering der eenheden alleen op het totaal van voorgaande jaar komt hieruit voort, dat men het aantal op heden ontbonden maatschappijen (zie bovenstaande tabel) heeft moeten aftrekken, en anderdeels, dat de cijfers voor 1921 niet voorgoed vastgesteld zijn, daar een zeker getal maatschappijen op 31 December 11. nog wettelijk erkend moeten worden.

Harerzijds bevordert de Regeering de mutualiteitsuitbreiding bij wijze van oordeelkundig verleende toelagen tot inrichting, toelagen die naar verhouding zijn van de belangrijkheid, de voorgenomen bedrijvigheid en de waarborgen van vastheid die de nieuwe maatschappijen opleveren.

**PRIMAIRE MUTUALITEIT. — INVALIDITEIT. — GENEES- EN
ARTSENIJKUNDIGE DIENST.**

De erkende mutualistenvereenigingen zijn voortgegaan met hun diensten uit te breiden en te verbeteren. De maatschappijen van het type « Caisse Maternelle » namelijk, zijn in aantal toegenomen en de vereenigingen tot bestrijding van de toring hebben een steeds grooter bedrijvigheid aan den dag gelegd.

Het aantal leden der invaliditeitskassen is aanzienlijk toegenomen. Die vereenigingen hebben niet geaarzeld hooge bijdragen te vergen van hun leden, ten einde flinken steun te kunnen verleen en in geval van langdurige ziekte of invaliditeit.

Het totaal der aan de erkende Invaliditeitskassen verleende premies, wegens stortingen door de leden in 1920 gedaan, bedraagt 1,262,000 frank, welke som het daartoe uitgetrokken *niet beperkend* crediet in aanzienlijke mate overtreft. Dat crediet, sedert 1914 op 450,000 frank gebracht, is slechts in 1919, — en dan nog in geringe mate — overschreden.

Het jaar 1920 kenmerkt zich door een opmerkenswaardige uitbreiding van de verzekering tegen vroegtijdige invaliditeit.

Onderstaande tabel werpt een helder licht op de door die verzekering gemaakte vorderingen.

Premies, door de Regeering verleend aan de erkende Invaliditeitskassen, wegens stortingen der aangesloten leden gedurende de jaren 1905 tot 1920.

1905 . . .	29,366.89
1906 . . .	39,072.52
1907 . . .	69,739.83
1908 . . .	97,386.59
1909 . . .	135,388.47
1910 . . .	197,890.20
1911 . . .	272,426.49
1912 . . .	331,548.14
1913 . . .	430,638.03
1914 . . .	404,502.22
1915 . . .	252,074.20
1916 . . .	278,197.83
1917 . . .	303,060.46
1918 . . .	334,006.23
1919 . . .	488,749.75
1920 . . .	1,262,000 »

GENEES- EN ARTSENIJKUNDIGE DIENST.

In weerwil van de moeilijkheden waarmede de genees- en arts enijkundige dienst der mutualiteiten, in sommige streken, te kampen heeft, groeit het aantal aangeslotenen regelmatig aan.

De bereikte uitslagen, pas een jaar na de inrichting van den dienst, zijn hoogst bevredigend.

Onderstaande tabel bewijst duidelijk dat de genees- en artseneijkundige onderstand aan een wezenlijke sociale behoefte beantwoordt :

Leden der erkende mutualistenvereenigingen die, op 31 December 1920, een genees- en artseneijkundigen familiedienst hadden ingericht, overeenkomstig de voorschriften van het ministerieele rondschrjven van 20 Februari 1920.

PROVINCIE	Gezins- hoofden.	Echtgen. (vrouwen)	Kinderen.	Ouders en grootouders	Ongehuwd.	Totalen.
Antwerpen . . .	58,929	55,127	92,727	4,004	22,049	232,836
Brabant . . .	51,039	47,591	55,142	2,862	18,428	175,062
West-Vlaanderen . .	18,033	16,662	34,725	1,782	9,063	80,265
Oost-Vlaanderen . .	54,936	49,460	81,605	5,318	31,215	222,534
Henegouw . . .	98,732	90,516	119,642	10,431	35,824	355,145
Luik . . .	69,697	64,426	73,994	9,221	47,993	262,331
Limburg . . .	7,281	6,292	19,411	1,390	1,878	36,252
Luxemburg . . .	508	423	868	125	115	2,039
Namen . . .	21,189	18,623	26,660	4,026	7,602	78,100
Totalen . . .	380,344	346,120	504,774	39,159	174,167	1,444,564

Anderdeels houdt de verbetering van den dienst gelijken tred met den aangroei van het getal leden. Terwijl, bij het van kracht worden der Voorloopige Verordening van 20 Februari 1920, de voordeelen zich doorgaans beperkten tot het verleen van gewone geneeskundige hulp en het leveren van gallenische geneesmiddelen, worden thans de maatschappijen, die zich belasten met het bezorgen van heekundige hulp en artseneijkundige specialiteiten hoe langer hoe talrijker.

Sociale verzekeringen.

(ONTWERP.)

Wetsontwerp tot verplichte verzekering tegen langdurige ziekte en invaliditeit.

Herhaalde malen werd gevraagd hoever het stond met het wetsontwerp op de « sociale verzekeringen » ?

Ten aanzien van den toestand van 's Lands Financiën lijkt het thans niet mogelijk, van den Staat te vragen dat hij den last zou dragen, veroorzaakt door het goedkeuren en van kracht worden van het voorontwerp van wet, op dat stuk opgemaakt door de Commissie voor Sociale verzekeringen. Volgens de ramingen, zou de Staatstoelage ongeveer 400,000,000 frank moeten bedragen.

Dient de taak evenwel niet reeds aangevat, en dient die verzekering niet tot stand gebracht, voorloopig zonder den geldelijken steun van den Staat? Natuurlijk zouden de voordeelen geringer zijn voor de verzekerde, aangezien die voordeelen uitsluitend zouden voortkomen van de bijdragen van de belanghebbenden en van de werkgevers. Men mag echter niet uit het oog verliezen het groot voordeel van dergelijke wet, al steunde die ook maar alleen op de *dubbele bijdrage van den belanghebbende en van den werkgever*, namelijk : het invoeren en inrichten van de verplichte verzekering in het land, het stichten en in werking brengen van de door het ontwerp voorziene inrichtingen. En als vanzelf en zonder eenige wijziging aan de wet, zullen aldus de vergoedingen en voordeelen, die de verzekerden voorloopig genieten, geleidelijk kunnen verhoogd worden, *naarmate de verbetering van 's Lands financiën den Staatssteun zal mogelijk maken.*

De Staat zou echter niet geheel afzijdig blijven : de thans onder het vrije stelsel verleende toelagen zouden verder toegekend blijven, en die steun zou uitgebreid worden tot alle, door het wetsontwerp voorziene, inrichtingen.

Thans verleent men : 1^o een toelage voor eerste inrichting aan de mutualiteiten en aan de *erkende verbonden* ;

2^o bijzondere toelagen, van weinig belang weliswaar, aan de maatschappijen en verbonden, die hun jaarlijksche rekeningen bij den Dienst voor Sociale Verzekering en Voorzorg overleggen ;

3^o bijzondere tegemoetkomingen aan de inrichtingen die een genees- en artseneijkundigen familiedienst hebben ingericht (ministerieel rondschrijven van 20 Februari 1920) ;

4^o premies aan de Invaliditeitskassen (wet van 3 Mei 1924). Wij zouden zelfs, in overleg met den Minister van Financiën, kunnen onderzoeken of het bedrag dier verschillende toelagen, tijdens die overgangsperiode, niet zou kunnen vermeerderd worden.

In elk geval, dunkt ons dat, in het geheel, er 33 tot 40,000,000 frank zou kunnen besteed worden tot die verschillende doeleinden.

Ouderdomspensioenen.

(Op te maken nieuwe wet.)

In strijd met de heerschende meening, heeft de op 20 Augustus afgekondigde wet op de ouderdomspensioenen geen overgangsduur *van drie jaar*.

Ze is niet van toepassing op de oude mensen die, na 1^{er} December 1922, vijf en zestig jaar oud zullen worden.

Ten einde voldoening te schenken aan een groot getal Kamerleden, die het stelsel van het kosteloos pensioen niet « *als definitief stelsel* » willen aannemen, had Minister Wauters, om het overgangskarakter der wet te bekrachtigen, een eerste amendement Devèze en cs. aangenomen, opgevat als volgt : « *Deze wet zal enkel van kracht zijn voor drie jaar* » (vergadering van 2 Juli 1920), welk amendement in een anderen vorm aangenomen is door den heer Wauters zelf (vergadering van 8 Juli 1920), die voorgesteld heeft in artikel één van het wetsontwerp de woorden : « *geboren vóór 1^{er} Januari 1858* » in te voegen.

Volgens het inzicht van den heer Wauters moest de wet nochtans een overgangsduur van drie jaar hebben, daar ze moest toepasselijk zijn op de oude lieden, geboren in 1855-56 en 57 en vroeger. Hij had echter uit het oog verloren dat, zoo onder het stelsel van 65 frank, die tegemoetkoming slechts verleend werd vanaf het jaar volgende op dat, waarin de betrokkene ten volle 63 jaar oud geworden was, zulks niet meer het geval zou zijn onder het stelsel der nieuwe wet : het pensioen kan immers verleend worden vanaf het kwartaal, volgende op datgene, waarin de aanzoeker 63 jaar oud geworden is; zoodat in 1921, het jaar waarin de wet van kracht wordt, niet alleen de in 1855 maar ook de in 1856 geboren oude lieden, het ouderdomspensioen hebben mogen vragen; en zij die geboren zijn in 1857, t. t. z. vóór 1 Januari 1858 zullen het mogen vragen in 1922.

Bijgevolg, *tenzij ingeval van verlenging*, zal het pensioen in 1923 niet mogen toegekend worden aan degenen, die na 1 Januari 1858 geboren zijn.

De verlenging van geldigheid der wet voor ten minste één jaar zal noodzakelijk moeten goedgekeurd worden. Want, ondersteld dat de wet die het definitief stelsel invoert, vóór 1 Januari 1923 aangenomen en afgekondigd wordt, dan zal het niet mogelijk zijn te bekwaamer tijd de noodige uitvoeringsmaatregelen klaar te maken voor het van kracht worden dier wet op 1 Januari 1923.

Dat zal een omvangrijke arbeid zijn, inzonderheid daar het naar alle waarschijnlijkheid een wet tot verplichte verzekering zal gelden. Het zal namelijk gewenscht zijn zich de ondervinding ten nutte te maken van een naburig land, waar hetzelfde stelsel sedert ettelijke jaren reeds van kracht is, en zich ter plaatse rekenschap te geven, samen met de overheden van dat land, van de voor- en nadeelen der toegepaste uitvoeringsmaatregelen. Zoodat de wet eerst van kracht zal kunnen worden ten minste een jaar na de goedkeuring en afkondiging.

De Commissie voor Sociale Verzekering heeft op dat stuk een voorontwerp klaargemaakt. Het is, op enkele lichte wijzigingen na, overgenomen door eenige onzer Collega's en ingediend door de HH. De Bruycker en cs. gedurende den zittijd 1920-1921. Door de ontbinding der Kamer, is dat wetsvoorstel vervallen. Het ware wenschelijk het zoo spoedig mogelijk opnieuw in te dienen en te behandelen in het Parlement.

Ouderdomspensioenen.

(Wet van 20 Augustus 1920.)

TOEPASSING.

De wet van 20 Augustus 1920 op de ouderdomspensioenen is van kracht geworden met 1ⁿ Januari 1921. De gemeentebesturen waren in bezit van de aanvraagformulieren op 15 Januari 1921.

Op 1ⁿ Mei 1922, waren 212,641 pensioentitels, betreffende het jaar 1921, opgemaakt en naar de belanghebbenden verzonden door bemiddeling der gemeentebesturen.

Hier volgt de lijst per provincie :

Antwerpen	22,157
Brabant	36,940
West-Vlaanderen	28,211
Oost-Vlaanderen	38,198
Henegouw	36,785
Luik	26,825
Limburg	7,091
Luxemburg	5,379
Namen	11,035

Het aantal verworpen aanvragen, die ons overgemaakt zijn door de Gouverneurs bedroeg, op denzelfden datum, 31,816.

Hieronder de lijst per provincie :

Antwerpen	2,611
Brabant	4,642
West-Vlaanderen	1,799
Oost-Vlaanderen	3,555
Henegouw	9,447
Luik	4,604
Limburg	1,109
Luxemburg	952
Namen	5,297

Rekening houdende met het feit, dat, onder het stelsel van het 65 frank pensioen, ongeveer 220,000 oude mensen dat voordeel genoten, mag men zeggen dat bijna al de belanghebbenden, aan wie een pensioen verleend werd voor 1921, hun titel ontvangen hebben, en bijgevolg regelmatig hun achterstallig pensioen kunnen optrekken.

Het meerendeel der nog hangende zaken geldt oude mensen die in een godshuis zijn ondergebracht, op kosten van de openbare machten, of wier onderhoud door henzelf of door derden betaald wordt. De toestand van dit soort aanzoekers is zoodanig ingewikkeld, dat het vaststellen der regelen inzake de toepassing der wet van 20 Augustus 1920 te hunnen opzichte langdurige en lastige studies heeft genoodzaakt, waardoor de uitbetaling van hun pensioen vertraagd werd.

Het hoofdbestuur heeft noodzakelijkerwijze alle pensioensaanvragen moeten onderzoeken : die arbeid was onvermijdelijk, met het oog op de eenmaking van de rechtspraak op dat stuk. De beslissingen die niet strookten met de besluiten en voorschriften zijn verzonden geworden naar de Hoogere Commissie voor Ouderdomspensioenen. Deze Commissie, voorzien bij artikel 51 van het Koninklijk Besluit van 10 November 1920 werd ingesteld bij Koninklijk Besluit van 10 Juni 1921 en begon haar werkzaamheden op 1 Juli 1921. Op 31 Maart 1921 had deze Commissie 39 vergaderingen gehouden, en 6,557 beslissingen waren haar onderworpen door den dienst van den Socialen Bijstand en Voorzorg.

Aan de Hoogere Commissie werd inzonderheid haar advies gevraagd over

verschillende gevallen welke de Minister van Nijverheid en Arbeid haar onderwierp.

Aanzienlijke arbeid : het is maar billijk hulde te brengen aan de toewijding van de leden van dit College.

Wij hebben de verzekering kunnen bekomen dat dit College al het mogelijke zal doen om de vereffening van de pensioenen der verpleegden zooveel mogelijk te bespoedigen.

De bevoegde dienst was nog niet bij machte de statistiek op te maken van de in 1921 toegekende pensioenen. Dit werk zal gedaan worden in den loop van dit jaar, terwijl men het aandeel der bijdrage van provincie en gemeente in de pensioenen berekenen zal.

Behalve de voorbereiding en de ten uitvoer legging van maatregelen tot toepassing van de wet, behalve het in overweging nemen van de aanvragen en het opmaken van de titels der pensioenen, was een van de bezigheden van den dienst de afrekening van de verrichtingstoelagen ten behoeve der gewestelijke en provinciale Commissiën voor de ouderdomspensioenen, van de vaste vergoedingen van de Secretarissen-Schatbewaarders van die Colleges, van de vergoedingen verschuldigd aan de Controleurs der belastingen voor het onderzoek der aanvragen en van een deel der vergoedingen die toekomen aan de ontvangers der belastingen voor de betaling der pensioenen.

In verband hiermede, dient aangemerkt dat de ontvangers van de belastingen om de maand aan den dienst de betaalde kwijtschriften doen toekomen en dat de verantwoordende bordereelen aan een streng nazicht worden onderworpen.

Als men de bekomen uitslagen nagaat, moeten wij bekennen dat, over het algemeen, de met de toepassing der wet belaste organismen, en meer in het bijzonder, de ambtenaren van het hoofdbestuur blijk hebben gegeven van voortdurende arbeidzaamheid en van een buitengewone toewijding. Gewis, alles is niet gedaan, men verlieze echter niet uit het oog dat de ten uitvoerlegging van de wet op de ouderdomspensioenen afhangt van den goeden wil van de besturen der 2,600 gemeenten in het Rijk, van de 170 Controleurs der belastingen, van 60 gewestelijke Commissies, van 9 provinciale Commissies en van de provinciale besturen.

Wat de gemeentebesturen betreft, werd ons gemeld dat zij niet steeds al de gewenschte zorg hebben gewijd aan het opmaken der pensioensaanvragen en dat zij, onder meer, soms hebben verzuimd in de daartoe voorbehouden kolon der aanvraag al de gewenschte inlichtingen te vermelden wat betreft de raming van de inkomsten der betrokkenen.

Wat betreft de uitgaven gedaan voor de ten uitvoerlegging der wet, dient het volgende aangemerkt, te weten :

De kredieten, welke de wetgevende macht (artikel 39 van de begrooting voor het dienstjaar 1921) ter beschikking gesteld heeft van den Dienst voor Maatschappelijke Verzekering en Voorzorg, zullen ontoereikend zijn om de bestuursuitgaven voor het jaar 1921 te bestrijden. Een aanvullend krediet van 475,000 frank werd aangevraagd. Er dient rekening gehouden met het feit dat ongeveer 250,000 aanvragen ingediend werden en naderhand onderzocht door de bevoegde ambtenaren en organismen. Als men van boven-

staande kredieten (1,350,000 + 475,000) eene som van 200,000 frank aftrekt — bedrag van de bezoldiging welke elk jaar verschuldigd is aan de met de betaling der pensioenen belaste beambten — komt men tot het besluit dat, indien het totaal bedrag der kredieten uitgegeven is, elke zaak ongeveer fr. 6.80 zal hebben gekost. En in dezen prijs zijn begrepen de kosten voor aankoop van papier en drukwerk, de verwarming der lokalen van den bevoegden dienst van het hoofdbestuur, de aankoop van klasseermeubelen, de betaling van de bezoldiging verschuldigd aan de controleurs der belastingen, van de uitgaven en zitpenningen van de gewestelijke en provinciale commissiën voor ouderdomspensioenen en van de hogere commissie der ouderdomspensioenen, en de vereffening van de bezoldiging van het personeel dat tijdelijk is verbonden aan het hoofdbestuur en aan de verschillende provinciebesturen.

1. Lijfrente.

(Wet van 10 Mei 1900.)

TOEPASSING.

Onder het stelsel der wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen, konden de aanmoedigingspremiën en de toelagen van 2 frank slechts aan de aangeslotenen toegestaan worden in het jaar volgende op datgene in den loop van hetwelk de stortingen, die op gezegde tegemoetkomingen recht geven, gedaan werden.

Het in werking treden van de nieuwe schikkingen door de Lijfrentekas, in verband met het tijdstip waarop de stortingen gedaan worden getroffen, (van te voren werden al de stortingen over het algemeen gedaan in den loop van December van het jaar; thans, wordt aangedrongen opdat zij gedaan worden in den loop van de geboortemaand der aangeslotenen) heeft het noodig gemaakt aan bedoelde wet eene wijziging toe te brengen: het was volstrekt noodig, opdat de door de Lijfrentekas genomen schikkingen hun volle uitwerksel zouden hebben, dat de inschrijving, op de rekening der aangeslotenen, van de aanmoedigingspremiën plaats konden hebben tegelijk met die van de stortingen en daarom moet de toelage toegestaan worden niet meer in den loop van het dienstjaar volgend op de storting, maar in het jaar-zelf waarin deze storting is geschied.

Dit is de strekking van zekere bepalingen *der wet van 9 April 1922*.

In 1921 hebben talrijke maatschappijen niet alleen de in 1921 ontvangen bijdragen gestort, maar ook die geïnd in 1920. Daar de rentetarieven door de Lijfrentekas sedert den 1^{en} Januari 1921 vastgesteld voor de belanghebbenden voordeliger waren, hadden de maatschappijen van het Departement van Nijverheid en Arbeid machtiging bekomen om in 1921 ter Lijfrentekas de bijdragen van 1920 te storten op voorwaarde dat zij op de Spaarkas gestort waren vóór 31 December 1920. Bij gebreke aan wetsbepaling was het ons onmogelijk in 1921 twee premiën of twee toelagen toe te kennen (de eerste voor de storting over 1920, de tweede voor de storting over 1921). Maar dank zij de wet van 9 april 1922, die terugwerkende

kracht heeft tot 1 Januari 1921, zal het mogelijk zijn voldoening te schenken aan de aangeslotenen en aan de maatschappijen en ten laste van de begrooting voor het dienstjaar 1921 de toelagen toe te kennen voorzien zoowel voor de stortingen van het jaar 1920, als voor die van het jaar 1921. Bijzondere tabellen werden met dit doel aan de maatschappijen gestuurd en het werk zal in den loop van dit jaar voltooid zijn.

De bevoegde dienst van het Ministerie zal dus in den loop van dit jaar overgaan tot de toekenning : 1° van de aanvullende premiën en toelagen voor de in 1921 gedane stortingen voor de jaren 1920-1921 en 2° van die gedaan in 1922.

Ons werd verzekerd dat dit werk voltooid zou zijn vóór 31 December 1922.

Voor de in 1918 en 1919 gedane stortingen, werden de volgende toelagen toegekend :

	Aantal maatschappijen.	Gestorte sommen.	Aanmoedigings- premiën.	Hulp gelden van 2 frank.
1918. .	4,293	11,577,529.59	3,282,569.20	545,886
1919. .	5,292	19,317,054.40	4,970,382.60	1,587,416

De verrichtingen tot toekenning van bedoelde toelagen voor de in 1920 en 1921 gedane stortingen is nog niet voltooid.

CRISISFONDS.

VERZEKERING TEGEN ONVRIJWILLIGE WERKLOOSHEID.

De Regeering heeft in 1922 de politiek voortgezet welke zij in 1921 ingevoerd had in zake bijstand aan de onvrijwillige werkloozen.

Om dezen toeslag te kunnen trekken moet men aangesloten zijn bij eene werkloozenkas. Het zijn dus deze kassen die belast zijn met de uitdeeling der hulp gelden.

In zekere kringen heeft men *het beroep op de tusschenkomst der werkloozenfonds*, voor den bijstand aan werkloozen, hevig beknibbeld.

Men moet nochtans bekenen dat de vakverenigingen de verdienste hebben dat zij de eersten gedacht hebben aan het tot standbrengen van de verzekering tegen onvrijwillige werkloosheid. Doch de crisis had zich zoo plotseling voorgedaan en was zoo uitgebreid, dat het hun onmogelijk was hun programma ten volle te verwezenlijken; het was dan ook voor de Regeering niet te doen haar, door het oprichten van nieuwe en officieele organismen van hulpvoorziening, gansch de vrucht te doen verliezen van de reeds gedane pogingen. Integendeel, door een beroep te doen op de bestaande werkloozenfonds, heeft zij het stelsel voorbereid van de algemeene verzekering tegen werkloosheid, dank zij dewelke de werkliedenstand beschermd zal zijn tegen de gevolgen van de onvrijwillige werkloosheid en dank zij dewelke ook de openbare financiën zullen gespaard blijven voor aanzienlijke tusschenkomst, zooals het bij de tegenwoordige crisis het geval is.

2° De vakverenigingen zijn beter geschikt om de contrôle te verscherpen en de werkloozen te plaatsen dan officieele organismen;

3° De werkloozenfonds hadden ten gevolge van de crisis groote uitgaven te bestrijden, en dit ten ontlaste van den Staat :

a) De niet-uitgeputte fondsen vergoeden verder hunne leden gedurende het aantal dagen, voorzien door de statuten. Zoo hebben zij in 1921 vergoedingen toegekend voor 3,553,593 dagen, d. i. mits een bedrag van 3 frank per dag als gemiddelde vergoeding te aanzien, ongeveer 10,500,000 frank ;

b) De fondsen hebben al de bestuurskosten op zich genomen, voortspruitende uit de betalingen voor rekening van het Crisisfonds. De Staat werd aldus ontslagen van de kosten van een talrijk personeel ;

c) Ten einde vanwege de fondsen een ernstige contrôle te bekomen, legt de Staat hun de verplichting op, hun 15 t. h. uit te keeren van de aan hunne leden uitbetaalde bewilligingen ; zij hebben hem aldus 5,341,936.05 fr. terugbetaald.

De misbruiken.

Er werd veel gesproken over de misbruiken waartoe het Crisisfonds aanleiding heeft gegeven. Wij kunnen niet betwisten — en wij betwisten ook niet — dat er werkelijk misbruiken werden vastgesteld. Dat was onvermijdelijk. Men zal steeds personen aantreffen, ook onder de arbeiders, die ten onrechte meenen dat men ongestraft in de Staatskas mag putten, welke, zoo wij beweren, eigenlijk niemand toebehoort, terwijl zij toch de kas is van ieder onder ons.

Doch het aantal van deze schuimers is ver van aanzienlijk en men heeft te dien opzichte — het dient aan het Land gezegd — al te veel overdreven. Uit onze onderzoeken blijkt klaar en duidelijk dat de fondsen over het algemeen het in hen gesteld vertrouwen waardig hebben getoond.

De ontzaglijke geldhandel, die ter gelegenheid van de crisis plaats had (ongeveer 130 miljoen in 1921), gaf slechts aanleiding tot het vaststellen van twee ambtsmisbruiken vanwege den secretaris die met de betaling belast was, en dit voor weinig aanzienlijke sommen, welke door de vereenigingen onmiddellijk terugbetaald werden. De verantwoordingen der uitgaven komen regelmatig binnen.

Ten andere, vanwege de Nationale Centralen werd een ernstige poging gedaan om aan de secretarissen van de plaatselijke afdeelingen een juist begrip te geven van de reglementen en van de noodige strengheid in de toepassing ervan.

Het is dus gevaarlijk algemeene gevolgtrekkingen te maken en nl. tot een stelsel op te richten het al te groote gemak gegeven door een of ander secretaris die te inschikkelijk is bij het inschrijven van werkloozen.

Er dient ook aangemerkt dat er zich een zeker bedrog kon voordoen dank zij de toegevendheid van werkgevers die attesten afleverden daar waar het niet hoorde of aan hunne werklieden toelieten zich naar de contrôle te begeven gedurende de werkuren. Een zeker aantal onder hen werden boetstraffelijk vervolgd.

Sommige werkgevers hebben ook niet steeds het Bestuur van het Crisisfonds bijgestaan door de bij hen openstaande betrekkingen aan de Werkbeurs of aan de plaatsingsdiensten bij de Crisisfondsen kenbaar te maken.

In den laatsten tijd kon men zich echter verheugen in een zekere verbetering in den toestand op dit gebied.

Beteugeling van de misbruiken.

De beheerraad van het Crisisfonds en de Minister van Nijverheid en Arbeid hebben zich trouwens geen moeite ontzien om de misbruiken te voorkomen en te *beteugelen*. Laten wij onder meer wijzen op :

De afschaffing van de werklieden ten huize; van de seizoenarbeiders; van de werkloozen die niet het bewijs leveren dat zij behoeftig zijn; *de verplichte inschrijving* van de volslagen werkloozen in de Werkbeurzen; *de schorsing* gedurende 1, 2 of 3 maand van de werkloozen die respectievelijk sedert 3, 6 of 12 maand den steun van het Crisisfonds genoten.

Anderzijds toonde de beheerraad zich steeds zeer voorzichtig in de toepassing van artikel 13 van het K. B. tot inrichting van het N. C. F., betreffende het recht op toelage van de stakers of lock-outers die op regelmatige wijze tusschenkomst van een scheidsgericht hebben aangevraagd; in twee omzendbrieven werd eenerzijds de na te komen rechtspleging bepaald, anderzijds de bij artikel 13 bedoelde geschillen nader omschreven. (Zie Bijlage.)

Er dient op gewezen dat er in 1921 slechts 783,547.25 frank uitgegeven werd aan bewilligingen aan arbeiders die in stakingen waren betrokken, op eene algeheele uitgave van 170 millioen.

* * *

Dank zij al de getroffen maatregelen, hebben de uitgaven van het Nationaal Crisisfonds aanzienlijk afgenomen, ondanks de nog steeds critische toestand van de nijverheid.

Het gevraagd krediet is volkomen gewettigd en men mag vertrouwen stellen in het beheer van het N. C. F. en in het Departement van Nijverheid en Arbeid, wat betreft de oordeelkundige toekenning van de bewilligingen.

WERKBEURZEN.

Elk gemeentelijk of intercommunaal Crisisfonds dient aangevuld door een plaatsingsdienst, ten einde te kunnen vaststellen of de werkloosheid van degenen die de toelagen van wege de openbare besturen genieten wel degelijk onvrijwillig is.

In weinig belangrijke centra's zal een bij het Crisisfonds gevoegde hulpdienst volstaan. Talrijke kleine officieele werkbeurzen werden alzoo als dusdanig afgeschaft en veranderd in plaatsingsafdeelingen. Daaruit volgde eene aanzienlijke vermindering in de bestuurskosten en de verdeling ervan voor de helft tusschen de gemeenten en den Staat, die tot hertoe uitsluitend den last te bestrijden had.

Daar waar zij nuttig bleken te zijn, werden de officieele Beurzen gehandhaafd.

Sedert enkelen tijd stellen groepeerings van werkgevers belang in deze instellingen en vragen hun naar werkvolk.

Al de plaatsingsafdeelingen en de Beurzen van minder belang zijn met de groote Beurzen van het land telefonisch verbonden en zij deelen aan elkander de aanvragen naar en aanbiedingen van betrekkingen mede die zich voordoen en aan dewelke geen voldoening kan worden geschonken, op zulke wijze dat zij die zich tot haar wenden de meeste kans op slagen hebben.

De Staat moedigt ook de Vrije Paritaire Beurzen aan, naar de mate dat zij medewerken aan het werk der kosteloze plaatsing.

De heer Minister Moyersoen gaf de aannemingsvoorwaarden te kennen in een omzendbrief, waarvan de tekst luidt :

Omzendbrief aan de Voorzitters van de Vrije Arbeidsbeurzen.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer U hieronder de voorwaarden mede te deelen waaraan de Vrije Arbeidsbeurzen moeten voldoen, om Staatstoelagen te genieten :

1° De leiders moeten bij het Departement eene aanvraag indienen, waarin de algemeene inrichting van de instelling en hare reden van bestaan wordt uiteengezet ;

2° De Beurs zal beheerd worden door eene bestuurscommissie samengesteld uit :

a) Een gelijk aantal werkgevers en arbeiders, respectievelijk aangeduid door de ondernemingshoofden die de instelling beschermen en door de bij de Beurs aangesloten arbeidersverenigingen ;

b) Een voorzitter en een ondervoorzitter die, wegens hun maatschappelijk stand, niet kunnen betrokken worden in nijverheidsgeschillen ;

3° De opgaven van de ondernemingshoofden die de instelling beschermen, van de aangesloten verenigingen en van de leden der Commissie, moeten mij worden medegedeeld ;

Voor iederen werkgever zal men het aantal arbeiders opgeven die hij in het werk heeft, en voor elke aangesloten vereniging, het aantal leden.

4° De statistiek der gedane verrichtingen moet om de maand bij mijn departement worden ingediend vóór den 10^{de} der maand, volgende op diegene waarop zij betrekking heeft.

Alleen de plaatsingen bevestigd bij attest van den werkgever mogen in de statistiek opgenomen worden en aanleiding geven tot een hulpgeld.

5° Voor de inschrijving van hare vragen en aanbiedingen zullen de beurzen gebruik maken van fiches, waarvan het model door mijn Departement moet goedgekeurd worden.

6° Bestaat er in de gemeente eene officieele arbeidsbeurs, dan moet de Vrije beurs met deze overeenkomen om wekelijks aan elkander mededeeling te doen van de lijst der gevraagde en aangeboden betrekkingen waarin nog niet behoorlijk werd voorzien.

Ingeval een van beide beurzen er in geslaagd is eene zaak op te lossen welke haar door de andere werd medegedeeld, kan elk van beide instelling

een halve plaatsing op hare kredietrekening inschrijven ; betwistingen worden door mij beslecht.

7° De beurs is onderworpen aan het toezicht van de opzieners der Regeering en zal moeten antwoorden op al de vragen naar inlichtingen die haar worden toegezonden.

Aanvaard, enz.

De Minister,

(W. G.) MOYERSOEN.

Kan de Staat redelijkerwijze de vrije arbeidersbeurzen steunen ? Is dit te verdedigen zoowel van het standpunt der plaatsing uit als van het standpunt uit der uitgaven waarmede die steun de begrooting bezwaart ?

En waar men de vrije beurzen steunt, welke voorwaarden kan de Regeering hun redelijkerwijze opleggen ?

Dit zijn vragen waarover getwist wordt en die wij niet onbeantwoord willen laten :

In 1913 bestonden er 43 werkbeurzen, waaronder 34 aangesloten bij het Nationaal Verbond der Vrije Beurzen. Te hunnen behoeve werd eene toelage van 50,000 frank op de begrooting voorzien. Dit krediet werd zelf niet geheel uitgegeven. De uitgave beliep in 1913 slechts 31,470 frank. Deze beurzen deden in 1922 te zamen 43,000 plaatsingen.

Elke plaatsing kostte dus gemiddeld fr. 0.70.

De officieele beurzen, ten getale van 38 in 1921, deden 72,497 plaatsingen en kostten aan de Schatkist 737,884 frank.

Elke plaatsing kostte dus gemiddeld 13 frank.

De uitgave welke zij den Staat opleggen is achttien maal grooter dan die welke in 1912 gedaan werd voor de vrije beurzen.

In die voorwaarden, heeft het krediet uitgetrokken op de begrooting voor het steunen van werkbeurzen niet de doeltreffendheid die het zou moeten hebben.

Aan dit krediet diende een betere opbrengst verzekerd. Geen betere regel op dit gebied dan de toelage naar gelang het aantal plaatsingen.

Op het einde van het dienstjaar, zouden de vrije en de officieele beurzen aan het departement de opgave hunner verrichtingen sturen. Door het op de begrooting uit te trekken krediet te deelen door het aantal plaatsingen berekend volgens de statistiek van het Ministerie, zou men den grondslag der toelage kennen.

Elke officieele of vrije beurs, zou zooveel maal het bedrag van dien grondslag ontvangen, als zij plaatsingen zou hebben gedaan.

Vrije beurzen die tegenwoordig fr. 2.50 per plaatsing ontvangen, zouden iets meer ontvangen en de officieele beurzen die 13 frank per plaatsing krijgen, zouden iets minder krijgen.

Tusschen de twee typen van kosteloze plaatsingsbureelen zou dan gelijkheid bestaan. Deze gelijkheid is van zelsprekend en rechtvaardig. Inderdaad, elke plaatsing maakt een werkloze te min en bewijst zoo loende dienst aan de gemeenschap. Of deze dienst bewezen wordt door een vrije of door een officieele beurs komt in den grond op hetzelfde neer en verdient gelijke aanmoediging.

Acht het Ministerie van Arbeid de stelling, der gelijkheid — hoe rechtvaardig zij ons ook toeschijne — buitensporig, dan wijzen wij, te bijkomenden titel, op het voorstel gedaan in de Vereeniging tot bestrijding van de Werkloosheid door den heer Verwilghen, bestendig afgevaardigde van Oost-Vlaanderen : « De syndikale, intersyndikale of paritaire beurzen worden gesteund in de maat van hunne bedrijvigheid. Zij ontvangen voor elke gedane plaatsing eene toelage gelijk aan de $\frac{3}{4}$ van den kostenden prijs der plaatsing in de officieele beurzen van het gebied. »

Het spreekt van zelf dat de vrije beurzen die, op voet van gelijkheid of van benaderende gelijkheid met de officieele beurzen, Staatssteun genieten, het toezicht van de openbare besturen moeten aanvaarden en dit ook doen. Het zou niet te verdedigen zijn aan den Staat geldelijken bijstand te vragen en hem tevens het recht te ontzeggen na te gaan wat er met zijn geld gebeurt !

Het toezicht is bovendien een beginsel van eetlijkheid en degelijkheid. Het houdt de bestuurders van de Beurs aan den arbeid, het dwingt ze tot nauwgezette plichtsvervulling, het verplicht ze in hunne plaatsingsverrichtingen de vaste aanstelling van een werklooze in een bestendige plaats niet te verwarren met het verschaffen van eenige uren werk in een hotel of restauratie waar tijdelijk een bijkomend personeel gevraagd wordt.

Daar zijn misbruiken die wij moeten opsporen, wij moeten die vluchtige plaatsingen uit de statistiek weren ; een streng toezicht is noodig, en iedereen verlangt er naar.

De strijd tegen de werkloosheid mag niet onsamenhangend geschieden. Men heeft te dien aanzien een besluit getroffen, waaraan, naar het schijnt, de beslissingen van de Arbeidsconferentie van Washington tot grondslag dienden.

Deze Conferentie heeft de volkeren, daarbij vertegenwoordigd, aangeraden arbeidsbeurzen te stichten met eene onderlinge : 1^o plaatselijke samenwerking, 2^o nationale samenwerking, 3^o internationale samenwerking.

Ik kan niet zeggen in hoe verre deze grootsche ontwerpen praktisch, mogelijk of hersenschimmig zijn. Maar hier trekt men daaruit onaanneemlijke gevolgen. Van de officieele Beurs zou men het eenige orgaan der samenwerking willen maken. Elke vrije Beurs van het gebied zou haar moeten overmaken het overschot van plaatsaanbiedingen waaraan zij geen gevolg heeft kunnen geven, en haar toezenden de werkloozen die zij niet heeft kunnen plaatsen. De officieele Beurs zou trachten aan de onbeantwoord gebleven plaatsaanvragen van de eene Beurs gevolg te geven met de onbeantwoord gebleven aanbiedingen eener andere Beurs.

De officieele Beurs zou dienen als *clearing-house* of Kamer van onderlinge aanvulling tusschen al de plaatselijke beurzen. De vrije beurzen zullen deze zienswijze niet aanvaarden.

Zij aanvaarden de samenwerking op voorwaarde dat hunne zelfstandigheid worde geëerbiedigd.

Zij willen wel het overschot van openstaande plaatsen en van *niet geplaatste* werkloozen aan al de andere beurzen van de streek en zelfs van het land, de officieele arbeidsbeurzen mede inbegrepen, doen kennen, maar nogmaals op voorwaarde dat die andere beurzen ten hunnen opzichte hetzelfde doen.

Samenwerking is geene ondergeschiktheid.

Tevens dienden de ministerieele omzendbrieven en de onderrichtingen van de gemeentelijke of intercommunale Crisisfondsen, die de inschrijving van den werklooze bij de officieele arbeidsbeurs verplichtend maken, te worden ingetrokken. Volgens de onderrichtingen van zekere Werkloozenfondsen, o. m. dit van Leuven, moet de werklooze, die zijn werkloosheid twee of drie keeren daags heeft doen controleeren bij zijn syndikale verzekeringskas, zich bovendien doen controleeren door de officieele arbeidsbeurs, wil hij den vergoedingstoeslag van het gemeentelijk of intercommunaal werkloozenfonds bekomen. De Officieele Beurs schrijft hem van ambtswege in onder de werkaanvragers, en wanneer de arbeider er in geslaagd is opnieuw werk te vinden, brengt zij dit op rekening van haar eigen activiteit. Aldus vult zij op artificieele wijze hare statistieken aan. Aldus ook leert men den weg naar de officieele werkbeurs, en trekt men de cliënteel van de vrije beurs weg. Op die wijze, eindelijk, is de werklooze het slachtoffer van nuttelooze plagerijen. Want de werkloozenkas heeft er alle belang bij de gevallen van bedriegelijke werkloosheid te ontdekken en een nauwgezet toezicht te kunnen houden. In dit opzicht kan men haar vertrouwen. Het toezicht van de officieele arbeidsbeurs geeft geen enkel bijkomstigen waarborg.

Het heeft nochtans zijn nut, van den werklooze te eischen dat hij bij een of meer arbeidsbeurzen ingeschreven is. Men moet de werkloozen ziften en, wanneer er een plaats open is, ze opleggen aan den werklooze die den arbeid vlucht en, bijaldien hij de gewenschte geschiktheden bezit, zijne werkloosheid zou willen bestendigen. Doch het is een misbruik te eischen dat de werkzoekende arbeider bij de officieele beurs wordt ingeschreven. Aan den arbeider moet de vrije keus worden gelaten en men moet hem zelfs aanzetten van al de plaatsingsinrichtingen gebruik te maken. Hij moet zich op zoo veel plaatsen mogelijk doen inschrijven. Kortom, het is noodig het verstrekken van werkloosheidsvergoedingen afhankelijk te maken van de inschrijving bij eene arbeidsbeurs. Doch geene bepaalde beurs moet het monopolie bezitten; te dien opzichte moet de zelfstandigheid van den werklooze geëerbiedigd worden. De werkgever, die werkvolk noodig heeft, zal zijne aanvragen indienen bij al de beurzen die hem zouden kunnen voldoen; hij moet zich niet bekommeren om te weten of het vrije of officieele beurzen zijn. Hij werft zijn personeel aan, niet waar hij *wil*, maar waar hij *kan* en waar hij kans ziet te gelukken.

Eindelijk, moeten de officieele beurzen teruggeplaatst worden op hun wezenlijk terrein, namelijk dat der plaatsing. Tegenwoordig, — nochtans minder op dit oogenblik dan kort na den wapenstilstand — poogt men er verzoenings- en scheidsinrichtingen van te maken. Welnu, voor het bijleggen der geschillen tusschen werkgevers en werklieden, bezitten wij door de wet ingestelde rechtsmachten : werkrechtcraden, nijverheids- en arbeidsraden, nationale en paritaire commissiën, enz. Men schaaft aan deze wettelijke instellingen, met de geschillen te onderwerpen aan de officieele arbeidsbeurzen. Deze bezitten geene bijzondere opdracht voor de beslechting der geschillen, wel integendeel. Hun paritair Comité, vrijelijk aangenomen in al de beroepen, kan heel goed geen

enkel lid bevatten van het beroep waar een geschil is gerezen. Met, zonder grond, aan de officieele beurs de opdracht te geven de geschillen tot zich te trekken voor wier oplossing de wet andere organen heeft voorzien, handelt men tegen den geest der wet.

Kortom, het is noodig :

1° de gelijkheid der toelagen vast te stellen tusschen de beide typen van plaatsingdiensten;

2° een strenge en onpartijdige inspectieregeling te treffen voor al de beurzen die toelagen ontvangen;

3° de beurzen te ordenen door een eenvoudige wederkeerige uitwisseling der inlichtingen;

4° de ministerieele of gemeentelijke omzendbrieven terug te trekken, welke de inschrijving van den werklooze bij de officieele beurs verplichtend maken;

5° aan de officieele beurzen de scheidsrechterlijke macht te ontnemen, welke haar tot nu toe was toegekend.

WETSONTWERP OP DE VERZEKERING TEGEN WERKLOOSHEID.

Het eenige middel om het Werkloozenfonds in zijn huidige vorm te gepasten tijde te doen verdwijnen bestaat in het indienen en goedkeuren van een wetsontwerp, waarbij aan alle werken tot verzekering tegen werkloosheid en aan de plaatsingsinrichtingen een wettig statuut gegeven wordt.

Dat ontwerp zou de medewerking van werkgevers, gemeenten en provincies moeten voorzien, alsmede de stichting van een Fonds voor Herververzekering.

Op die wijze zullen, op normalen tijd, voldoende reserves kunnen weggelegd worden om, bij nijverheidserisis, aan den Staat den al te zwaren last te besparen, die hij thans alleen te dragen heeft bij de huidige crisis.

Op grond van onze inlichtingen, kunnen wij verklaren dat de Regeering dat wetsontwerp bestudeert, en alles laat voorzien dat het eerstdaags ter Kamer zal neergelegd worden.

TECHNISCH ONDERWIJS.

Het ware zeker overbodig nog eens de dringende noodzakelijkheid te doen uitschijnen van de uitbreiding van ons beroeps- en technisch onderwijs, en te herhalen dat niets minder dan de toekomst van 's lands nijverheid daarmee innig samenhangt.

Dat heeft de Regeering ingezien en het Departement van Arbeid en Nijverheid houdt zich ijverig met dat zwaarwichtig vraagstuk bezig.

Uw verslaggever wenscht daarover de volgende, persoonlijke, beschouwingen ten beste te geven.

Ongetwijfeld kan het vraagstuk thans niet in zijn geheel opgelost worden. Men zou niet overal, op één dag, de vereischte scholen kunnen oprichten. Het ontbreekt daartoe aan de noodige leeraars, lokalen, werktuigen en voorbereiding.

Dat terrein dient echter voorbereid te worden, en in elk geval moet de uitbreiding van het onderwijs bevorderd worden door het oprichten van talrijke scholen, daartoe zullen niet alleen de openbare machten, maar ook het privaatininitiatief moeten aangesproken worden. Voor het lager onderwijs heeft zich dezelfde kwestie voorgedaan, en ze werd opgelost in bevestigenden zin, wat betreft de noodwendigheid scholen te hebben overeenkomstig met den wensch der huisvaders, met betrekking tot de wijsgeerige en zedelijke omgeving waarin de kinderen zich zouden bevinden; nog dringender stelt zich deze kwestie, waar het er, zooals hier, op aankomt, niet alleen werklieden, maar ook mannen en goede burgers te vormen.

Wie den huidige toestand van het nijverheids- en beroepsonderwijs kent, kan zijn bewondering niet onthouden voor het aanzienlijk getal uitstekende vrije scholen, opgericht door privaatininitiatief. Het stichten en onderhouden dier scholen heeft zeer groote krachtsinspanning gevergd, — en vergt die ook nu nog — vanwege al degenen, die ze ondersteunen; doch het staat vast, dat die krachtsinspanning niet meer in zoo hooge mate kan aangroeien, als noodig zal blijken met het oog op het verplichte technisch onderwijs.

In het lager onderwijs worden de leeraarswedden, zoowel voor vrije als voor officieele scholen, geheel door het Departement van Kunsten en Wetenschappen uitbetaald. Dat is niet het geval voor het Beheer van Nijverheids- en Beroepsonderwijs; wel schenkt de Staat ook hier, op gelijke wijze, toelagen aan alle scholen, gemeentelijke, beroeps- en vrije scholen. Doch gemiddeld bedraagt zijn steun slechts 45 t. h. van de goedgekeurde begrooting, en de andere openbare machten en private comiteiten moeten de begrooting verder aanvullen. Waar het officieele scholen geldt, wordt die begrooting natuurlijk aangevuld door provincie of gemeente; doch voor de vrije scholen is dat niet het geval; deze krijgen doorgaans slechts in enkele provincies of steden een officieele toelage; Brabant, Henegouw, Luik, b. v. en sommige groote steden verleen en geen toelagen aan de vrije beroepsscholen. Dat is trouwens ook weer anders, waar het niet-katholieke vrije scholen geldt.

De toestand van minderwaardigheid, waarin zich het vrije onderwijs bevindt, is bijzonder tragisch, wanneer men den toestand der leeraars beschouwt. Het gevolg daarvan is, dat de leerkrachten met de meeste moeite aan te werven zijn. In het gemeenteonderwijs worden de leeraars immers behandeld als ambtenaren, en aldus krijgt de kwestie van hun pensioen en van het pensioen voor weduwen en weezen vanzelf een oplossing. Niets van dat alles in het vrij onderwijs. Naar het schijnt, is de Minister voornemens die kwestie te onderzoeken: ik hoop dat hij een oplossing zal weten te vinden en dat de Kamer zich zal haasten hem de daartoe noodige bijkredieten toe te staan.

Alhoewel dus het vraagstuk niet op één dag kan opgelost worden, dienen evenwel de grondslagen gelegd voor een zoo spoedig mogelijke oplossing. De Bestendige Commissie heeft daarbij op den voorgrond geplaatst: 1^o het statuut der leeraars; 2^o het inrichten van normaalteergangen voor de opleiding van leeraars voor het technisch onderwijs.

Verleden jaar reeds heeft onze achtbare collega, de heer Van Caeneghem,

een wetsontwerp ingediend op het technisch onderwijs. Het ware hoogst wenschelijk te onderzoeken welke deelen van dat ontwerp uitvoerbaar zijn. Ik twijfel er overigens niet aan, of de Regeering zal ons binnenkort haar meening aangaande dat omvangrijk en gewichtig vraagsuk te kennen geven.

ARBEIDSTOEZICHT.

Het Arbeidstoezicht is thans naar behooren ingericht.

Zooals bij het Mijnbeheer, bestaat het uit een kader ingenieursopzieners, en een kader arbeidsopzichters, die voortaan bij wijze van vergelijkend examen zullen aangeworven worden, volgens de voorschriften van twee, onlangs uitgevaardigde, Koninklijke besluiten.

Die examens voor arbeidsopzieners zijn toegankelijk voor de houders van een, door een Belgische Universiteit uitgereikt, ingenieursdiploma; en de examens voor opziensters, opzichters en opzichtsters, voor Belgen van 25 tot 40 jaar.

De inrichtingsverordening van het Departement van Arbeid voorziet de benoeming van :

- 1 eersten algemeenen opziener ;
 - 8 algemeene opzieners en hoofdopzieners-bestuurders ;
 - 7 eerstaanwezende opzieners ;
 - 1 eerstaanwezende opzienster ;
 - 16 opzieners ;
 - 1 eerstaanwezend opzichter ;
 - 1 opzienster ;
 - 35 opzichters en opzichtsters ;
- d. i. een totaal van 70 technische éénheden, het bestuurskader niet meegetrekkend.

Die beide kaders zijn voltallig.

Sedert den wapenstilstand is de ambtsbevoegdheid van de ambtenaren van het Arbeidstoezicht merkelyk uitgebreid.

Waar zij vroeger niet mochten ingrijpen in de arbeidsgeschillen, worden zij nu dikwijls verzocht, zoowel vanwege de werkgevers als vanwege de vakbonden, om op te treden als bemiddelaars en zelfs als scheidsrechters.

Bij Koninklijk besluit van 30 Maart werd dan in dien zin gewijzigd het reglement van 22 October 1893 tot instelling van het Toezicht over den Arbeid, de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen.

Daarin wordt bepaald als volgt :

- « De in de artikelen 1 en 2 bedoelde ambtenaren en afgevaardigden
- » hebben tot plicht, buiten hun ambtsverrichtingen zooals die omschreven
- » zijn in de andere bepalingen van dit besluit, de adviezen en statistische of
- » andere gegevens te verstrekken, die hun gevraagd worden door den
- » Minister, om de uitslagen van de arbeidswetten na te gaan en de in te
- » voeren hervormingen te bestudeeren.

« Daarenboven kan de Minister hun elke opricht geven, tot voorkoming

» of beslechting van arbeidsgeschillen ; hij kan hun ook de zorg toever-
» trouwen, alle onderzoeken in te stellen en opsporingen te doen, inzake
» den arbeid, welke binnen de bevoegdheid van het Ministerie van Nijver-
» heid, Arbeid en Bevoorrading vallen. »

Daaruit kan men besluiten dat geen ambt meer technische en administratieve kennis vergt, meer kiesheid, voorzichtigheid en beleid dan dat van arbeidsopziener.

Niet alleen zijn die ambtenaren de Regeeringsafgevaardigden voor de uitvoering der wetten inzake arbeidspolitie, maar zij oefenen een echte maatschappelijke magistratuur uit, wanneer zij bij de geschillen optreden als bemiddelaars of als scheidsrechters.

Hun grootste bezorgdheid moet wezen de strengste onpartijdigheid aan den dag te leggen en zich ook niet in het minst bloot te stellen aan critiek, waar het geldt hun betrekkingen met de bedrijfshoofden, over wier fabrieken of werkplaatsen zij toezicht te houden hebben.

Het ware b. v. niet aan te nemen dat een arbeidsopziener vanwege een bedrijfshoofd eenige vergelding zou eischen voor de toepassing, in een werkhuis, van een stelsel van inzameling van grondstoffen, waardoor het werk van het arbeidspersoneel minder gevaarlijk of minder ongezond wordt.

Het ware evenmin aan te nemen, dat een arbeidsopziener zich zou bemoeien met het beheer eener zaak, waarover hij toezicht heeft te oefenen krachtens zijn ambt, of vennoot werd van een bedrijfshoofd voor de exploitatie van een brevet.

Die ambtenaars zijn dus verplicht er van af te zien voordeel te trekken uit een groot deel der kennis, die zij op de Universiteit of bij ervaring hebben opgedaan.

De hun toegekende wedden zouden moeten berekend worden in verhouding tot hun kennis en tot de van hen gevergte beroepseerlijkheid. Wij zijn van oordeel dat hun huidige bezoldiging daarmede geen rekening houdt. Ook wordt het aanwerven van die ambtenaren uiterst moeilijk.

Wegens den benarden toestand der schatkist, doen wij dit jaar geen voorstellen dienaangaande, doch wij spreken den wensch uit dat de arbeidsopzieners op zijn minst zoo goed bezoldigd zouden worden als de griffiers bij de rechtbanken van eersten aanleg. De wet van 31 Juli 1921 stelt de wedde van deze laatsten vast van 13,000 tot 16,000 frank.

De arbeidsopzieners hebben een aanvangswedde van 8,000 frank en een maximumwedde van 13,000 frank.

Jaar 1921.

Van de talrijke arbeidsgeschillen die, in den loop van dit jaar, aan de eerste afdeling van het arbeidstoezicht werden onderworpen, hebben er 98 aanleiding gegeven tot rechtstreeks ingrijpen van de ambtenaren van het toezicht.

Daarbij waren er 27 latente geschillen, en 71 stakingen. In 29 gevallen, is er geen oplossing gevonden, ofwel heeft deze de door de werkgevers getrof-

fen of voorgestelde schikkingen niet gewijzigd; ofwel is ze ons niet bekend.

47 geschillen werden beslecht door een overeenkomst tusschen partijen; 22 andere kwamen voor het scheidsgerecht. In vier gevallen viel de uitspraak van het scheidsgerecht uit ten gunste van de werklieden, in vijf werd de stelling der werkgevers aangenomen, in twaalf gevallen werd een gemengd vonnis uitgesproken, en een geval is nog aanhangig.

Viermaal werd in beroep gegaan bij het scheidsgerecht, en in een geval was de uitslag gunstig voor de werklieden, in twee gevallen voor de werkgevers en in het laatste geval werd een gemengde beslissing genomen.

Klasse.	Nijverheid.	Latente geschil- len.	Stakin- gen.	Lockout.	Ingrijpen van het arbeidstoezicht.									
					Uitslagen.			Scheidsrechterlijke uitspraken.						
					Geen of onbekend	Overeen- komst.	Scheids- gerecht.	Gunstig voor de		Gemengd	In beroep.	Gunstig voor de		Gemengd
								werklid.	werkgev.			werklid.	werkgev.	
III	Metaalnijverheid	3	9	—	3	7	2	—	—	2	—	—	—	—
IV	Ceramiek	3	8	—	3	3	5	—	2	3	2	—	—	—
V	Glasnijverheid	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
VI	Scheikundige nijverheid	5	4	—	1	4	4	—	2	2	—	—	—	—
VII	Levensmiddelen	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
VIII	Textielnijverheid	2	9	—	2	5	4	1	—	3	1	—	—	1
IX	Kleederbedrijf	—	4	—	1	2	1	—	—	1	—	—	—	—
X	Bouwvak	4	9	—	4	8	3	1	—	1	—	—	—	—
XI	Houtnijverheid	4	8	—	4	6	2	1 inst. 1	—	—	—	—	—	—
XII	Ledernijverheid	2	8	—	4	5	—	—	1	—	—	—	—	—
XIII	Tabaknijverheid	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
XIV	Papiernijverheid	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
XV	Boekbedrijf	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
XVII	Transportbedrijf	—	2	—	2	—	—	—	—	—	1	1	—	—
XVIII	Bijzondere en allerhande takken van nijverheid.	1	5	—	—	5	1	1	—	—	—	—	—	—
		27	71	—	29	47	22	1 + 4	5	12	4	1	2	1

27 December 1921.

PARITAIRE COMMISSIES.

Sedert den oorlog werd het Arbeidstoezicht gelast op te treden bij de collectieve geschillen tusschen kapitaal en arbeid.

Ten einde te beraadslagen over de loons- en arbeidsvoorwaarden in sommige takken van nijverheid, zijn verschillende landelijke of gewestelijke comiteiten tot stand gebracht. Die comiteiten bestaan uit een-gelijk-aantal leden van den kant der werkgevers en van den kant der werknemers, en staan onder het voorzitterschap van den dienstoverste van het Arbeidstoezicht, uitgenomen voor de volgende gewestelijke comiteiten : Textielnijverheid in beide Vlaanderen, borstelnijverheid, vlasroot- en vlashekelnijverheid in het Kortrijksche en de klompennijverheid in het Land van Waas, waar het voorzitterschap wordt waargenomen door den Arbeidsopziener van het gebied.

Het verslag over de vergaderingen, alsmede de tekst der overeenkomsten vastgesteld bij eenparigheid der leden, verschijnen in het *Arbeidsblad*.

Thans zijn de volgende comiteiten in werking.

Nationaal Comiteit : voor machienbouw;

- | | | |
|---|---|---|
| — | — | havenarbeid, te Antwerpen; |
| — | — | van het transportbedrijf : (1 afdeeling voor de tramwegen,
1 voor de buurtspoorwegen en 1 voor de automobielen); |
| — | — | voor het bouwvak, (grootte bouwwerken); |
| — | — | hout- en meubelnijverheid ; |
| — | — | openbare diensten (1 afdeeling voor gaz, 1 afdeeling voor electriciteit ; |
| — | — | spiegelnijverheid ; |

Gewestelijk comiteit voor de borstelnijverheid ;

- | | | |
|---|---|---|
| — | — | textielnijverheid in de beide Vlaanderen; |
| — | — | holglasblazerij ; |
| — | — | vlasroot- en vlashekelnijverheid in het Kortrijksche; |
| — | — | klompenmakerij in het Land van Waas; |

Nationaal — het bakkersbedrijf ;

- | | | |
|---|---|---|
| — | — | Hôtels, restauraties en dranksluiterijen (2 afdeelingen). |
|---|---|---|

De bedrijvigheid dier comiteiten spreekt uit het aantal zittingen, aangegeven in de hierbijgaande tabel. Andere inrichtingen van denzelfden aard worden voorbereid.

Sedert eenigen tijd wordt de bedrijvigheid der paritaire Commissies ook in beslag genomen door de oplossing van het vraagstuk der loonsvermindering.

Wegens de toepassing der wet van 14 Juni 1921, moeten die Commissies vergaderen, om adviezen uit te brengen aangaande de hun door den Minister voorgelegde punten.

Wij denken dat het in hooge mate wenschelijk ware, met het oog op de verstandhouding tusschen de twee factoren van voortbrenging, Kapitaal en Arbeid, dat een wet werd aangenomen, waarbij de paritaire Commissies wettelijk worden ingesteld en hun werkkring omschreven.

Verleden jaar reeds heeft uw verslaggever de eer gehad een wetsvoorstel op dat stuk in te dienen, hetwelk echter door de onthinding der Kamers vervallen is ;

het is, aangevuld en gewijzigd, opnieuw bij de Kamer ingediend. Wij verzoeken onze achtbare collega's ons de eer aan te doen, dit voorstel te onderzoeken, met de hoop dat het hun goedkeuring moge wegdragen.

**Lijst der paritaire Commissies, officieel ingesteld
bij Ministerieel besluit.**

Naam.	Datum van het besluit	Aantal afge- vaardigde ⁿ van de werkgevers.	Aantal afge- vaardigde ⁿ van de werknemers.	Aantal vergaderinge ⁿ .
Nationaal Comité voor machi- nenbouw.	25 Juni 1919.	9	9	43
Gewestelijk Comité voor de hol- glasblazerij	1 September 1919.	3	3	11
Gewestelijk Comité voor textiel- nijverheid in beide Vlaanderen (5 afdelingen)	15 October 1919.	37	37	103
Nationaal Comité voor den ha- venarbeid te Antwerpen . . .	12 November 1919.	8	8	61
Nationaal Comité voor gas- en electriciteitsdiensten.	29 November 1919.			
a) Gas.		7	7	9
b) Electriciteit		7	7	14
Nationaal Comité voor de Spie- gelgieterij ,	30 Januari 1920.	3	3	19
N. C. van hout- en meubelnijver- heid	7 Februari 1920.	8	8	19
N. C. het bouwvak (grootte bouw- werken).	7 Februari 1920.	6	6	25
N. C. voor transportbedrijf . .	10 Maart 1920.			
a) Buurtspoorwegen.		5	5	15
b) Tramwegen		5	5	14
c) Automobielen	13 December 1921.			
Openbare diensten		5	5	3
Privaatdiensten		4	4	
Gewestelijk Comité voor de bor- stelnijverheid (West Vlaanderen)	3 December 1920.	4	4	»
G. C. voor de Klompenmakerij in het land van Waas	27 September 1921.	5	5	15
N. C. voor het broodbakkersbe- drijf:	8 Februari 1922.			
1 ^{ste} afdeling.		3	3	9
2 ^{de} afdeling.		3	3	
N. C. voor hotel- restauratie- en dranksluizersbedrijf:	9 Februari 1922.			
1 ^{ste} afdeling.		4	4	4
2 ^{de} afdeling.		4	4	

HET WONINGVRAAGSTUK.

Het woningvraagstuk blijft steeds in hooge mate onrustwekkend.

De hooge prijzen van bouwstoffen en arbeidsloon houden het privaat-initiatief tegen, evenzeer als de vrees voor een waarschijnlijke waardevermindering der gebouwen en der huurprijzen : privaatpersonen vinden trouwens zonder moeite een voordeelijker belegging van hun beschikbare kapitalen in de Staatsfondsen.

Afgezien van het herbouwen der door den oorlog vernielde woningen, leggen alleen de door de Nationale Maatschappij voor Goedkoope woningen aangenomen inrichtingen een loffelijke bedrijvigheid aan den dag.

Verleden jaar hebben ze vijf tot zes duizend woongelegenheden gebouwd. Dit jaar zal dat aantal waarschijnlijk verdubbeld worden, en gezien het aangroeiend getal maatschappijen die gesticht worden, mag men er zeker van zijn, dat het aantal nieuwe woningen elk jaar snel zal toenemen, op voorwaarde dat de Regeering aan de Nationale Maatschappij alle noodige kapitalen bezorgt.

Ten aanzien van den toestand der Staatskas, zal dat van den Staat veel moeite en groote opofferingen vergen; doch die opoffering moet hij zich getroosten, naar onze meening, wil men voorkomen dat de woningnood de ergste gevolgen na zich sleept.

Moeten de Staat en de andere openbare machten evenwel alleen de noodige geldmiddelen verschaffen voor het bouwen der ontbrekende 100,000 woongelegenheden? Kan geen beroep gedaan worden op privaat-kapitaal en kan het spaargeld der bevolking daartoe niet benuttigd worden?

De Minister van Nijverheid en Arbeid heeft een gelukkige ingeving gehad, als hij het vraagstuk uit dien boek beschouwd heeft. De door hem geschetste oplossing, in zijn redevoering van Maart 1922, tijdens een interpellatie, is aantrekkelijk en vol beloften, want ze strookt met den aard van ons volk. Het is reeds lang geleden dat men gezegd heeft « Eigen haard is goud waard », en eens te meer hebben de door de wet van 9 Augustus 1889 bereikte uitslagen het levendig verlangen van elken Belg, om eigenaar te worden van zijn haartede, doen uitkomen.

De Minister van Nijverheid en Arbeid heeft voorgeslagen aan elk minder bemiddelden persoon, die een nieuwe woning voor eigen gebruik wil bouwen, een premie te verleen van een vijfde van den bouw prijs, op voorwaarde dat die persoon de overige $\frac{4}{5}$ bezit of elders opneemt.

De Maatschappijen voor Werkmanswoningen zullen hier nuttig werk kunnen verrichten, door die $\frac{4}{5}$ geheel of gedeeltelijk voor te schieten, op voorwaarden dat het, thans door de Algemeene Kas vastgestelde bedrag der toelagen verhoogd wordt in verhouding tot de stijging der bouwkosten.

Een eenigzins hooge Staatstoelage zou moeten voorzien worden voor de kroostrijke gezinnen, die over meer dan drie slaapkamers moeten beschikken om behoorlijk gehuisvest te zijn, t. t. z. met inachtneming der regelen van gezondheid en zedelijkheid.

Die wijze met Staatssteun, voorgeslagen door den achtbaren Minister

Moyersoën, schrikt ons niet af noch doet ons aarzelen : in het buitenland is dezelfde maatregel toegepast — hierop dient de aandacht gevestigd — ze vergt minder kosten vanwege de Staatskas dan het thans in zwang zijnde stelsel van Staatsvoorschotten aan de Nationale Maatschappij voor goedkoopere woningen.

De beide vormen van ondersteuning, de thans van kracht zijnde en diegene, voorgesteld door de Regeering, sluiten elkander niet uit noch schaden elkander; ze vullen elkander integendeel op de gelukkigste wijze aan.

Voortaan zoo niets meer beletten dat de Nationale Maatschappij aan de aangenomen Maatschappijen machtiging verleent tot het verkoopen der door hen opgerichten huizen, op voorwaarde dat de aankoper de noodige fondsen bezit of krijgt van een maatschappij, aangesloten bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas. Op die manier zou de verkoopende maatschappij onmiddellijk den prijs van het verkochte huis weder kunnen beleggen in het bouwen van een nieuwe woning.

Wij verhaasten ons dus onze instemming te betuigen met de inzichten van den Minister van Nijverheid en Arbeid. Wij verwachten de beste uitslagen van zijn initiatief en niten de hoop dat de regelen en de voorwaarden inzake toekenning der Staatspremies, eerstdaags zullen voorgesteld worden.

Wil dat zeggen dat wij aldus spoedig de volledige oplossing van den woningnood mogen tegemoetzien?

Helaas! Daar zijn nog twee hinderpalen in den weg : de duurte der bouwstoffen en het tekort van arbeidskrachten.

Wij achten het ons tot een plicht de aandacht der Regeering daar met nadruk op te vestigen.

INTERNATIONALE WETGEVING.

Op de vergadering van 16 Maart 1921, heeft de Regeering een wetsontwerp neergelegd, houdende goedkeuring van de ontwerpen van overeenkomst, aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie, te Washington, gehouden van 29 October tot 29 November 1919 (Bescheiden, n^o 171).

Op de vergadering van 26 Juli 1921, heb ik de eer gehad, in naam van de Middenafdeeling, het verslag in te dienen betreffende dat wetsontwerp. (Bescheiden, n^o 308.)

Het schijnt mij volstrekt noodzakelijk opnieuw te wijzen op : 1^o de overeenkomsten, aangenomen te Washington; 2^o op de gevolgtrekkingen van ons verslag; 3^o den huidige stand der kwestie.

De te Washington aangenomen overeenkomsten zijn 6 in getal :

1^o Overeenkomst tot beperking van den arbeidsduur in de nijverheids-gestichten op 8 uur per dag en op 48 uur per week ;

2^o Overeenkomsten inzake werkloosheid ;

3^o Overeenkomst inzake den arbeid van vrouwen vóór en na de bevaling ;

4^o Overeenkomst betreffende den nachtarbeid van vrouwen ;

5^o Overeenkomst tot bepaling van den minimumleeftijd voor de toelating der kinderen in de nijverheidsbedrijven ;

6^o Overeenkomst betreffende den nachtarbeid der kinderen in de nijverheid.

De tweede overeenkomst is die welke betrekking heeft op de werkloosheid. Zij verplicht de leden der inrichting, niterlijk om de drie maanden, aan het Internationaal Arbeidsbureau, al de inlichtingen mede te deelen, van statistieken aard of andere, welke de werkloosheid betreffen. Zij voorziet de oprichting, onder het toezicht van het hoofdbestuur, van kosteloze plaatsingsbureelen die door eene paritaire commissie zijn beheerd. In de landen waar de werkloosheidsverzekering is ingericht, zullen de werklieden, behorende tot de natie van elk der leden, bij wijze van wederkeerigheid, vergoedingen ontvangen van gelijke waarde als die door de Belgische werklieden worden ontvangen. (Zie bijlage III.)

Om van kracht te worden, moet deze overeenkomst, vooraf worden goedgekeurd door drie leden van de inrichting, geregistreerd door den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond en door hem genotificeerd aan de leden van de inrichting. Tot nog toe werd deze notificatie niet gedaan.

Men weet dat, sedert weinigen tijd, de Belgische Regeering officieele arbeidsbeurzen heeft ingesteld, onderworpen aan het officieele toezicht van het hoofdbestuur en beheerd door werkgevers en werknemers. De door deze arbeidsbeurzen geregistreerde statistieke uitslagen worden om de maand bekendgemaakt door de zorgen van den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading. De werkloosheidsverzekering wordt ingericht en de in België arbeidende vreemde werklieden ontvangen dezelfde vergoedingen als onze landgenoten.

De voornaamste bepalingen der overeenkomst betreffende de werkloosheid zijn dus feitelijk in ons land van kracht geworden.

*
* * *

De overeenkomsten 3 en 4 hebben betrekking op den vrouwenarbeid. De eerste betreft het doen arbeiden van de vrouwen vóór en na de bevalling; zij is van toepassing op het personeel in de nijverheid- en handelsinrichtingen. De voorziene beschermingsmaatregelen zijn ten getale van vier: 1^o verbod van te arbeiden gedurende zes weken vanaf de bevalling; 2^o vrijheid om, zes weken vóór de bevalling, en op overlegging van een geneeskundig getuigschrift deze mogelijkheid vaststellende, den arbeid te staken; 3^o vergoeding voor den tijd van werkloosheid door een stelsel van verzekering of van openbare toelagen; uitkeeringen der kosten van geneesheer en apotheker; 4^o de zoogende moeder heeft recht op twee rusttijden van een half uur om, in den loop van den arbeid, haar kind te kunnen zoogen.

Het arbeidscontract kan, in den loop der onder 1^o en 2^o aangeduide termijnen, door den werkgever niet worden opgezegd.

De wet van 13 December 1889 op den arbeid van vrouwen, volwassenen en kinderen in de nijverheidsinrichtingen, gewijzigd door de wet van 26 Mei 1914, zegt in haar artikel 5, dat de vrouwen niet aan den arbeid mogen gehouden worden gedurende de vier weken die op de bevalling volgen.

De tweede overeenkomst betreffende den vrouwenarbeid had, in den aanvang, voor doel de op 26 September 1896, te Bern gesloten overeenkomst uit te breiden tot al de Staten die tot dezelve nog niet waren toegetreden. België heeft deze overeenkomst goedgekeurd door de wet van 20 Mei 1908 en de officieele toetredingen werden, op 20 Juni 1908, te Bern overgelegd. De wet van 10 Augustus 1911 heeft de bepalingen der overeenkomst in een wetstekst vastgelegd. De wet van 1911 is opgenomen in den samengeoordenden tekst der wet op den vrouwen- en kinderarbeid, bekend gemaakt ter uitvoering der wet van 26 Mei 1914.

Doch tijdens de behandeling werd de herziening van de Berner Overeenkomst onderzocht en aangenomen.

Alzoo was de Overeenkomst van Berne slechts van toepassing op de nijverheidsinrichtingen welke ten minste tien werklieden tellen; in de Overeenkomst van Washington wordt deze beperking weggelaten. De Belgische wetgeving maakt geen onderscheid tusschen de inrichtingen, gegrond op het cijfer hunner arbeidersbevolking. Artikel 31 der wet van 14 Juni 1921 tot instelling van den achturedag of de acht en veertig urenweek stemt, door zijne artikelen 7 tot 21bis, overeen met de Overeenkomst van Washington.

Deze laatste bepaalt eene reeks verzachtingen aan het wettelijk regiem voor Indië en Siam, alsmede voor de landen waar het klimaat den dagarbeid bijzonder bezwaarlijk maakt (zie bijlagen IV en V).

De overeenkomsten 5 en 6 hebben betrekking op den kinderarbeid. Zij werden door de Internationale Arbeidsconferentie bij eenparigheid goedgekeurd (zie bijlagen VI en VII).

De eene betreft de toelating der kinderen in de nijverheidsinrichtingen; zij bepaalt dezer ouderdom op 14 jaar, behalve voor wat Indië betreft, doch in dit land mogen de kinderen van minder dan 12 jaar niet aan den arbeid worden gezet in eene reeks van vernoemde inrichtingen. In Japan, kunnen de kinderen van meer dan 12 jaar voor den arbeid worden toegelaten, indien zij hun lager onderwijs hebben voltooid; voor de kinderen van 12 tot 14 jaar, kunnen overgangsbepalingen worden aangenomen.

Sedert de wet van 26 Mei 1914, kunnen de kinderen slechts vanaf den ouderdom van 14 jaar tot den arbeid worden toegelaten in de inrichtingen aan de wet onderworpen; deze grens wordt verlaagd tot 13 jaar voor de kinderen die een studiebewijs bezitten, afgeleverd overeenkomstig de wet tot inrichting van den leerplicht. Deze vrijheid valt weg van zoodra de wet van 14 Juni 1921, tot instelling van den achturedag en de acht-en-veertig-urenweek, van kracht wordt. (Art. 31, art. 3).

De andere overeenkomst betreft den nachtarbeid der kinderen in de nijverheidsbedrijven. De grondslagen eener internationale overeenkomst waren in 1913 te Bern gelegd geworden; de oorlog heeft niet toegelaten ze op eene bestendige wijze aan te passen. De Overeenkomst van Washington, daaromtrent, kan als volgt worden samengevat: zij is van toepassing op de nijverheidsinrichtingen; zij verbiedt, des nachts, kinderen van minder dan achttien jaar oud, te doen arbeiden; echter wordt de leeftijdsgrens tot zestien jaar verschoven voor de werken die, — in vijf bedrijven, bij artikel 2

vernoemd, — wegens hunnen aard, noodzakelijk dag en nacht moeten voortgezet worden.

De nacht is de tijdruimte liggende tusschen 10 uur 's avonds en 5 uur 's morgens.

Bijzondere bepalingen betreffen den arbeid in de steenkolen- en bruinkolenmijnen en in het broodbakkersbedrijf.

Een bijzonder stelsel, met vergeldenden rusttijd, kan aangenomen in de warme landen. De vroegere verbodsbepalingen worden opgeheven, in geval van overmacht, of wanneer het openbaar belang dit eischt, voor de kinderen van 16 tot 18 jaar. Aan Japan worden zekere termijnen toegestaan.

Een bijzonder stelsel werd in den loop der besprekingen voorzien ten voordeele van de gewesten door den oorlog verwoest, en van deze waar het werk gedurende langen tijd was stilgelegd ten gevolge van de vijandelijke bezetting. De tekst van de overeenkomst maakt er geen melding van, maar men heeft erkend dat dit gebeurde om louter juridische gronden, daar het vraagstuk opnieuw voor de Conferentie van 1921 moest komen. Daarom zegt artikel 31, «art. 7», van de wet tot instelling van den acht-uren dag, en de 48-uren week, na het verbod van den nachtarbeid voor de jongens van minder dan 18 jaar : «onder voorbehoud van de beslissingen door de Internationale Arbeids-Conferentie van 1921 bij voorkomend geval te nemen ter uitvoering van de voorstellen welke aan die van Washington werden voorgesteld».

De overeenkomsten van Washington zijn niet het werk van eene partij, noch van eene school, noch van eene klasse. Om ze goed te keuren waren daar vereenigd de afgevaardigden van de Regeeringen, de vertegenwoordigers van de patroons en de vertegenwoordigers van de werklieden. Het ontwerp van overeenkomst tot verkorting van het getal werkuren in de nijverheids-ondernemingen tot 8 uren per dag en 48 uren per week, werd aangenomen met 83 stemmen tegen 2 (de patroonsafgevaardigden van Canada en Noorwegen) en ééne onthouding. De overeenkomst betreffende den arbeid der vrouwen vóór en na de bevalling werd aangenomen met 67 stemmen tegen 10 en 11 onthoudingen. De bepalingen betreffende den nachtarbeid van vrouwen en kinderen werden goedgekeurd, de eerste met 94 stemmen tegen één, de tweede met 93 stemmen zonder eenige oppositie.

Bestuilen van ons verslag van 26 Juli 1921.

Na de overeenkomsten van Washington in oogenschouw genomen te hebben is de beslissing die zich o. d. opdringt, dat België eene ernstige poging heeft gedaan om de bepalingen van deze overeenkomsten in zijne wetgeving in te voeren of om ze te bekrachtigen door bestuursmaatregelen. De maatregelen betreffende den leeftijd der kinderen voor de aanneming in de industrie, deze betreffende den nachtarbeid van vrouwen en kinderen, deze betreffende den 8 uren-arbeid en de 48 urenweek. De maatregelen voorzien door de Conventie inzake de werkloosheid worden in werking gebracht door bestuursbepalingen. Daar blijft enkel de toestand van de

arbeidster, vóór en na de bevalling, dien wij nog ernstig moeten onderzoeken; wij mogen hopen dat wij op dien weg een doelmatigen steun zullen vinden bij de zoo bloeiende en zoo talrijke mutualiteiten in ons land.

Doch naar onze meening, zegden wij hooger, moeten wij voorbehoud maken ten aanzien van de Overeenkomst betreffende den 8-urendag en de 48-urenweek.

De reden van onze afwachtende houding is dat wij ons, na de aanneming van de Overeenkomst, daardoor zouden verbinden voor elf jaar, dat wij gedurende dien tijd niet vrij zullen zijn wat ook te wijzigen in de wettelijke bepalingen, zelfs wanneer onze mededingers weigeren eene wet te maken in overeenstemming met de Overeenkomst, of wanneer deze wet slechts toepasselijk is voor een beperkt getal instellingen, of nog wanneer de toepassing te wenschen over laat.

Alvorens de gevraagde verbintenis aan te gaan heeft België het recht navraag te doen over de inzichten in den vreemde.

Deze inzichten zijn op zijn minst twijfelachtig. Eene gezaghebbende stem heeft het voor ons gezegd en de feiten bevestigen schitterend deze meening

* * *

Wij stellen aan de Kamer niet voor hare stem uit te brengen tegen de Overeenkomst inzake den acht-urendag.

Wij vragen haar integendeel duidelijk haar verlangen te doen kennen deze Overeenkomst zoo spoedig mogelijk te kunnen onderteekenen.

Maar wij vragen aan de Kamer hare eigen beslissing te willen schorten tot op het oogenblik dat wij de beslissingen zullen kennen getroffen door de groote produceerende en mededingende natiën die ons omringen, namelijk Frankrijk, Engeland, Duitschland en Italië.

Ten aanzien van zijne zoo werkzame, zoo wel opgeleide, zoo moedige arbeidersbevolking heeft België zijn plicht gedaan door de wet op den acht-uren-dag. De 8-uren-wet bestaat, zij zal worden toegepast.

Moeten wij verder gaan en ons verbinden niet aan de wet te raken gedurende 11 jaar, zelfs wanneer de andere landen de 8-uren-wet verwerpen of de beginselen door Washington aangenomen enkel toepassen met verzachtingen en verminderingen die ons in een volstrekten staat van minderwaardigheid stellen?

De gezonde zin alleen antwoordt op deze vraag. Wij vragen niet beter dan deze verbintenis aan te gaan, maar op voorwaarde dat wij niet de eenigen zijn om ze aan te nemen en te houden.

Wij hopen dat aldra het uur zal slaan waarop wij zonder achterdocht de overeenkomst betreffende den 8-uren-dag kunnen aannemen.

STAND VAN HET VRAAGSTUK.

Door de Kamerontbinding was het wetsvoorstel der Regceering betreffende de Conventie van Washington vervallen. Anderzijds deed zich een nieuw feit voor dat ik aan de Kamer wensch voor te leggen.

Op de derde Internationale Arbeidsconferentie die heeft plaats gehad te Geneve in 1921, werd er vastgesteld dat meer dan een land zich in denzelfden toestand bevond als België. Monseigneur Nolens, Regeeringsafgevaardigde der Nederlanden, heeft dan, naar aanleiding der bespreking van het verslag van den bestuurder van het Internationaal Arbeidsbureau, de volgende vraag gesteld :

« Ware het niet wenschelijk dat de Leden, die besloten zijn eene Conventie goed te keuren, op dit oogenblik weten welke de andere leden zijn, die eveneens besloten zijn dezelfde conventie te bekrachtigen? Welke maatregelen zouden er kunnen getroffen worden om er de zekerheid van te bekomen?

« Ik zal een onlangs gebeurd voorbeeld vermelden : dit van België, hetwelk tusschen beide daden een nauwkeurig onderscheid heeft gemaakt; inderdaad, eenerzijds heeft België, in zijne wet op de werkuren, zorg gedragen zich naar de bepalingen der Conventie van Washington te schikken, en, anderzijds heeft het tot hiertoe, ter oorzake van den algemeenen internationalen toestand, de bekrachtiging voorbehouden.

« Er zijn daar dus twee daden die, mijns inziens, met al de lenigheid welke de verschillende nationale grondwetten meebrengen, moeten gesteld worden.

Waarop M. Albert Thomas, bestuurder van het Internationaal Arbeidsbureau, heeft geantwoord :

« Is het mogelijk dien toestand te verhelpen? Mgr Nolens heeft op al het verstand der internationale geesteselite beroep gedaan. Bij gebrek aan verstand hebben wij ten minste overleveringen. Ik zal zoo vrij zijn de woorden van M. Hudson, rechtskundig raadsheer, — woorden vermeld op bladzijde 176 van het verslag der Internationale Conferencie van Washington, — te herhalen. Ik geloof dat dit ietwat vergeten verslag ons eene practische proceduur, welke ons zal toelaten de mogelijkheid te overwinnen, zal verschaffen. Ik lees inderdaad :

» In eenige gevallen kunnen de leden der Arbeidsorganisatie niet verlangen het ontwerp van conventie, zonder de andere leden der organisatie, te bekrachtigen. Natuurlijk mag elk lid der Arbeidsorganisatie, om zijne bekrachtiging aan den algemeenen secretaris van den Volkenbond mee te deelen, wachten tot dat hij de zekerheid heeft, dat eenige andere leden verlangen te bekrachtigen; of wel is het mogelijk, dat een lid zijne bekrachtiging afhankelijk maakt van de andere leden der Arbeidsorganisatie; en, in dit geval begrijpt men heel goed dat die voorwaardelijke bekrachtiging slechts dan door den algemeenen secretaris zal geregistreerd worden, wanneer de voorwaarden ervan zullen vervuld zijn. »

Het blijkt dus uit de verklaring van M. Thomas, dat de landen, die in den toestand van België verkeerden, het vermogen hebben de Conventies *voorwaardelijk* te bekrachtigen in dezen zin, dat de bekrachtiging slechts definitief zal worden, op het oogenblik dat de naburige groote nijverheidslanden hunne goedkeuring aan de Conventie zullen gehecht hebben.

Zooals ik hooger zegde, vormt dit een nieuw feit, waarvan de belangrijk-

heid onze Regeering zeker niet zal ontsnappen. Zoodra Europa uit dezen troebelen tijd, waartegen het op den oogenblik worstelt, zal getreden zijn, zal het noodig zijn de aandacht van het Parlement op deze voorwaardelijke Conventie te vestigen, in de hoop op goede uitkomst.

TWEEDE DEEL.

Algemeene opmerkingen.

Een lid heeft gevraagd dat de verslaggever de Regeering zou wijzen op de noodzakelijkheid van een zorgvuldig onderzoek betreffende de mogelijke personeelbeperking, vooral in de centrale diensten. De besparingen mogen niet op de traktementen der ambtenaars verwezenlijkt worden. Die traktementen zijn, voorzeker, niet te hoog. Maar de besparingen moeten twee dingen betreffen : 1° nuttelooze diensten en werk afschaffen ; 2° eene maximum werklevering eischen.

Evenwel heeft deze opmerking geenszins de beteekenis van eene lichtvaardige beknibbeling van ons ambtenaarskorps. Men moet rechtvaardig wezen en men mag zich niet al te zeer laten beïnvloeden door onduidelijke, ongegronde en weinig nauwkeurige beschuldigingen, die zouden laten vermoeden dat onze departementen vol zitten met ambtenaars-bureelkrukken, die niet of weinig werken voor zware traktementen.

Dergelijke volstrekt ongegronde beschuldigingen uitbrengen ware eene onrechtvaardigheid.

Te dezer gelegenheid mogen wij zeggen dat het Ministerie van Nijverheid en Arbeid over 't algemeen een gewetensvol, vlijtig en bekwaam personeel bezit. Een groot getal dezer ambtenaars hebben er een groot deel van hun leven doorgebracht en hebben nooit te koop geloopt noch met hunne bekwaamheid, noch met hunnen tijd. Aldus is in de 5° sectie van het Departement (bijzonder belast met de « maatschappelijke verzekeringen, werkloozensfonds, arbeidsbeurzen, enz.), evenals in de sectie van arbeidstoezicht, het personeel bijna hetzelfde van voor den oorlog gebleven. De uitdeeling der fondsen is nochtans in de volgende verhoudingen gestegen : in 1913 betaalde men 80,000 frank ; in 1921, 10,335,000 frank.

De in de bestendige commissie voorgedragen opmerking is dus van algemeenen aard. Zij sluit volstrekt het feit niet uit, dat al de leden eensgezind zijn om hulde te brengen aan de verkleefdheid, de werkzaamheid van het grootste deel onzer ambtenaars.

Dat belet niet dat er onbetwistbaar aan zekere diensten verbeteringen kunnen gebracht worden. Tot dit doel heeft de Eerste Minister eene « bestuurlijke commissie » aangesteld, met opdracht in al de Departementen de middelen op te zoeken om in de bestuurlijke uitgaven besparingen te doen. Wij wenschen die commissie goeden uitslag.

*
**

Een lid heeft doen opmerken dat de bezoeken in de ministeries de ambte-

tenaars in eindelooze praatjes met collegas en publiek een groot tijdverlies veroorzaken.

Behalve voor « persoonlijke » gevallen, zou de inlichtingsdienst hoeven gecentraliseerd te worden onder de benaming van « Centrale inlichtingsdienst ».

Het is, inderdaad, niet noodig de ambtenaars te dwingen al de vertrouwelijke mededeelingen, en soms gunstverzoeken te ontvangen.

Men zou ook voor de bezoeken in de bureelen der ambtenaars uren moeten vaststellen.

Er zou een centrale verzendingsdienst met een burecloverste, die gansch de briefwisseling zou ontvangen en onder de machienschrijfsters verdeelen, moeten ingericht worden.

Wat de vertrouwelijke werken aangaat, zou men die altijd bij handschrift of door een daartoe bijzonder aangestelden bediende kunnen doen verrichten.

*
* *

Een ander lid heeft de meening uitgedrukt dat zekere ambtenaars van te veel commissies deel nitmaken, en aldus den tijd niet meer hebben om te studeeren of om zich met hunnen dikwijls zeer belangrijke hoofdzending behoorlijk bezig te houden.

*
* *

Een lid oordeelt dat er voor de gezamenlijke departementen een centraal aankoop en drukbureel voor het drukwerk zou moeten ingericht worden. Hij is van meening dat er zonder te veel moeite eene besparing van 50 t. h. zou te verwezenlijken zijn.

Er is misbruik in de uitdeeling der reglementen (R. A. S.); er is papierverspilling; het toezicht over het gebruik der druksels ontbreekt geheel en al. Ontzaglijke hoeveelheden druksels komen nooit meer uit de bureelen. Men zou moeten eischen dat al de niet gebruikte druksels naar een centraal depot voor drukwerken zouden gebracht worden.

Wat de door de departementen aan zijne briefwisselaars gestuurde mededeelingen, inlichtingen en ontvangbewijzen betreft, zou men er heel gemakkelijk het formaat kunnen van verminderen en een enkel blad in plaats van twee gebruiken.

In de Ministeries weet men zelf wel dat er te veel omslachtige administratie en « papiergeknoci » zijn. Men durft nochtans geen credietvermindering voorstellen, omdat het zeer moeilijk zou gaan om het volgend jaar, in geval van tekort, eene verhooging te bekomen. In dit opzicht moet er nochtans beslist den weg der « besparingen » opgegaan worden. Ernstig doorgevoerd, zouden de besparingen zulke aanmoedigende als onverwachte uitslagen opleveren.

*
* *

Een lid heeft een ander misbruik aangeklaagd: 't is het feit, tot benoemingen van ambtenaars of bedienden over te gaan, alvorens van het Parlement de noodige kredieten aangevraagd en deze bekomen te hebben.

Verscheidene leden hebben levendig aangedrongen op de vermeerdering van het getal ingenieurs in het Mijnskorps. Zij zijn trouwens onvoldoende betaald en dienvolgens gaat de aanwerving zeer moeilijk.

Een lid heeft het verlangen uitgedrukt dat de artikels van het buitengewoon budget, betreffende een bepaald departement, tegelijkertijd met de gewone begrooting zouden besproken worden. Die buitengewone uitgaven oefenen dikwijls aanzienlijken invloed uit op den goeden gang van een ministerie en van de Staatsfinanciën in 't algemeen. Voor de samenhoorigheid en voor het gezamenlijk werk zouden beide besprekingen gepaard moeten gaan.

Aanmerkingen betreffende de artikelen van de begrooting.

HOOFDSTUK I.

HOOFDBESTUUR.

Personeel.

Vraag van algemeenen aard en toepasselijk op al de hoofdstukken.

Men geeft als jaarwedde der Algemeen-Bestuurders op : 19,600 frank en 21,000 frank, en aldus voor al de ambtenaars van het Departement. Waarom bepaalt men niet het *juiste cijfer* dezer traktementen? Bijvoorbeeld : 20,000 frank, om de Kamer toe te laten, op 1 frank na, de lasten dezer traktementen te beoordeelen.

ANTWOORD.

De bij de Begrooting gevoegde tabellen van het personeel zijn voor al de ministerieele Departementen op haast eenvormige wijze opgemaakt. Het voorstel van den heer Verslaggever zou voor gevolg hebben de uitbreiding van elk der artikelen, betreffende de bezoldiging van het personeel, buiten mate te verlengen en in de Begrooting noodzakelijk onvolledige inlichtingen te voegen.

Inderdaad, het Koninklijk besluit van 28 Maart 1921, betreffende de eenmaking der graden en der jaarwedden van de ambtenaars en bedienden der middenbesturen van de ministerieele departementen, en het organiek besluit-type der deurwaarders en van het dienstpersoneel, dd 14 Februari 1921, bepalen voor elken graad verschillende trappen van traktementen, die berekend worden, inbegrepen de dienstjaren, op :

- 5 voor den algemeenen secretaris.
- 7 — den algemeenen bestuurder.
- 8 — den bestuurder.
- 8 — den onder-bestuurder.
- 8 — den bureeloverste.
- 7 — den bureel-onderoverste.
- 14 — den klerk-opsteller.
- 14 — de dame steno-machineschrijfster.
- 17 — den ordeklerek.
- 17 — den machineschrijver.

18	—	den deurwaarder,
13	—	den bode,
13	—	den burcelknaap,
10	—	de schoonmaakster,

zijnde 159 verschillende bedragen, waarbij moeten gevoegd worden, alleen voor het hoofdbestuur, die welke voorzien zijn in het organiek Reglement van het Departement, voor de algemeene bestuurders ten persoonlijken titel, de inspecteurs, de vertalers, de opstellers, de controleurs, enz.

Anderzijds, is het niet mogelijk, verscheidene maanden vóór het begin van een dienstjaar, den juisten last te bepalen, op één frank na, welke uit de vergelding van het personeel, in den loop van gezegd dienstjaar, zal voortspruiten, aangezien, onverminderd de streng reglementaire verhoogingen die beginnen te loopen van af 31 December of 30 Juni van ieder jaar, er in een zekere mate moet rekening gehouden worden met :

a) Uitslagen van de herinrichting van een dienst, van overlijden, van beschikbaarstellingen of ontslagen van ambtenaars;

b) Uitzonderlijke verhoogingen die soms moeten toegekend worden voor redenen die aan een of ander bijzonder verdienstelijk ambtenaar persoonlijk zijn.

Wat er ook van zij, mogen de benoemingen en bevorderingen slechts geschieden dan binnen de grenzen bepaald door het Koninklijk besluit van 29 Juni 1921, tot inrichting van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

ART. 4 C.

Post : verlichting, verwarming, waterbedeeling, voor een nieuw lokaal : 50,000 frank.

VRAAG.

Welk is dit nieuw lokaal ?

ANTWOORD.

De som van 50,000 frank is bestemd om de kosten voor verwarming, verlichting en waterverbruik te dekken voor al de gebouwen van het Hoofdbestuur.

Er wordt slechts 10,000 frank meer gevraagd dan in 1921 voor gelijkaardige kosten betreffende het nieuw lokaal, dat vier woonvertrekken bevat ter beschikking gesteld van den Minister van Nijverheid en Arbeid in het gebouw 1a van de Bolwerkstraat, door het Departement der Openbare Werken.

Met de eigenaar van dit gebouw werd eene overeenkomst aangegaan naar luid van welke de lokalen moeten verwarmd worden door middel van centrale verwarmingsinrichting mits eene jaarlijksche betaling van zes duizend frank (6,000).

Eene som van vier duizend frank werd voorzien voor de betaling der verlichting, der waterbedeeling alsmede voor de overige uitgaven voortvloeiend uit het betrekken van deze vier woonvertrekken.

ART. 5 B.

VRAAG.

Is de Annuaire de Législation verschenen in 1921?

Zal hij verschijnen in 1922?

Welke zijn die verschillende uitgaven uitgetrokken onder artikel 5 b?

ANTWOORD.

L'Annuaire de la Législation du Travail is niet verschenen in 1921.

De jaargangen 1914 tot 1919 zijn in voorbereiding. Zij zullen uitgegeven worden in een band in twee deelen : het eerste gedeelte van ongeveer 800 bladzijden, zal verschijnen in 1922; het tweede, even omvangrijk, zal verschijnen in den loop van de eerste helft 1923.

De woorden « verschillende uitgaven » werden bij den tekst van dit artikel gevoegd om toe te laten eventueel bijkomstige uitgaven van minder belang te kunnen aanrekenen.

ART. 6 A.

VRAAG.

Wat beteekent : Zendingen in het buitenland?

ANTWOORD.

Het Koninklijk besluit van 12 April 1895 betreffende de organisatie van het Arbeidsambt, belast het Ministerie van Nijverheid en Arbeid te onderzoeken en te doen kennen wat de wetgeving inzake arbeid en arbeiders is in 't buitenland, en na te gaan welke uitwerking de wetten in 't buitenland hadden inzake den arbeid en de arbeiders.

Het Departement kan dus geroepen worden in het buitenland bijzondere onderzoekingen te doen over de vraagstukken die rechtstreeks tot zijne bevoegdheid behooren.

Dit was het geval in Februari 1921 bij de interpellatie van den heer De Bunne e. s. over de maatregelen die de Regeering meende te moeten treffen om het Belgisch werkvolk in Noord-Frankrijk te beschermen. De heer Inghels, Fransch député, had in de Fransche Kamer de bescherming gevraagd voor het Fransche werkvolk in deze streek.

Daar Minister Wauters den industrieelen toestand van de streek Toerkonje-Kobaais nauwkeurig wilde kennen, gelastte hij een ambtenaar onverwijld ter plaatse een onderzoek in te stellen in de aangewezen middens.

In Februari 1920, wilde de Regeering zich rekenschap geven van de prijzen van den kleinverkoop, in 't buitenland, van de producten voorkomend op de avel van de verhooging der verkoopprijzen, maandelijks gepubliceerd in de *Revue*

du Travail. Om de hoedanigheid van deze producten te kunnen onderzoeken bleek het onmisbaar een ambtenaar van het Departement naar Londen en naar Amsterdam te zenden om zich rechtstreeks in betrekking te stellen met de ambtenaren en handelslui dezer twee steden.

Het is dus enkel in bijzondere en uitzonderlijke gevallen dat het Departement gebruik maakt van de bepalingen voorzien in het hooger aangehaalde Koninklijk besluit.

Bovendien, bedraagt het bij artikel 6 A aangevraagd crediet 5,000 frank, waarvan meer dan 4,000 frank voor het drukken van de statistieken der arbeidsongevallen, voor de jaren 1911 en 1912.

ART. 7 A.

VRAAG.

1. *Waarom verschijnt de Vlaamsche uitgaaf van « La Revue du Travail » (Het Arbeidsblad) anderhalve maand na de Fransche?*

Is het niet mogelijk deze beide uitgaven dichter na elkaar te doen verschijnen?

Welk is het aantal exemplaren : a) der Fransche, b) der Vlaamsche uitgaaf?

ANTWOORD.

1^o Een enkel beambte vertaalt de *Revue du Travail*. Hij dicteert den Vlaamschen tekst aan eene typiste. Gewoonlijk bedroeg den tusschentijd tusschen de *Revue du Travail* en het *Arbeidsblad* slechts vijftien tot twintig dagen, doch de jongste nummers hebben zulke uitgebreidheid genomen dat de tusschentijd er noodzakelijk den invloed van heeft ondergaan en, op dit oogenblik, vier of vijf weken bedraagt, en niet anderhalve maand, zooals in gestelde vraag wordt beweerd.

Eenige voorbeelden teekenen den vooruitgang : Maart 1921, 112 bladzijden ; Juli 1921, 176 bladzijden ; Augustus 1921, 136 bladzijden ; November 1921, 136 bladzijden ; December 1921, 148 bladzijden ; Januari 1922, 144 bladzijden ; Februari 1922, 144 bladzijden ; Februari 1922, 152 bladzijden ; Maart 1922, 192 bladzijden.

Het thans in vertaling zijnde nummer, dat niet zoo veel bladzijden bedraagt, slechts 148, zal waarschijnlijk de vertraging kunnen inwinnen en eerlang zal de toestand beter worden (een twintigtal dagen). Overigens, het is stoffelijk onmogelijk eene betere praestatie te bekomen met het personeel waarover de dienst beschikt.

2^o De oplage voor de *Revue du Travail* is 2,300 exemplaren ; voor *Het Arbeidsblad* : 400 exemplaren.

ART. 7 C.

VRAGEN.

De letter C vermeldt onder andere « Aankoop van drukwerken ».

Deze vermelding komt onder verschillende artikelen der begrooting voor. Betreft het bijzondere uitgaven ? Zoo ja, welke ?

ANTWOORD.

ART. 7 C. — Bestendig onderzoek over de sociale gebeurtenissen (werkstakingen, loonen, arbeidsuren). *Aankoop van drukwerken, materieel, bijzondere werken* : 6,000 frank.

Er valt op te merken dat er slechts een heel klein deel van dit crediet tot den aankoop van publicaties bestemd is; daarin moeten begrepen worden de abonnementen op de dagbladen : *Democrate, Le Peuple, Le Mouvement Syndical, La Journée Industrielle, Le Temps, The Times, Nord-Industriel, Labour Gazette, Reichsarbeitsblatt, Der Schweizerische Arbeitsmarkt, British Trades Union Review, Butletti del Tréboll, Waandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek*.

Gebeurlijk kunnen ons nog andere publicaties van kapitaal belang wezen in den loop van het dienstjaar.

Al deze publicaties, evenals vele andere niet vermelde uitgaven, bekomen door ruildienst, zijn onontbeerlijk tot de redactie van het *Arbeidsblad*.

Bovendien moet er in aanmerking genomen worden, dat de som, besteed aan het artikel in kwestie, juist met 4,000 frank of 40 t. h. verminderd is geworden voor het dienstjaar 1922, en dat, ingevolge dezer vermindering, door het Departement zelf gedaan, dit laatste er slechts zeer moeilijk zal toe komen, om dit voorzien crediet niet te boven te gaan.

ART. 12.

Hooger Handelsinstituut.

VRAAG.

Is het waar dan men voor een zelfden cursus twee professoren heeft benoemd?

De professor-titularis zou zich als ziek hebben aangegeven, om een anderen de gelegenheid te bieden zijne plaats in te nemen. De eerste zou na zijne ziekte weerkeeren?

ANTWOORD.

Het is waar, dat er voor het oogenblik twee titularissen zijn voor den cursus van Vlaamsch. Daar de professor-titularis voor onbepaalden tijd in ziekverlof is, heeft Minister Wauters een tweeden professor benoemd.

Het is niet waar, dat de eerste belanghebbende zich als ziek heeft aangegeven om een anderen de gelegenheid te bieden zijne plaats in te nemen. Hij is thans genezen en zijn toestand zal kortelings geregeld worden gelijkvormig het organiek reglement van het Hooger Handelsinstituut.

ART. 13 A.

Bijzondere Hoogere scholen, enz.

VRAAG.

De bijzondere Commissie vraagt een duidelijker uiteenzetting dezer uitgave van 8,326,000 frank?

ANTWOORD.

De uitgave van 8,326,000 frank is voorzien voor de likwidatie der gewone en buitengewone toe te kennen toelagen, voor het dienstjaar 1922, aan de verschillende instellingen van technisch onderwijs.

Het is onmogelijk eene omstandige ontleding van dien post te geven; die ontleding hangt af van de uitgaven, die zullen voorzien en goedgekeurd worden in de begrootingen der verschillende instellingen.

De gewone toelagen worden berekend volgens de inlichtingen, vervat in het Ministerieel besluit van 10 Januari 1920, waarvan een exemplaar hierbij gevoegd is.

De Staat komt voor de helft tusschen in de goedgekeurde buitengewone uitgaven der verschillende reeksen instellingen van technisch onderwijs

DE MINISTER VAN NIJVERHEID, ARBEID EN BEVOORRADING,

Herzien den Ministerieelen omzendbrief van 21 Maart 1903, verdeelende de cursussen der nijverheidsscholen in drie onderscheidene reeksen: de elementarische algemeene leergangen, de middelbare algemeene leergangen en de leergangen van toepassing;

Herzien het ministerieel besluit vaststellende onderscheidenlijk, voor de leeraars van elk dezer reeksen, op 2, 3 en 5 frank per uur, de aanvangswedden, dienende tot grondslag voor de berekening der Staatstusschenkomst;

Gezien het advies van den Hoogereren Raad van het technisch onderwijs

BESLUIT :

ART. 1. — Betreffende de bezoldiging der leeraars wordt er geen onderscheid meer gemaakt tusschen de elementarische algemeene leergangen en de middelbare algemeene leergangen der instellingen van nijverheids- en vakonderwijs.

Het onderscheid tusschen de algemeene leergangen en de leergangen van toepassing wordt behouden; maar, in geval de leergangen der eerste reeks aan technici of specialisten toevertrouwd zijn, worden dezen, betreffende de bezoldiging, gelijk gesteld met de leeraars der leergangen van toepassing.

ART. 2. — De jaarwedden der leden van het onderwijzend personeel der door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading gesubsidieerde instellingen van nijverheids- en vakonderwijs, zijn vastgesteld, voor het schooljaar 1919-1920, volgens de hiernavermelde regelen :

I. — *Nijverheidsscholen. — Avond- en Zondaglessen.*

A. — Lessen der voorbereidende afdeelingen, gegeven door niet-technici.	eerste 3 uren :	7 frank per uur.
	4 ^e en 5 ^e uur :	6 — —
	6 ^e uur en volgende :	5 — —

B. — Lessen der toegepaste wetenschappen of van specialiteiten en andere lessen, gegeven door technici. { eerste 3 uren : 8 frank per uur.
4^e en 5^e uur : 7 — —
6^e uur en volgende: 6 — —

C. — Er zullen tien tweejaarlijksche verhoogingen van 10 t. h. der aanvangswedde mogen verleend worden.

II. — *Avond-en Zondagvaklessen voor jongens.*

A. — Wetenschappelijke leergangen. { eerste 3 uren : 7 frank per uur.
4^e en 5^e uur : 6 — —
6^e en 7^e uur : 5 — —

B. — Er zullen tien tweejaarlijksche verhoogingen van 10 t. h. der aanvangswedde mogen verleend worden.

III. — *Dagvaklessen voor jongens. — Uitsluitelijke ambten (40 weken minimum per jaar).*

1^o Voor de vier groote steden van t' land (Antwerpen, Brussel, Gent en Luik) en voor de agglomeraties van meer dan 100,000 inwoners.

A. Aanvangswedde : 5,000 frank per jaar; maximum 8,000 frank na 20 jaar.

B. — Er zullen tien verhoogingen van 500 frank om de twee jaar mogen verleend worden.

Wedde der dienstoversten : toeslag van 500 frank minimum, van 1,000 frank maximum;

2^o De hierboven aangeduide wedden zullen voor al de overige gemeenten van t' land met 500 frank verminderd worden.

IV. — *Avondvaklessen voor meisjes.*

A. — Wetenschappelijke lessen. { eerste 3 uren : 7 frank per uur.
4^e en 5^e uur : 6 — —
6^e en 7^e uur : 5 — —

B. — Technische lessen. { eerste 3 uren : 6 frank per uur.
4^e en 5^e uur : 5 — —
6^e en 7^e uur : 4 — —

C. — Er zullen tien tweejaarlijksche verhoogingen van 10 t. h. der aanvangswedde mogen verleend worden.

V. — *Dagvaklessen voor meisjes. — Uitsluitelijke ambten (40 weken minimum per jaar).*

1^o Voor de vier groote steden van het land (Antwerpen, Brussel, Gent en Luik) en voor de agglomeraties van meer dan 100,000 inwoners.

A. Wetenschappelijke lessen : aanvangswedde, 5,000 frank, maximum 8,000 frank.

B. Technische lessen : aanvangswedde, 4,500 frank, maximum 7,500 fr.

C. Er zullen tien tweejaarlijksche verhoogingen van 300 frank mogen verleend worden.

2^o De hierboven aangeduide wedden zullen voor al de overige gemeenten van 't land met 1,000 frank vermindert worden.

VI. — *Avondlessen voor huishoudleer.*

Zelfde regels als voor IV, avondvaklessen.

VII. — *Huishoudscholen over dag. — Uitsluitelijke ambten.*

Dezelfde wedden als de lagere onderwijzeressen. Verhooging met 25 t. h., wanneer de titularis in 't bezit is van een erkend bekwaamheidsdiploma voor het onderwijs der huishoudkunde en huiselijke bezigheden.

VIII. — *Andere inrichtingen van technisch onderwijs.*

Voor de inrichtingen, welke hierboven niet aangeduid zijn, zullen er door de plaatselijke overheden of door de bestuurlijke commissies, die de voorgaande regelen wel tot voorbeeld zullen willen nemen, gelijke voorstellen ingediend worden.

ART. 3. — De Staatstusschenkomst en de wedden van het onderwijzend personeel van gesubsidieerde inrichtingen van vakonderwijs wordt op 40 t. h. gebracht voor de nijverheidsscholen en leergangen van nijverheids- en beroepsteekenen, de handelsscholen en leergangen, en op 50 t. h. voor de vakscholen en leergangen, de huishoudscholen en klassen en de leerwerkinkels.

Evenwel zal de Staatstusschenkomst in de wedden der in gemeenschap levende leeraars, onderscheidenlijk op het derde of op de twee vijfden, voor beide reeksen van voormelde inrichtingen, bepaald blijven.

Brussel, 10 Januari 1920.

De Minister,

J. WAUTERS.

ART. 13 C/E.

VRAAG.

Men spreekt nog over den aankoop van boeken.

Verzoek, de artikelen, die den aankoop van boeken voorzien, op eene lijst te willen samenbrengen.

Zou men die aankopen in een enkel artikel niet kunnen samenvoegen?

ANTWOORD.

ART. 13 E en niet C.

De voorziene som van 8,000 frank is bestemd om, door inschrijvingen, d professoren van de gesubsidieerde scholen aan te moedigen hunne leergangen in druk te laten verschijnen.

Die boeken worden door de zorgen van het Bestuur gezonden aan de verschillende welke er belang kunnen in stellen.

Wat de boeken, aangeduid in artikel 13 D betreft, deze zijn bestemd van de loopende dokumentatie van het Bestuur van het nijverheids- en het vakonderwijs.

Hetzelfde geldt voor den aankoop van boeken en publicaties, voorzien bij de artikelen 6, 7, 25, 42, 69 en 82 van de Begrooting voor de desbetreffende Besturen.

De midden-boekerij van het Departement (art. 5) houdt zich meer bijzonderlijk bezig met de verzameling der boeken, noodig voor de studiën van het Ministerie in 't algemeen.

ART. 14.

Technische scholen.

VRAAG.

1^o Welke zijn de in dat artikel bedoelde scholen?

2^o Welke zijn de scholen, waarop de 500,000 frank verhooging betrekking hebben?

ANTWOORDEN.

Artikel 14 beoogt al de gesubsidieerde scholen in 't algemeen. Er is nog geen enkele verdeeling gedaan geworden.

De 500,000 frank verhooging zijn voorzien om het aanzienlijk getal nieuwe scholen, die bijna dagelijks opgericht worden, in aanmerking te nemen.

ART. 15 A.

VRAAG.

Waarom vier opziener en zeven opziensters?

Verrechtvaardigt, als 't u belieft?

ANTWOORD.

Er zijn op dit oogenblik vijf opzieners, erin begrepen den algemeen en den hoofdopziener, waarvan vier ingenieurs, belast met de scholen en leer- gangen van nijverheids- en vakonderwijs, en een licenciat in handels- en consulaire wetenschappen, die toezicht uitoefent in de scholen en leer- gangen van handel en talen.

Dit aantal is nauwelijks voldoende om den dienst te verzekeren.

De aanwezigheid van zeven opziensters wordt gerechtvaardigd door de verscheidenheid en het getal der gesubsidieerde instellingen.

Deze bevatten de verschillende reeksen, hierna vermeld met, ten over- staan, het getal voor elk hunner :

I. Vakscholen	47
II. Huishoudelijke vakscholen	24
III. Huishoudscholen voor vakonderwijs	7

IV. Beroepsleergangen	52
V. Leerwerkwinkels	80
VI. Huishoudscholen en klassen	164

ART. 17.

VRAAG.

1^o Welke is de berekeningsbasis voor de reis- en verblijfkosten?

2^o Hoe worden die kosten verrechtvaardigd?

Beantwoorden zij, in de boekhouding, aan de werkelijkheid?

ANTWOORD.

De reis- en verblijfkosten der opzieners en opziensters van het nijverheids-, vak-, handels- en huishoudonderwijs worden berekend overeenkomstig het Koninklijk besluit van 14 Mei 1920 (*Staatsblad* van 6 Juni 1920).

Die onkosten worden gerechtvaardigd door driemaandelijks ingediende staten, door de belanghebbenden als oprecht en waar verzekerd, onder het toezicht der dienstoversten.

Vanaf 1 Mei 1922, benuttigen al de ambtenaars van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, voor hunne reizen per spoorweg, vorderingen, in ruil waarvan zij reiskaarten « in debet » ontvangen. Het bedrag dezer wordt rechtstreeks door het Departement aan het Bestuur der Spoorwegen terugbetaald.

ART. 19 B.

VRAAG.

1. Waarop hebben de aanwezigheidspenningen en allerlei onkosten, voorzien bij dit b, betrekking?

2. Is het voor de gemeenten eene verplichting de aanwezigheidspenningen te betalen voor de ambtenaars van het Middenbestuur, deel uitmakende van gemeentelijke jurys? (Vakscholen).

ANTWOORD.

1. Die aanwezigheidspenningen en allerlei onkosten hebben betrekking op de leden van den Hoogeren Raad van het technisch onderwijs.

2. Voor Henegouw is de kwestie der aan de gemeentelijke jurys toe te kennen aanwezigheidspenningen geregeld door een besluit der bestendige Deputatie, goedgekeurd door den Minister. Voor de overige provinciën zijn er, over 't algemeen, geene aanwezigheidspenningen voor de leden dier jurys.

De vragen, waarvan de tekst hieronder volgt, hebben betrekking op het begrootingsontwerp van het Ministerie van Economische Zaken :

ART. 21 A.

Wat betekenen die bekwaamheidsexamen?

ART. 21 B.

Wat heeft dat crediet verleden jaar opgeleverd ? Uitslagen als 't u beliest.

ANDWOORD.

De in deze artikelen ingeschreven credieten maken deel uit van deze, waaromtrent de Regeering, den 6ⁿ dezer maand, (zie Gedr. St. n^o 216 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers) amendementen heeft ingediend.

ART. 38.

VRAAG.

Veranderlijke vergoedingen. Verzoek nader te bepalen.

ANTWOORD.

Zie antwoord bij artikelen 65 en 66.

ART. 39.

VRAAG.

Wilt gij het artikel onderverdeelen en het juiste bedrag der voor elk van de drie posten gevraagde credieten opgeven, met rechtvaardigende uitleggingen.

ANTWOORD.

A. De reis- en verblijfskosten der gezamenlijke ambtenaars van den Geneeskundigen dienst van Arbeid zullen het bedrag van het voor dit artikel totaal verleend crediet opslorpen.

B. Op dit oogenblik is er geene enkele commissie, afhangende van den Geneeskundigen dienst van Arbeid, in werking. Evenwel moeten er onkosten worden voorzien voor de tijdelijke commissie, welke kortelings zal aangeesteld worden, met het doel de Belgische regeling in overeenstemming te brengen met de internationale Conventie van Geneve, betreffende het gebruik van loodwit in de schildering.

De onkosten, welke deze commissie zal meebrengen, zullen overigens zeer klein zijn, en zullen waarschijnlijk de 2 tot 3,000 frank niet te boven gaan.

C. De zendingen in de vreemde, in 1922, hebben tot nu toe geene enkele uitgave voor gevolg gehad, maar het is waarschijnlijk dat er eene uitgave van 2 tot 3,000 frank zal voortvloeien uit belangrijke internationale vergaderingen, betreffende de gezondheid der arbeiders.

ART. 40.

VRAAG.

Vaste vergoedingen voor bureelkosten :

1. *Gerrechtvaardigde uitleggingen a. u. b.*

2. *De Middenafdeeling stelt eene vermindering van 1,500 frank voor.*

Is er verzet vanwege het Bestuur?

ANTWOORD.

De acht in de provincie verblijvende Arbeidsgeneesheeren moeten, oveeneens, de werklieden, klagende over de ongezondheid van hunnen arbeid, ontvangen en desnoods onderzoeken.

Dit brengt voor deze ambtenaars de noodzakelijkheid mede, eene plaats hunner woning tot de uitoefening van hun ambt voor te behouden. Bovendien staan zij voor bureelkosten, inbegrepen drukkosten voor hunne briefwisseling met de nijveraars, de arbeidersverenigingen en het publiek over 't algemeen.

De vergoedingen, welke die geneesheeren uit dien hoofde genieten, zijn veeleer onvoldoende en er kan geen sprake van zijn het bedrag er van te verminderen.

ART. 41.

Aankoop van instrumenten.

VRAAG.

Van welke instrumenten is er sprake?

ANTWOORD.

De Geneeskundige Dienst van Arbeid beschikt over een laboratorium, waar scheikundige-, biologische- en physiologische bewerkingen, onontbeerlijk tot zijne in werking, worden verricht.

Hij is bovendien belast met al de soortgelijke nasporingen, welke hem door het Bestuur des Mijnen en door den Dienst van het Arbeidstoezicht worden toevertrouwd.

Hij moet dus trapsgewijze uitgerust worden, volgens den aard der te verrichten nasporingen, en moet zich al de tot die nasporingen onontbeerlijke producten aanschaffen.

ART. 42 A.

VRAAG.

1^o *De Middelenafdeeling vraagt de verdeeling van dit artikel.*

2^o *Zijn de credieten voor zendingen en verplaatsingskosten voor 1921 uitgeput geworden?*

ANTWOORD.

1 ^o	a) Drukwerken, publicaties, aankoop en inbinden van documenten. Allerlei uitgaven	fr.	3,000
	b) Zendingen en verplaatsingskosten	.	2,500
	c) Toelagen aan de instellingen, waarvan de werken betrekking hebben op de verstrekkingen van den dienst voor maatschappelijke Verzekering en Voornitzorg	.	2,500
	Totaal.	.	10,000

2° Eene som van 525.98 frank is aangerekend op het deel van het crediet betreffende de zendingen en de verplaatsingskosten.

ART. 42 B.

VRAAG.

*Welke zijn nominatief de in dit artikel 42 B bedoelde instellingen ?
Hoeveel hebben zij in 1921 getrokken ?
Zijn de credieten uitgeput geworden ?*

ANTWOORD.

De « Association Royale des Actuaire Belges » heeft, voor 1921, 2,000 frank ontvangen. Er blijft een overschot van 500 frank.

ART. 44 A.

VRAAG.

De Middenafdeeling oordeelt dat er misbruik is van drukken en inbinden der statuten. Men heeft mutualiteiten genoemd, die, ter gelegenheid eener verandering aan sommige artikels, 30,000 exemplaren der statuten gekregen hebben.

Zij stelt voor het crediet op 100,000 frank, in plaats van 190,000 frank, te brengen. Is er verzet vanwege de Administratie ?

ANTWOORD.

Het blijkt uit opzoekingen, verricht over een tijdperk, loopende van den Wapenstilstand tot op dezen dag, dat er nooit een getal van 30,000 exemplaren der statuten van mutualiteiten verleend is geworden, zoo min ter gelegenheid der wettelijke erkenning als der homologatie van statutaire wijzigingen.

De maximumtusschenkomst der Regeering in deze zaak heeft twee maal het cijfer bereikt van 20,000 exemplaren, betreffende de nieuwe statuten van het Verbond der socialistische maatschappijen van onderlingen bijstand der provincie Luik, te Luik, en van de Mutualiteit der Metaalbewerker van het Bekken van Charleroi, te Charleroi.

De vereenigen telden onderscheidenlijk 40,000 en 22,000 leden.

Het is voor de Regeering eene oude en bestendige gewoonte een zeker getal exemplaren der statuten te leveren, in aanmerking nemende het getal leden der vereeniging en dezer mogelijke uitbreiding.

In dit laatste opzicht beoogde de Regeering een propagandamiddel voor de uitbreiding der mutualiteit.

Nochtans men heeft, met een doel van bezuiniging, opgelegd door de naoorlogsche omstandigheden, niet alleen geene propagandnummers meer verleend, maar heeft men als stelregel aangenomen, er steeds veel minder te geven dan het getal leden der vereeniging, wanneer deze een aanzienlijk ledental telt; die spaarzaamheid is overigens niet te verrechtvaardigen,

wanneer er kwestie is van kleine maatschappijen met een onbeduidend ledental.

Men stelt voor het crediet van artikel 44a te brengen van 190,000 frank op 100,000 frank.

Er hoeft opgemerkt te worden dat deze som van 190,000 frank bestemd is om andere uitgaven, dan deze van druk- en inbindingskosten der statuten, te dekken, 't is te zeggen de toelagen, verleend bij de eerste instelling der mutualiteiten.

Volgens verrechtvaardigde vooruitzichten zullen deze aanmoedigingen dit jaar eene grootere uitgave meebrengen, om wille van het getal vereenigingen, die hoogervermelde gunst niet hebben genoten wegens den oorlog.

Anderzijds kan de voorgestelde vermindering van 90,000 frank, dunkt ons, niet geschieden door uit eene zoo lichtzinnige verminking van het globaal crediet in kwestie, waarvan de lasten voorafgaandelijk geschilt moeten worden. Bovendien zou die vermindering slechts mogelijk zijn, op voorwaarde de toekenning der propagandapublicaties af te schaffen. De Regeering onderzoekt nochtans de mogelijkheid aan de Kamer de afschaffing der verplichte publicatie van de statuten der maatschappijen voor te stellen. Daaruit zou eene merkelijke bezuiniging van drukkosten voor het Staatsblad voortspruiten.

ART. 49 B.

VBAAG.

Zijn het geen ambtenaars die deze publicaties opstellen? Zoo ja, waarom dan die bijzondere post?

Hebben wij dien post niet ontmoet bij artikel 6 A en C?

ANTWOORD.

Artikel 39 der wet van 24 December 1903, houdende vergoeding der schade, voortspuitende uit de werkongevallen, bepaalt dat « alle drie jaar de Regeering aan de Kamer over de toepassing der huidige wet verslag zal uitbrengen ».

Dit verslag wordt door de ambtenaars van den bevoegden dienst opgesteld (1^o sectie van den Dienst der Maatschappelijke Verzekering en Voorzorg) en de bijzondere post, voorzien in de begroting (art. 49b) voor de publicatie van dit document, is uitsluitelijk bestemd tot de bestrijding der onkosten, welke de druk en de publicatie van dit verslag voor gevolg moeten hebben. Het is van het hoogste gewicht voor al wie belang stelt in wat op de vergoeding der werkongevallen en op de verzekering tegen de ongevallen betrek heeft : actuarissen, hoofden van ondernemingen, verzekeraars, de documenten, in dit verslag verzameld, te kunnen raadplegen, ten einde technische en wetenschappelijke verzekeringen te kunnen sluiten, en niet oppervlakkige vergoedingen.

Twee drienjaarlijksche verslagen zijn reeds gepubliceerd geworden. Zij hadden betrek op de jaren 1905 tot 1908 en 1909 tot 1911.

Het verslag, waarvan er in artikel 49b spraak is, zal de jaren 1912-1913 en 1920 betreffen; aldus zal er eene vergelijking kunnen gemaakt worden tusschen de uitslagen der vóóroorlogsche dienstjaren en de na den oorlog bekomen uitslagen; bovendien zal het eene samenvatting van wat er tijdens de oorlogsjaren gebeurd is, inhouden; het groot belang, dat uit deze verschillende oogpunten zal opleveren, zal dan ook niemand ontgaan.

Wat meer is, de uitslagen van de bestuurlijke proefneming behooren niet uitsluitelijk aan de Regeering, maar aan gansch het land, dat er een onbetwistbaar nut in vindt.

Men zou zich dus niet kunnen bepalen bij de neerlegging van het verslag op het bureel der Kamer en zich onthouden van het te publiceeren.

De in artikel 6a en c hernomen post betreft slechts de eigenlijke werkongevallenstatistiek, opgemaakt door den Statistiekdienst van het Departement, en welk eene jaarlijksche en van het driejaarlijksch verslag onafhankelijke publicatie is. Zij heeft ook hare reden van bestaan, aangezien het noodig is dat de belanghebbenden, bijzonder de actuarissen en de verzekeraars, deze gegevens te hunner beschikking hebben, ten einde het bedrag der te ontvangen verzekeringspremies wetenschappelijkerwijze te kunnen vaststellen.

ART. 50 B.

VRAAG.

Welke zijn nominatief de voorzorgskassen die verleden jaar (1921) getrokken hebben?

ANTWOORD.

In 1921 werd op het crediet, voorzien in littera B van artikel 50, slechts eene toelage van 5,000 frank aangerekend voor de Belgische Afdeeling der Internationale Vereeniging tot bestrijding der werkloosheid, evenals de kosten der druksets, uitgedeeld aan de verschillende werklozenkassen voor den dienst van de boekhouding en van toezicht.

De algeheele uitgave, dit crediet ten laste gelegd, beloopt in 1921 fr. 12,542.34.

ART. 51 A.

VRAAG.

Welke zijn de bevoegdheden dezer bestendige commissie en welke zijn er de leden van?

ANTWOORD.

De bestendige Commissie der vakvereenigingen is geroepen om den Minister haar advies uit te brengen over al de kwesties van voorzorg tegen de werkloosheid en over de kosteloze plaatsing, evenals over de doeltreffendste middelen tot het voorkomen der gevolgen van onvrijwillige werkloosheid.

Hare leden zijn :

HH. Bertrand, Staatsminister, lid der Kamer van volksvertegenwoordigers;
 Caty, L., lid der bestendige Deputatie van den provincieraad van
 Henegouw, voorzitter van het comiteit der Arbeidsbeurs van
 Bergen ;
 Fosson, F., fabrikant van krijgsmunitie, te Brussel ;
 Ratten, E. P., bestuurder van het algemeen secretariaat der christene
 vakverenigingen van België ;
 Hendriex, E., bestuurder der Arbeidsbeurs, te Gent ;
 Caron, L., lid der bestendige Deputatie van den provincieraad der
 provincie Antwerpen, te Turnhout ;
 Centner, nijveraars, te Kortrijk ;
 Lombard, A., secretaris van het Verbond der mijnwerkerssyndicaten,
 te Souvret ;
 Mahaim, E., professor aan de Hoogeschool te Luik ;
 Mertens, C., secretaris der syndikale commissie van de Arbeiders-
 partij, te Brussel ;
 Montens-Simonis, nijveraars, te Verviers ;
 Van Quaakebeke, E., secretaris van het Verbond der christene syn-
 dikaten, te Brussel ;
 Roggeman, secretaris van het Verbond van het syndikaat, te Dison ;
 Verwilghen, lid der bestendige Deputatie van den Provincieraad van
 West-Vlaanderen, te Sint-Niklaas ;
 Trufaut, te Luik ;
 Theate, secretaris.

ART. 32 B.

VRAAG.

Het crediet voor het toezicht der mutualiteiten bedraagt 15,000 frank. Voor de officieele Arbeidsbeurzen, 35,000 frank. Hoe wordt dit verschil verrechtvaardigd?

ANTWOORD.

Het verschil is uit te leggen door het bijzonder belang van den dienst van inspectie en toezicht, gehecht aan de 3^e sectie van den Dienst der Maatschappelijke Verzekering en Voorzorg.

Er is, inderdaad, kwestie over de verdeling en het gebruik van een crediet van 10,335,000 frank toezicht te houden.

De instellingen, die toelagen van dit krediet trekken, moeten op gebied van rekenplichtigheid ingericht zijn en in de zending, welke zij te vervullen hebben, geleid worden.

In dit aanvangstijdsperk is het noodig de secretarissen der werklozenkassen, van werklozenfondsen en Arbeidsbeurzen op bijzondere wijze te vormen.

ART. 34.

VRAAG.

Welke zijn nominatief deze organismen ?

ANTWOORD.

Werken samen tot de toepassing der wet van 20 Augustus 1920 :

1. De belastingontvangers, belast met de betaling;
2. De belastingcontroleurs, belast met het onderzoek der aanvragen;
3. De gewestelijke en provinciale commissiën der ouderdomspensioenen;
4. De hogere commissie der ouderdomspensioenen;
5. De tijdelijke agenten van het Middenbestuur en der provinciale besturen.

ART. 56.

VRAAG.

Welke zijn deze « reiskosten ». Zijn de credieten van 1921 uitgeput geworden?

ANTWOORD.

1. Er is kwestie van de reis- en verblijfkosten : 1^o der controleurs van den Dienst der Maatschappelijke Verzekering en Voorzorg gelast, 't zij krachtens eene ministerieele beslissing, 't zij op verzoek van de hogere Commissie der ouderdomspensioenen, over te gaan tot onderzoekingen ter plaats, met het oog op den stoffelijken toestand der ouderlingen, die liet ouderdomspensioen aanvragen of die, ten onrechte, tot het genot van dit voordeel schijnen aanvaard geweest te zijn, vast te stellen ; 2^o der ambtenaars, belast met een onderzoek bij de agenten en inrichtingen die voor de toepassing der wet moeten zorgen over de vorderingen der werken.

2. Geen enkel bijzonder crediet was voor dit voorwerp in 1921 voorzien. Al de bestuurlijke uitgaven, betreffende de uitvoering der wet van 20 Augustus 1920, maakten, in de Begroeting voor 1921, het voorwerp uit van een enkel globaal crediet. Het is op verzoek van het Ministerie van Financiën dat er, in het ontwerp van Begroeting voor 1922, bijzondere artikelen voor de verplaatsingskosten ingelascht werden.

ART. 58.

VRAAG.

De Middenafdeeling vraagt de onderverdeeling der twee deelen van dit artikel.

ANTWOORD.

Bij benadering : Mutualiteiten	fr. 4,000,000
Mijnwerkers	630,000

ART. 59.

VRAAG.

Welke waren de werkelijke uitgaven voor 1921 ?

ANTWOORD.

Tot op heden (10 Mei 1922) werd er voor 1921 fr. 11,397.62 uitgegeven,

maar er blijven aan de Algemeene Lijfrentekas de kosten van nazicht der borderellen (benaderende uitgave 60,000 frank) en allerhande drukkosten te betalen.

ART. 66, 67, 68.

VRAAG.

Uitleggen: Vaste vergoedingen, verplaatsingskosten, reis- en verblijfskosten. Zendingen. Vaste vergoedingen voor bureelkosten.

Zelfde opmerkingen voor de artikelen 72, 73, 75, 76.

ANTWOORDEN.

ART. 66.

Artikel 35 der verschillende Koninklijke besluiten, die het organiek reglement van den Dienst en van het Korps der Mijnen uitmaken, voorziet vaste verplaatsingskosten voor de algemeene-opzieners, de opperingenieurs-arrondissementbestuurders en de hoofdingenieurs die hun toegevoegd zijn.

Door hunne ambten zelf zijn deze agenten geroepen tot herhaalde verplaatsingen, voor dewelke zij noch vergoedingen voor reiskosten, noch verblijfsvergoedingen ontvangen. Het is om hen schadeloos te stellen dat er toegekend wordt : aan de algemeene-opzieners 2,500 frank; aan de ingenieurs en oversten-bestuurders 2,000 frank en aan de hoofdingenieurs in algemeenen dienst, 1,500 frank.

De in de Begrooting voorziene som wordt gevraagd om deze vergoeding te betalen aan 2 algemeene opzieners, 10 opperingenieurs-arrondissementbestuurders, 1 aan 't hoofd van een bijzonderen dienst geplaatsten opperingenieur-bestuurder en 12 hoofdingenieurs aan de dienstoversten toegevoegd.

ART. 67.

Het hierboven vermeld artikel 35 bepaalt dat de gewone in districtdienst geplaatste ingenieurs, en de klerken teekenaars verplaatsings- verblijf- en neerdalingsvergoedingen, betaalbaar per driemaandelijkschen staat, ontvangen.

Een Koninklijk besluit van 1 Maart 1921 stelt die vergoedingen als volgt vast : voor de ingenieurs van 1^e en 2^e klasse, 25 centiem per kilometer; 25 frank per nachtverblijf en 18 frank per neerdaling in de mijnen. Voor de ingenieurs van 3^e klasse : 25 centiem per kilometer, 20 frank per nachtverblijf en 12 frank per neerdaling.

Er valt op te merken dat de mijningenieurs geene verblijfsvergoeding bekomen.

De som van 92,000 frank is bestemd om de verplaatsingskosten van 34 distriktingenieurs en van 20 commissarissen-teekenaars te dekken.

Op die som moeten ook de zendingskosten genomen worden. Deze zendingen zijn toevertrouwd aan ingenieurs, belast met in den vreemde de techinsche kwesties in te studeeren en daaromtrent verslag nit te brengen.

ART. 68.

Krachtens artikel 34 van hetzelfde reglement wordt eene vaste vergoeding voor gewone bureelkosten aan de dienstoversten buiten Brussel verleend. Die vergoeding bedraagt 2,000 frank en is bestemd om de huurkosten van een bureel, vuur en licht; aankoop van papier, enz., noodig tot de werking van een bureel, te dekken. Het bureelpersoneel bestaat voor de arrondissementsdiensten, uit een hoofd-ingenieur-bestuurder, uit een toegevoegd hoofd-ingenieur en uit twee klerken; voor den dienst van de algemeene inspectie, uit den algemeenen-opziener, uit een toegevoegd hoofd-ingenieur en uit een klerk.

Er zijn twee algemeene-opzieners te Bergen en te Luik, en tien aan het hoofd der mijnenarrondissemanten geplaatste hoofd-ingenieurs-bestuurders. $12 \times 2,000 = 24,000$ frank, som in de Begrooting voorzien.

ART. 72.

De afgevaardigden bij de Mijninspectie krijgen hunne reiskosten, ten beloope van fr. 0.10 per afgelegden kilometer, 't zij per spoor, 't zij te voet.

Er zijn twee-en-veertig afgevaardigden en de som van 7,000 frank is op het stipt noodzakelijke berekend.

ART. 73.

De som van 2,000 frank is bestemd tot de betaling van het papier voor verslagen; de omslagen en de documenten, welke deze agenten voor de vervulling hunner zending noodig hebben.

ART. 75.

De ambtenaars van den Inspectiedienst der ontplofbare producten ontvangen van de Middenbesturen van het Departement, zooals de andere ambtenaars, vaste reis- en verblijfskosten overeenkomstig het Koninklijk besluit van 14 Mei 1920.

Het personeel van dezen Dienst is samengesteld, zooals overigens aangeduid is in de bij de Begrooting gevoegde uitbreidingstabellen, uit vier ambtenaars-opzieners en uit een afgevaardigde bij het vervoer der ontplofbare stoffen.

ART. 76.

De bij dit artikel voorziene som van 500 frank is bestemd om de onkosten te dekken, kunnende voortspruiten uit den aankoop van laboratoriuminstrumenten, van tot den dienst noodige scheikundige producten, om tot proefnemingen over te gaan.

De abonnementen op de bijzondere technische tijdschriften en de aankoop van werken den dienst aangaande, moeten ook op dit crediet genomen worden.

ART. 78.

VRAAG.

Welke is deze oude kas ?

ANTWOORD.

Het is de oude « Caisse de Prévoyance » van Namen.

ART. 82.

VRAAG.

De Middena/deeling vraagt de onderverdeeling.

ANTWOORD.

Die post bevat :

Vuur, licht, waterlevering, aankoop en onderhoud van het mobilaar, bureel- en laboratoriumleveringen, aankoop van kaarten en boeken, inbindingen, druk- en vertalen van documenten 20,000 frank.

Herzienings- en publikatiekosten der grondkaart en der algemeene kaart van de Belgische Mijnen :

Bezoldiging der medewerkers fr. 25,000
(waarvan 20,000 frank als tijdelijke last).

ART 92

VRAAG.

Hoeveer staat het met die in artikel 92 voorziene onderzoeken? Wat heeft men voor deze in 1921 uitgegeven?

ANTWOORDEN.

1^o Onderzoek over den toestand der Belgische nijverheid.

De wet van 24 December 1910 voorziet in haar eerste artikel dat er alle tien jaar, gelijktijdig met de algemeene volkstelling, tot eene optelling der Nijverheid en van den Handel zal overgegaan worden.

Aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid is het hooger bestuur van dit werk toevertrouwd.

Om reden van opportuniteit en van bezuiniging, heeft het Departement de toelating gevraagd deze voor den 31 December 1920 voorziene optelling niet te doen uitvoeren. Die toelating werd door de wet van 12 Augustus 1920 verleend.

Maar, ofschoon de Minister van Nijverheid en Arbeid aan eene langdurige en kostelijke algemeene optelling heeft verzaakt, heeft hij toch het groot nut doen uitschijnen, dat er voor de Regeering bestaat, op juiste wijze over den toestand der nijverheid ingelicht te worden.

Vooreerst zesmaandelijksche, dan jaarlijksche, vervolgens tweejaarlijksche onderzoeken zullen toelaten zich over den staat van herstellingen der nijverheidsbedrijvigheid in ons land een juiste gedachte te vormen.

Deze onderzoeken, waartoe de agenten van het Arbeidstoezicht hunne medewerking verleen, kosten betrekkelijk weinig.

Het laatste onderzoek heeft den 31st December 1920 plaats gehad; een nieuw onderzoek is voor het einde van het jaar voorzien; het in het ontwerp

van begrooting voor het dienstjaar 1922 aangevraagde crediet van 10,000 fr. betreft dit voorwerp.

2. Onderzoek over de arbeidersbegrotingen
en het verbruik van voedingswaren.

De vraagstukken betreffende de levensduurte bieden een hoofdzakelijk belang. Met het doel over deze kwestie nauwkeurige gegevens te verzamelen is het Ministerie van Nijverheid in Arbeid in 1921 overgegaan tot een onderzoek over het voedingswarenverbruik in een duizendtal arbeiders- en kleine burgersgezinnen. De uitgaven beloopt 12.000 frank. De publicatiekosten zijn in de begrooting voor eene som van 25,000 fr. voorzien. Ten einde het vraagstuk van de totale bestaanskosten op te lossen, heeft het Ministerie van Nijverheid en Arbeid een omstandig onderzoek ingericht tot het bekomen van volledige begrotingen. Dit belangrijk opsporingswerk, dat thans voleindigd is, zal ten hoogste 8.000 frank kosten. Om die uitgaven naar waarde te beoordeelen, moet er rekening gehouden worden met de belangrijkheid der op 't spel staande belangen en met de gewichtigheid der kwesties, waaraan deze studies zullen toelaten eene oplossing te vinden.

3° Onderzoek over den toestand der private bedienden.

In 1913 had het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, op verzoek van talrijke belanghebbenden en van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, een onderzoek over den toestand der private bedienden ter studie gelegd. Deze in 1919 hernomen studie liet toe het ontwerp in 1921 ten uitvoer te leggen.

De opneming der documenten is geëindigd; de uitslagen zullen eerlang afgekondigd worden.

De onder vorm van monographiën uit te geven raadpleging der bazen, is aan bijzondere onderzoekers, volgens een eenvormig plan werkend, toevertrouwd geworden. De uitgave zal dit jaar voleindigd zijn.

De onkosten van dit onderzoek, die de vergoeding der gemeentebedienden, belast met de uitdeeling, aan de belanghebben, der vragenlijsten, alsook de onkosten van tijdelijk in het middenbestuur aangeworven personeel, bevatten, zijn in 1921 op ongeveer 52,500 frank geklommen. Het tijdelijk personeel is in de maand Februari 1922 afgedankt geworden.

ART. 61.

VRAAG

1° Welke zijn de werkelijke traktementen?

2° Het ambtenarenpersoneel bestaat uit 6 personen. Waarom 2 dactylografen?

ANTWOORD.

1° De werkelijke traktementen zijn :

1 voorzitter	fr. 18,000
1 raadsheer	15,000
1 —	14,000
1 —	12,000
1 —	13,000
1 griffier	10,000
1 bureel-onderoverste	8,500
1 ordeklerek	4,900
1 dame steno-dactylograaf	4,300
1 huisbewaarder-schoonmaakster	1,600

Deze ambtenaars en agenten genieten bovendien de verblijf-, familie- en levensduurtevergoedingen, waarvan er kwestie is in het antwoord gegeven op de vragen gesteld bij de artikels 64 en 65 van het ontwerp van begrooting.

2° Er is slechts eene dame als dactylograaf aan den Mijnsraad verbonden. Het is ten gevolge van een afschrift- of drukfout dat de toelichtingen van het ontwerp der begrooting er twee vermelden.

Er valt op te merken dat, ten gevolge der onlangs gedane benoeming van een redacteur tot het ambt van griffier, het personeel van dezen dienst met een lid is verminderd en dat daaruit eene lichte vermindering in het gebruik van het gevraagde crediet zal voortvloeien.

ART. 61. B.

VRAAG.

Wilt gij nader bepalen welke deze verblijfsvergoedingen zijn?

ANTWOORD.

Zie antwoord op de artikels 64 en 65.

ART. 63.

VRAAG.

Van welk materieel is er sprake?

ANTWOORD.

Mobilier, boekerij, abonnementen, kantoorbehoeften.

ARTIKELN 64 en 65.

VRAAG.

Waarom al die « bijzaken » van verblijfsvergoedingen, gezinsvergoedingen, buitengewone werken, ziektekosten, uitzonderlijke toestanden?

Waarom is dat alles niet in de traktementen vervat?

ANTWOORD.

De *verblijfsvergoeding* is door Regeeringsbeslissing in datum van 27 September 1919 (telegram van den Eersten Minister, n^o 4758) ingesteld geworden : zij is tot al de agenten en in verhouding tot de belangrijkheid der plaats, waar gewoonlijk het ambt wordt uitgeoefend, uitgebreid geworden (Regeeringsbeslissing van 2 Maart 1920, telegram van den Eersten Minister, n^o 4758).

De *gezinsvergoeding* is door Regeeringsbeslissing in datum van 2 Maart 1920 ingesteld geworden, en door deze van 11 Juli 1920 gewijzigd geworden. Daar deze vergoeding op fr. 0.80 per dag voor elk der « ten laste zijnde » kinderen is vastgesteld, verschilt haar bedrag van maand tot maand.

Daar de verblijfsvergoeding en de gezinsvergoeding niet voor het pensioen in aanmerking komen en dus niet, zooals het traktement, voor afhouding vatbaar zijn, kunnen zij in het traktement niet ingelijfd worden.

Hetzelfde geldt voor de vergoedingen voor *buitengewone werken*, uit oorzaak van hunnen uitzonderlijken en tijdelijken aard. Over 't algemeen betreffen zij slechts sommige diensten en, in deze diensten zelf, slechts de eene of de andere afdeeling.

Eindelijk vormen de vergoedingen voor ziektekosten en de vergoedingen voor uitzonderlijke toestanden slechts hulpmiddelen, ten uitzonderlijken titel verleend aan agenten, wier inkomsten ontoereikend zijn om onkosten, veroorzaakt door ziekte, ongelukken, enz., te bestrijden.

* * *

Dit antwoord geldt voor al de artikelen die credieten voor de bezoldiging van het personeel voorzien.

EENIGE BESLUITEN.

Onder oogpunt van begrooting bedragen de voor het dienstjaar 1922 in de *gewone uitgaven* gevraagde credieten 131,291,070 frank tegen 150,305,800 frank in 1921. In vergelijking met de begrooting van 1921 zijn er voor een bedrag van 1,627,270 frank credietverhoogingen gevraagd, maar anderzijds vindt men eene *vermindering* van 20,642,000 frank, waarvan 20,625,000 frank voorkomen van de afschaffing der in 1921 gedane uitgaven voor de eerste tenuitvoerlegging der wet van 20 Augustus 1920 op de ouderdomspensioenen. (Art. 54 van het budget.) De totale vermindering van de gewone uitgaven is dus 19,014,730 frank.

Bij de *uitzonderlijke uitgaven* bedragen de voor het dienstjaar 1922 gevraagde credieten 25,202,000 frank, tegen 432,000 frank in 1921.

Van waar dit groot verschil ?

De verrechtvaardiging is verstrekt in de artikelen 97-98 van het budget :

In 1921 verschenen de voor de inrichting van den genees- en artseneijkundigen

dienst der mutualiteiten aangevraagde credieten (14,680,000 frank) evenals deze, verleend voor de toelagen aan de intercommunale werklozenkassen en aan de arbeidsbeurzen, in het buitengewoon budget; zij staan voor 1922 in het gewoon budget (sectie der uitzonderlijke uitgaven).

De algemeene verhooging van het budget klimt aldus tot 5,755,270 frank op het dienstjaar 1921, maar doet zich onder een meer normalen en beter financieelen vorm voor.

Onder maatschappelijk oogpunt hebben wij alle reden te gelooven dat eene politiek van gezonde democratie en van vooruitgang in het Departement van Nijverheid en Arbeid zal voortgezet worden.

Zeker zal men, zooals voor al de Departementen, den benarden toestand onzer financiën moeten in aanmerking nemen en uitgaven, welke men in gewonen tijd uit ganscher harte zou voorgesteld hebben, noodzakelijkerwijze tot betere dagen uitstellen. Wij hebben het recht niet geen rekening te houden met dien ergen toestand, noch er het land en de werkende klas niet van te verwittigen. De bankroet van het land zou door het feit zelf de algeheele afschaffing van een zeer groot deel onzer maatschappelijke wetten beteekenen, aangenomen met de financieele hulp van het land, ten voordeele onzer arbeidersklas.

Dat belet niet dat er in het domein onzer maatschappelijke wetgeving nog vele zaken te verwezenlijken en verwezenlijkbaar zijn: ik vermeld: de maatschappelijke verzekeringen; de werkloosheid-verzekering; de woningnood; de wettelijke gemengde commissies; de collectieve arbeidsovereenkomsten, enz.

Wij hebben vertrouwen in de Regeering voor de verwezenlijking van dit uitgebreid plan van maatschappelijke hervormingen. De bestendige Commissie heeft de begroting goedgekeurd. Wij verzoeken de Kamer ze op hare beurt goed te keuren.

De Verslaggever,

HENDRIK HEYMAN.

De Voorzitter,

MAURITS PIRMEZ.

